

Military Power Revue

—
der Schweizer Armee
de l'Armée Suisse



Der Chef der Armee ist Herausgeber der MILITARY POWER REVUE.

Die MILITARY POWER REVUE erscheint zweimal jährlich (Ende Mai und Ende November).

Die hier dargelegten Analysen, Meinungen, Schlussfolgerungen und Empfehlungen sind ausschliesslich die Ansichten der Autoren. Sie stellen nicht notwendigerweise den Standpunkt des Eidgenössischen Departementes für Verteidigung, Bevölkerungsschutz und Sport (VBS) oder einer anderen Organisation dar.

Die Artikel der MILITARY POWER REVUE können unter Angabe der Quelle frei kopiert und wiedergegeben werden. Ausnahmen gelten dort, wo explizit etwas anderes gesagt wird.

Die MILITARY POWER REVUE ist Beiheft der Allgemeinen Militärzeitschrift ASMZ und der Revue Militaire Suisse (RMS).
Verlag: ASMZ, Brunnenstrasse 7, 8604 Volketswil.

Herstellung:
Zentrum elektronische Medien ZEM,
Stauffacherstrasse 65/14
3003 Bern
031 325 55 90

Druck:
galledia ag
Burgauerstrasse 50,
9230 Flawil
Tel. 058 344 96 96

Chefredaktion Military Power Revue:
Oberst i Gst Jürg Kürsener
Sonnenbergstrasse 14
4573 Lohn-Ammannsegg
Tel. 032 677 18 63.
E-Mail: jkuersener@bluewin.ch

Chefredaktion ASMZ:
Oberst i Gst Peter Schneider
Verlag ASMZ
Brunnenstr. 7
8604 Volketswil

Redaktionskommission:
Oberst i Gst Jürg Kürsener
Chefredaktor MILITARY POWER REVUE

Colonel EMG Laurent Currit
Leiter Doktrinforschung & Entwicklung
(Armeestab)

Oberst i Gst Christoph Müller
Chef Heeresdoktrin und Redaktor Bereich Heer

Oberst i Gst Wolfgang Hoz
Chef Doktrin, Luftwaffe und Redaktor Bereich Luftwaffe

Avant-propos

Commandant de Corps André Blattmann, Chef de l'Armee

1

Editorial

Jürg Kürsener

3

Le renseignement à l'épreuve d'un environnement stratégique en constante évolution

Jean-Philippe Gaudin

4

Doktrinelle Herausforderungen der modernen Luftkriegführung

Wolfgang Hoz, Christian F. Anrig

18

«Freiheitskämpfer» oder «Terroristen»?

Thomas A. Müller

32

Wehrpflicht und Geschlecht

Sibilla Bondolfi

42

Der «Volksaufstand»: Vorstellungen und Vorbereitungen der Schweiz im 19. und 20. Jh.

Mauro Mantovani

52

Buchbesprechungen

61

Avant-propos

*Chères lectrices, chers lecteurs
de la Military Power Revue,*



Dans la dernière édition, j'ai pu vous présenter avec un « optimisme prudent » les décisions du Parlement de la session d'automne 2011. C'est avec plaisir que je vous les rappelle : le Parlement, avec une majorité confortable des deux tiers, a décidé que l'armée doit à l'avenir disposer de 100 000 militaires et qu'un budget de 5 milliards de francs lui sera octroyé à cet effet dès 2014. L'achat du nouvel avion de combat ainsi que le comblement des lacunes sont inclus dans ce montant. Peu de temps après, le 30 novembre 2011, le Conseil fédéral a choisi le nombre et le type d'appareil pour le remplacement partiel du Tiger (TTE). Il s'agit de 22 JAS-39 GRIPEN dont l'acquisition est prévue avec le programme d'armement 2012.

Mais une fois Noël passé, il s'est rapidement avéré que le côté « prudent » de mon attitude optimiste était justifié. Comme toujours, les critiques se multiplient lorsqu'il s'agit de passer au financement des décisions qui ont été prises. Ceci ne m'a pas particulièrement surpris.

En revanche, le flot de fausses déclarations qui sont tombées ces dernières semaines concernant les coûts et le financement de l'armée ont réussi à en déstabiliser plus d'un, et même moi durant un court instant. C'est pourquoi je tiens à partager ici et à faire comprendre clairement un principe qui évoque pour moi depuis longtemps déjà le travail accompli dans le cadre du développement de l'armée : « vers davantage d'honnêteté ».

1. Durant ces vingt dernières années, personne n'a dû économiser à cause de l'armée. Alors que 20% du budget de la Confédération étaient consacrés à l'armée en 1990, aujourd'hui, ce ne sont plus que 7%. Durant ce même laps de temps, les dépenses de la Confédération ont doublé, passant de 31 milliards à 62 milliards de francs. L'armée, quant à elle, a réduit ses dépenses de 6% durant ce temps.
2. Un coup d'œil à la situation présente permet d'arriver à la même conclusion : il n'y a pas d'économies à faire à cause de l'armée. Ainsi, sur la période 2010/11, l'armée a par exemple restitué près de 900 millions de francs dans

la caisse de la Confédération, sous forme de soldes de crédits. Ce fait n'a malheureusement pas été mentionné dans la présentation réjouissante de l'exercice 2011. C'est d'autant plus regrettable que ces soldes de crédits étaient le résultat de mandats d'économies clairement adressés à notre département. Nous les avons remplis loyalement en présumant que cet argent pourrait être utilisé dans le cadre des investissements, dès que le Parlement aurait décidé de la direction à prendre sur la base du rapport sur l'armée. Pour nous, cette perspective était une véritable motivation.

3. A l'avenir non plus, personne ne devra faire des économies à cause de l'armée et ce, malgré l'augmentation du budget. Selon la planification financière, les dépenses de la Confédération augmenteront de 10 milliards de francs entre 2010 et 2015. Sur cette addition, 600 millions sont prévus pour l'armée (soit la différence de 4,4 à 5 milliards de francs).

Mais assez de chiffres. Finalement, l'essentiel est ailleurs et nous ne devons en aucun cas laisser cette question se réduire à son aspect financier. Car le budget militaire n'est pas une variable d'ajustement ; l'armée est la réserve de sécurité de notre pays.

La seule réserve de sécurité ! Son rôle ne se cantonne pas à la situation « normale » actuelle. Au contraire, elle doit être prête quand il arrive réellement quelque chose : une catastrophe, une crise, la guerre. Regardez donc le journal télévisé, écoutez les nouvelles à la radio et vous saurez de quoi je parle.

Les cantons apprécient, aujourd'hui déjà, de pouvoir faire appel à cette réserve de sécurité et c'est très bien ainsi : nous sommes là pour ça. Rien que l'année dernière, nous avons accompli quelque 255 000 jours d'engagement en faveur des autorités civiles. Que ce soit pour donner un appui à la police ou au Corps des gardes-frontière, aider en cas d'inondations ou lors de grandes manifestations sportives, assurer la sécurité de conférences ou le service de police aérienne, l'armée

est toujours là, prête à apporter son appui. On ne devrait tout simplement jamais oublier que notre mission absolue est de nous préparer à assumer des engagements contre toutes les menaces, tous les risques et, qu'en tant que réserve, notre rôle est précisément de préserver la liberté d'action de notre Etat.

Pour remplir cette mission de réserve de manière crédible, il faut une instruction, un équipement et les moyens financiers nécessaires.

Nos soldats qui sont déployés chaque année ne sont heureusement pas des soldats de métier anonymes. Ce sont des militaires de milice qui quittent leurs activités civiles, chaque année durant trois semaines, pour revêtir l'uniforme et faire œuvre de citoyen. Nous leur devons d'avoir un équipement de qualité et en suffisance à leur fournir. Soyez heureux que nous ayons ce système interne qui nous met régulièrement et démocratiquement à l'épreuve.

La qualité de nos soldats est exceptionnelle. Une armée de milice taillée sur mesure, convoquée uniquement pour l'instruction et les engagements possibles et dont la plupart des militaires travaillent autrement dans l'économie privée, voilà qui correspond à notre conception de l'Etat. Les échanges entre les régions (linguistiques) viennent encore notablement renforcer les aspects positifs de ce système. Si nous abolissons l'obligation générale de servir, nous mettrions en danger un élément essentiel de notre Etat: le système de milice. Finalement, ce n'est pas de notre armée dont il est question mais bien de la sécurité de notre population et des mesures à prendre pour assurer notre bien-être contre les risques de tous genres.

Je vous remercie de me suivre lorsque vous communiquez à l'extérieur les faits nécessaires en appliquant le principe « vers davantage d'honnêteté ».

Pour la sécurité de notre pays.

Chef de l'Armée



Cdt C André Blattmann

Anmerkung der Redaktion:
Der Redaktionsschluss für das Vorwort des CdA lag zeitlich
vor dem Bundesratsentscheid vom 25. April 2012

Editorial

Sehr geehrte Leserinnen und Leser der Military Power Revue



Nicht nur in unserer eigenen sicherheitspolitischen Landschaft zeichnen sich wichtige Veränderungen ab. Auch in unserem geografischen Umfeld ist ein tiefgreifender Wandel in etlichen Streitkräften festzustellen. Dieser Wandel verläuft weitgehend unspektakulär, auch weitgehend unbeachtet von der Öffentlichkeit. Die Auswirkungen dürften aber nachhaltig sein.

Die Finanzen vieler Streitkräfte schrumpfen, Strukturen werden «gestrafft und optimiert», Wehrsysteme werden mehr oder weniger erfolgreich verändert, Bestände werden abgebaut, teure Investitionsvorhaben zurückgestellt und gleichzeitig wird der besorgte Bürger damit getröstet, dass die neuen Streitkräfte moderner, kleiner und feiner würden.

Die USA haben den Irak verlassen, in Kürze wird der schrittweise Abzug aus Afghanistan erfolgen. Diese Schlüsselereignisse und die massive Verschuldung der USA werden – wie seinerzeit nach dem Vietnamkrieg – ein willkommener Anlass sein, die Lehren aus den jahrelangen Kampfeinsätzen zu ziehen und gleichzeitig eine neue Ausrichtung der amerikanischen Militärstrategie vorzunehmen. Reduzierte Heeresbestände, Schwergewichtsverlagerungen zu den Special Operation Forces, das neue Sea-Air Konzept, die Rückbesinnung des U.S. Marine Corps auf seine ursprüngliche Rolle, eine vermehrte Ausrichtung der Streitkräfte auf die «expeditionary role» und anderes mehr werden die US Streitkräfte der Zukunft kennzeichnen.

Europa und die NATO werden nicht mehr im Zentrum des US Interesses stehen. Zur Beruhigung der Verbündeten wird zwar beteuert, dass man zu den Bündnis-Verpflichtungen stehe. So würde man zwei Brigade-Kampfgruppen in Europa belassen, zudem werde man – wie seinerzeit mit den REFORGER-Übungen während des Kalten Krieges – periodisch Kampfverbände aus den USA nach Europa einfliegen, um sie mit den hiesigen Verhältnissen vertraut zu machen. Natürlich haben die USA weiterhin ein Interesse an einer Präsenz in Europa. Der Luftstützpunkt in Ramstein, das riesige Militärspital in Landstuhl, die Luftwaffen- und Marineeinrichtungen in Italien (Neapel, Sigonella, Aviano, Vicenza), Kreta (Souda Bay), Spanien (Rota), Flugplätze in England und schwimmende Plattformen zur Abwehr ballistischer Raketen (BMD) sind Beispiele dafür, dass europäische Einrichtungen für die USA weiterhin einen hohen Stellenwert haben. Aber eben nicht nur wegen oder für Europa. Diese Einrichtungen sind Brücken und Sprungbrette zur Wahrnehmung amerikanischer Interessen anderswo, zum Beispiel im Nahen, Mittleren Osten oder Nordafrika. Auch wenn dies wichtige Einrichtungen sind, ist unbestritten, dass rein zahlenmässig die Präsenz erheblich abnimmt und damit die Wahrnehmung der US Truppen in Europa sukzessive schwinden wird. Das wird Europa wohl wenig schmerzen, solange es nicht auf starke Unterstüt-

zung durch die USA angewiesen ist. Ansatzweise hat man aber anlässlich des Libyen-Krieges 2011 zur Kenntnis nehmen müssen, dass bei diesem vergleichsweise kleinen Konflikt die europäischen Streitkräfte bereits von Beginn weg am Limit waren. Die USA hatten kein grosses Interesse, ihre Rolle im Krieg gegen Libyen an die grosse Glocke zu hängen. Es ist mittlerweile aber auch öffentlich bekannt, dass sie beispielsweise in den Bereichen Luft- und Satellitenaufklärung, elektronische Kriegführung, Luftbetankung, Marschflugkörper-Einsätzen weit über die Hälfte der Mittel zur Verfügung stellten. Die Europäer wären nicht in der Lage gewesen, diesen Krieg allein zu führen.

Europa wird in den nächsten Jahren und Jahrzehnten damit leben lernen müssen, dass unser Kontinent für die USA nicht mehr der Nabel der Welt bedeutet. Die USA wenden sich – auch die Streitkräfte – vermehrt dem Pazifik zu. Dies ist unter der neuen Obama Doktrin offiziell. Der Kräfteansatz soll mit mindestens 60 zu 40% zugunsten des Pazifiks aufgeteilt werden.

Diese Entwicklung kann nicht spurlos an Europa vorbeigehen. Jeder einzelne Staat wird wohl noch mehr als bisher zur Zusammenarbeit gezwungen sein, Alleingänge dürften horrend teuer sein, Synergien werden noch wichtiger werden, teure Doppelspurigkeiten vor allem im Rüstungsbereich werden vermehrt unter Druck geraten. Man hat nicht den Eindruck, dass all diese Herausforderungen bereits erkannt sind oder verinnerlicht werden. Zumindest wird dies nicht gross nach aussen getragen. Auch unsere Armee dürfte in der einen oder anderen Form durch diese neuen Rahmenbedingungen gefordert sein.

Colonel EMG Yvon Langel ist zum Brigadier befördert worden. Er ist der neue Chef des Heeresstabes. Ich gratuliere ihm sehr herzlich zur Beförderung und zu seiner neuen Funktion. Wir sind ihm für seine mehrjährige Tätigkeit in der Redaktionskommission der Military Power Revue äusserst dankbar. Herr Oberst i Gst Laurent Currit, neu Leiter der Doktrinforschung und Entwicklung im Armeestab, löst in unserer Redaktionskommission Colonel EMG Claude Meier ab, der eine andere Funktion übernommen hat. Claude Meier danke ich sehr herzlich für seine geleisteten Dienste und seine grosse Disponibilität zugunsten der MPR. Beiden Austretenden wünsche ich beruflich und persönlich weiterhin viel Erfolg. Laurent Currit heisse ich willkommen und wünsche ihm ein erfolgreiches Wirken für die MPR.

Der Chefredaktor der *Military Power Revue*

Oberst i Gst (aD) Jürg Kürsener

Le renseignement à l'épreuve d'un environnement stratégique en constante évolution.

Depuis environ trente ans, les armées ne cessent de se réorganiser, essentiellement sous la pression de considérations budgétaires et techniques. Le débat sur la transformation des armées est un débat légitime, mais il ne doit pas porter uniquement sur les structures et les nouvelles technologies, mais plutôt sur la finalité des crises et des guerres. Les armées doivent comprendre les nouvelles menaces qui sortent de notre action militaire perçue comme traditionnelle. Elles doivent s'orienter et se préparer aux crises, conflits et guerres qu'elles auront à conduire et non à celles qu'elles préfèrent parce qu'elles savent le faire. La guerre montre bien aujourd'hui qu'elle n'est pas un problème de systèmes d'armes et de nombres de soldats, mais un problème politique, social et humain infiniment plus complexe et incertain. Les guerres ne sont pas mortes à Versailles en 1919, pas plus qu'à San Francisco en 1945, pas plus qu'à la chute du Mur de Berlin et elles ne disparaîtront pas après la fin des conflits irakiens et afghans. Au contraire, elles continueront à se répandre et se renforcer. La guerre revient en force et le réarmement l'accompagne. La planète ne cesse de se réarmer, les dépenses militaires mondiales ayant retrouvé aujourd'hui un niveau bien supérieur à celui durant la guerre froide. La guerre n'a pas changé de nature, elle a changé de visage^[1]

2^{ème} volet de l'article :

1. *L'environnement stratégique de l'action militaire, MPR n° 2/2011*
2. *Evolution de la menace, des alliances et la transformation des forces armées et de l'action militaire, MPR n° 1/2012*
3. *Apparition d'une nouvelle fonction stratégique: Le Renseignement, MPR n° 2/2012*

Jean-Philippe Gaudin

Brigadier, Chef du Renseignement militaire, Papiermühlestrasse 20,
CH-3003 Bern.
E-mail : jean-philippe.gaudin@vtg.admin.ch

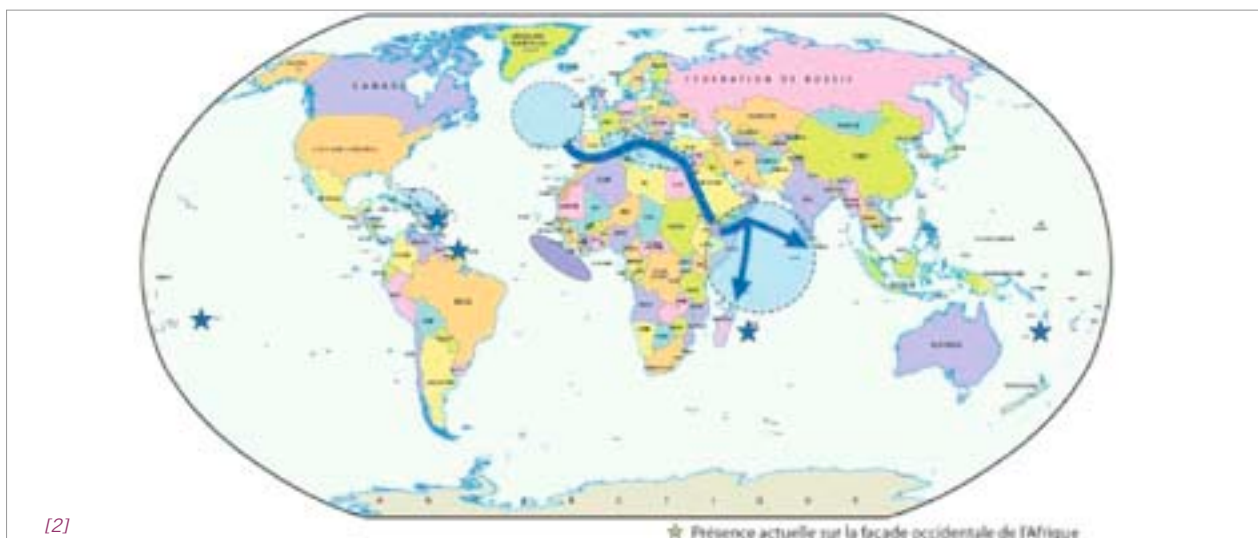
2. Evolution de la menace, des alliances et la transformation des forces armées et de l'action militaire

Il fallait 70 000 hommes au début du XIX^{ème} siècle pour contrôler le champ de bataille de Waterloo, une brigade eut suffi au début du XX^{ème} siècle, un bataillon de chars en 1940, une compagnie il y a 30 ans et une section aujourd'hui. Il n'en sera plus ainsi dans l'avenir. D'une part, parce que la dispersion est un impératif de sécurité et,

d'autre part, parce que les armées futures seront de plus en plus petites. On verra donc des forces peu nombreuses évoluer sur de grands espaces et donc séparées par des vides militaires importants.^[2] En conséquence, il faudra surveiller et contrôler les espaces laissés vides afin d'assurer la sécurité des forces engagées. Sans aucun doute, le premier facteur de changement à prendre en compte dans les futurs engagements sera celui de la connaissance de la situation. Il conditionnera toute la suite de l'opération et constituera une part essentielle du succès d'une action militaire. En principe, il n'y a rien de nouveau, la première bataille à gagner a toujours été celle du renseignement.



[1]



[2]

Disons qu'il a été rudimentaire jusqu'à la fin du XIX^{ème} siècle, élémentaire jusqu'à la Seconde Guerre Mondiale et total dans les conflits qui ont suivi. La bataille de l'information se déroule aujourd'hui dans l'espace, dans les airs, sur les ondes et sur terre.

Si cette bataille est perdue, il serait bien hasardeux de s'engager plus en avant. Le général ne disposant de couverture renseignement suffisante serait dans l'incapacité de vouloir rivaliser ou affronter un adversaire ayant remporté la bataille de l'information.

Bien sûr il faudra faire des choix, mais s'il y a un domaine où l'impasse n'est pas possible, c'est celui du renseignement.

Toutes forces armées soucieuses d'assurer la sécurité de ses troupes et souhaitant disposer d'une liberté d'action minimum, devra consacrer aux moyens d'acquisition du renseignement l'attention nécessaire. Bien sûr il faudra faire des choix, mais s'il y a un domaine où l'impasse n'est pas possible, c'est celui du renseignement. Même s'il ne sera pas possible de disposer de la panoplie complète des capteurs, celui qui ne sera pas capable de couvrir son opération au plan de l'observation aura perdu toute liberté d'action et, par conséquent, échouera dans l'accomplissement de sa mission.

Evolution de la menace

Alors que la crise économique fait rage, surtout en Europe, les menaces augmentent dans le monde. La crise financière occidentale et ses implications géoéconomiques et sociales ont désormais un fort impact sur la sécurité des Etats et la hiérarchie des pouvoirs sur la planète. Depuis la fin de la guerre froide, le développement de nouvelles menaces augmente dans une ambiance délétère (crises de la dette et coupes budgétaires dans le domaine de la défense) qui neutralise progressivement les outils de défense, en Europe surtout. L'effondrement de l'ordre bipolaire, qui avait en soi quelque chose de rassurant puisqu'il permettait d'identifier clairement l'adversaire, a multiplié la naissance des foyers de tensions, entraîné l'accroissement de l'emploi de la violence par certains Etats pour arriver à leurs fins, rendu encore plus diffuse la limite entre la crise et la guerre.

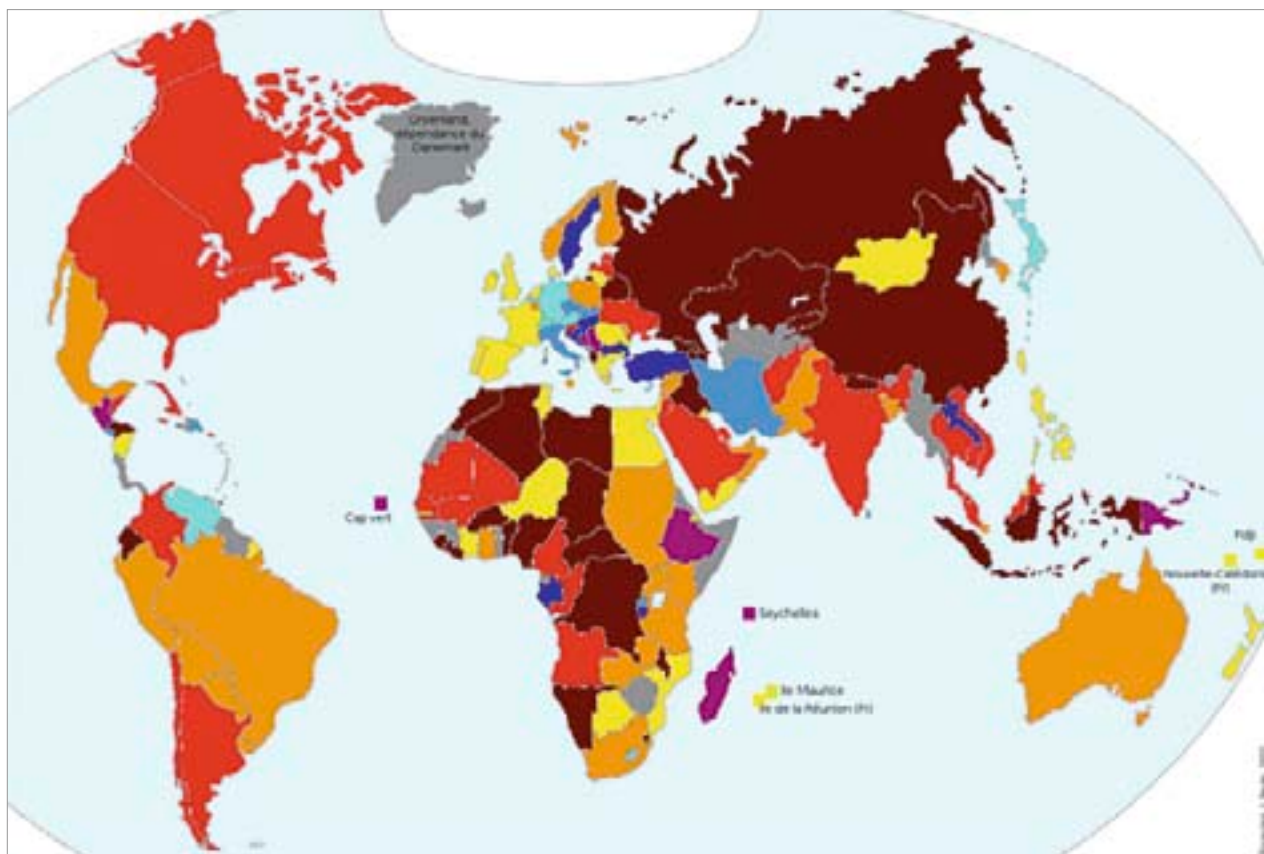
L'analyse et les constats établis en 2008 dans le livre blanc français demeurent largement pertinents. Les tendances identifiées alors, le caractère structurant de la mondialisation et le déplacement du centre de gravité stratégique vers

[1] Desportes Vincent; La Guerre Probable, Penser autrement; Paris: Economica, Collection Stratégie & Doctrine, 2008.

[2] Guy Hubin; Perspectives Tactiques; Paris: Economica, Bibliothèque Stratégique, 2009.

[1] Le champ de bataille (Waterloo)

[2] «L'arc de crise»



[3]

l'Asie se sont confirmés. Confirmation également de l'existence de quatre zones critiques, parmi lesquelles un arc de crise allant de l'Atlantique à l'Océan Indien et recouvrant l'Afrique du Nord, la zone sahélienne, la Corne de l'Afrique, le Proche-Orient, le golfe arabo-persique et la zone afghano-pakistanaise. Les nouvelles vulnérabilités ont également été confirmées, parmi lesquelles le terrorisme jihadiste, la menace des missiles, la possibilité d'attaques majeures contre les systèmes d'information, le développement des trafics criminels, ainsi que les risques technologiques, naturels et sanitaires.

Nous vivons en Occident dans une bulle artificielle de sécurité.

Alors que le niveau de risque et de violence dans le monde ne baisse pas et que les dépenses d'armement augmentent fortement dans de nombreuses régions, les pays européens abaissent leurs budgets militaires au strict nécessaire, tandis que les pays émergents, notamment l'Asie et le Moyen-Orient, développent les leurs. L'augmentation des budgets de défense sur 10 ans (2000–2010) a été de presque 60% pour l'ensemble de la planète (chiffres du SIPRI 2012) :

- +90% pour l'Asie Océanie,
- +84% pour l'Amérique du Nord et du Sud,
- +76% pour l'Afrique,
- +46% pour le Moyen-Orient,
- +3% pour l'Europe de l'Ouest.

La baisse continue des budgets de défense en Europe depuis les années 2000 devrait encore s'accélérer en 2012. Selon les premières prévisions effectuées, le budget total pour l'UE-26 (26 Etats sont membres de l'Agence européenne de défense, sauf le Danemark) s'établirait autour de 180 milliards d'euros. Un chiffre à comparer au montant de 194 milliards d'euros constatés pour 2010 par l'Agence européenne de défense. Soit une baisse de 6–7% en moyenne ; pour la première fois, on descend au-dessous des 200 milliards d'euros ! On peut éventuellement espérer une stabilisation à l'horizon 2014. Tous les pays européens ont soit entamé des réformes de structures ou de formats qui s'étalent sur plusieurs années (Royaume-Uni, Pays-Bas, Allemagne, Finlande, Pologne, ...), soit contribué à l'effort budgétaire général (Grèce, Italie, Espagne, Portugal, Irlande, France, ...), soit agit sur les deux plans (Bulgarie, Roumanie, Slovaquie, ...).

Avec la non mise en place de la défense européenne et l'incapacité d'avoir une conception stratégique commune, l'Europe continue à s'appuyer sur le parapluie de l'OTAN. Le problème est que l'OTAN a également de nombreuses difficultés capacitaires, en particulier avec un retrait de troupes américaines du sol européen, sans compter avec un certain agacement à l'encontre des mesures européennes dans le domaine de la défense. D'autant plus que les USA sont également touchés par des mesures d'économie. Le secrétaire américain à la Défense, Leon Panetta, a présenté, au début de l'année, les orientations budgétaires du Pentagone et annoncé des coupes claires dans les armées. On peut lire dans son rapport les détails de la réalisation des 487 milliards d'économie à faire sur dix ans.

Evolution des dépenses militaires entre 2000 et 2010

Données de bases en dollars US de 2009.

Source: SIPRI, Military Expenditure Database

Légende

■ Absence de données ou insuffisantes (inférieures à 6)	■ De 0 à -7,24 %	■ De 0 à -26,26 %
■ De 7,24 % à 15,22 %	■ De 15,22 % à 28,36 %	■ De 26,26 % à 54,79 %
■ De 28,36 % à 69,96 %	■ De 69,96 % à 98,37 %	■ De 98,37 % à 1047,21 %

NB: Le Soudan du Sud n'existe pas alors et le Kosovo est inclus dans la Serbie. Pas de données pour les îles du Pacifique et les Antilles.

Périodes différentes

- 2000–2009: Laos, Lesotho, Fidji, Mozambique, Tanzanie, Campodge, Mauritanie, Kirghistan;
 2000–2008: Burundi, Iran, Djibouti, Ile Maurice, Yémen, Sierra Léone, Benin;
 2000–2007: Luxembourg, Gambie, Libye, Malawi;
 2000–2006: Soudan;
 2001–2010: Indonésie;
 2002–2010: Bosnie-Herzégovine, République centrafricaine;
 2002–2008: Qatar;
 2003–2010: Viet-Nam;
 2003–2009: Afghanistan, Cuba, Libéria;
 2003–2008: Côte-d'Ivoire;
 2004–2010: Zambie, Irak, Timor Oriental.

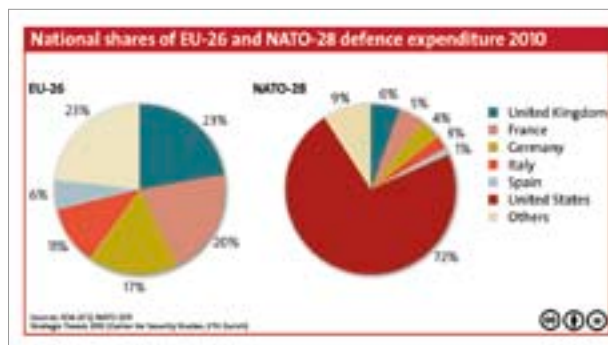
Fond de carte: Cartothèque de Science Po; Conception: Antoine Soboncinski

Nous vivons en Occident dans une bulle artificielle de sécurité, globalement protégés du monde extérieur. Ce sentiment laisse croire que la guerre et les conflits sont l'affaire des autres. Et pourtant l'avenir doit nous inquiéter, les disparités accrues par l'inégale répartition de la croissance entre les régions et de nombreux états provoqueront à l'avenir des tensions et des confrontations. La raréfaction des ressources, opposée à la croissance des besoins, deviendra également une source de conflits. Les dérèglements climatiques joueront un rôle d'accélérateur et d'amplificateur. Désertifications, inondations et raréfaction des surfaces arables ou habitables vont accroître les déséquilibres et déclencher des flux migratoires incontrôlés.

L'heure de la fin des guerres et des crises n'a pas sonné, de même que le futur sera fertile en surprises stratégiques. Ni le terrorisme qui est l'arme des faibles contre les forts, ni les risques de blocus des grandes voies maritimes ne vont disparaître, ni la prolifération nucléaire et le risque de menace balistique s'interrompre.

L'évolution des ruptures stratégiques

On peut décrire la rupture stratégique comme une surprise stratégique, respectivement un événement peu ou mal anticipé et à très fort impact, qui ébranle les fondements de la communauté internationale ou nationale. L'effet de surprise de portée stratégique tendrait donc à affecter non seulement les échelons militaires, mais également politiques et économiques « les surprises stratégiques frappent au niveau le plus élevé, au niveau politico-militaire ». [3]



[4]

L'année **2011** a été marquée par trois ruptures stratégiques : on ne reviendra pas sur la surprise qu'elles ont constituée. Mais leur simple rappel montre des tournants géopolitiques importants, à court ou moyen terme.

La première est celle des **révolutions arabes** qui sont toujours en cours et aucune n'a encore atteint son point d'équilibre. On peut néanmoins observer trois phénomènes :

1. Malgré les illusions européennes qui se nourrissent de l'expérience de la chute du communisme dans les pays d'Europe centrale et orientale, la transition ne donne pas lieu à des régimes libéraux : soit que les Islamistes gagnent les élections (Tunisie et Égypte), soit que l'incertitude demeure (Libye).
2. D'autre part, les monarchies traditionnelles ont su maîtriser la contestation (cas du Maroc ou de la Jordanie ; constatons que l'Algérie républicaine a pour l'instant réussi à éviter tout mouvement).
3. La chute du régime libyen a provoqué une perte de contrôle sur des millions d'armes à feu, ainsi que des milliers de missiles air-sol et antichars. Ce problème va probablement déstabiliser les régions du Sahel, du centre de l'Afrique et de la Corne de l'Afrique.

La seconde rupture stratégique est celle de la catastrophe de **Fukushima**. Elle aura des conséquences sur le mixte énergétique des différentes nations. Elle nous rappelle également que la géopolitique est aussi une géopolitique des ressources et, en conséquence, un problème de sécurité complémentaire par rapport à la notion de sécurité des approvisionnements.

La troisième est la **crise budgétaire et financière, la crise de la dette**, devenue crise économique. En effet, si 2011 est l'année de la manifestation de la crise de la dette, 2012 verra sa conséquence, la récession.

L'année **2012** ne devrait pas être très différente. L'effet de contagion des révoltes arabes peut jouer un rôle très déstabilisant en Afrique (région du Sahel, Afrique de l'ouest, Corne de l'Afrique, région des Grands Lacs). L'Europe ne semble

[3] Geoffrey Delcroix; Prospective, défense et surprise stratégique, Paris, Travaux & recherches de prospective, 2005.

[3] Évolution des dépenses militaires entre 2000 et 2010

[4] National shares of 26 EU and 28 NATO defence expenditures 2010

pas aussi stable qu'on le croit. La crise de la dette n'est certainement pas terminée et suggère des directions néfastes. La situation en Chine est peut-être plus fragile qu'on le croit, sans parler de la Corée du Nord qui ne prend pas le chemin des réformes. Le Moyen-Orient et l'Asie centrale seront dans des positions difficiles, une fois encore : la gestion du retrait afghan et la question pakistanaise susciteront l'intérêt. Les tensions entre Israël et l'Iran pourraient nous amener à une explosion de violence régionale avec des conséquences dramatiques pour les économies occidentales déjà au bord de l'asphyxie. Le Proche-Orient restera un cas épineux. Il pourra connaître aussi bien une grande « stabilité », prolongeant les déséquilibres actuels (Israël/Palestine, Liban) ou, au contraire, évoluer rapidement. La crise syrienne sera également à suivre avec beaucoup d'attention, surtout quant aux conséquences de sortie de crise (car n'oublions pas le rôle de la Syrie dans cette région du monde).

Concernant le milieu, les changements climatiques continueront à provoquer des catastrophes naturelles et technologiques. Engendrant désolation et misère sur une grande partie de la planète.

La mission d'une Armée

Le premier devoir d'un Etat est la défense du pays et de ses intérêts. Un des moyens à sa disposition sont les forces armées qui ont pour mission de garantir la défense et la protection du territoire et de sa population. Cette mission est permanente, c'est le cœur même de la mission des armées, c'est la raison d'être, quelles que soient les conditions politiques et stratégiques du moment. Pour atteindre cet objectif, les forces armées doivent systématiquement se remettre en question, se transformer pour être toujours opérationnelles et surtout répondre aux besoins des autorités politiques et de la population. Il faut donc qu'elles conservent des moyens d'action efficaces afin de répondre aux besoins immédiats et être capables d'agir pour des missions de secours aux populations, sans perdre de vue l'évolution/la transformation des forces armées futures. L'armée doit être au cœur de toutes les décisions en matière de défense et de sécurité. L'action militaire de demain s'appuiera sur des opérations variées, son cadre d'engagement sera aussi bien national qu'international.^[4]

Les armées modernes doivent être des armées « duales », capables autant d'actions d'aide à la population que d'actions de défense d'un territoire.

Dans un monde où les Etats n'ont ni amis ni ennemis, mais uniquement des intérêts et peu d'amitié, il est nécessaire de se préparer aux situations de crise. Les Armées sont, en général, les seules réserves stratégiques des nations. Elles sont les seules à être capables de réagir efficacement quand le reste ne fonctionne plus. Elles se trouvent toujours en mesure de se déployer très rapidement. Les armées modernes doivent être des armées « duales », capables autant d'actions d'aide à la population que d'actions de défense d'un territoire, ainsi que de ses intérêts à l'extérieur du pays si cela est utile.

La transformation des conflits (guerres)

Nous remarquons depuis plusieurs années que l'on ne parle plus d'ennemi. On parle de parties adverses, d'insurgés, de combattants, de belligérants, mais plus d'ennemi. Tout comme on a de la peine à parler de guerre, mais bien plus de conflits, d'insurrections, de révolutions armées, etc. ... On ne parle pas de guerre, parce qu'elle n'est pas déclarée officiellement. Pour nous, Citoyens de l'Europe pacifiée, les notions « guerre et ennemi » sont devenues des mots tabous, voire indécentes. L'effacement de la guerre interétatique laisse le champ libre aux acteurs extra-étatiques. Ce sont désormais des acteurs fugaces, éphémères, difficilement identifiables, peu organisés que les armées traditionnelles affrontent actuellement. Cet adversaire ne respecte pas les règles de la guerre, il impose le combat dans les zones civiles, il ne porte pas d'uniforme, il utilise des tactiques que nous nommons terroristes. Mais l'histoire nous apprend que depuis toujours, de petites formations irrégulières ont su harceler les armées régulières et semer le chaos. Cependant, il faut signaler que la guerre de demain ne sera ni une guerre régulière ni irrégulière, parce que la frontière entre les deux s'estompe chaque jour un peu plus.

Les armées occidentales préparées à affronter une menace mécanisée conventionnelle bien identifiée, ont dû faire face à d'autres menaces aux contours plus incertains. Il a fallu, en tout cas, apprendre à les connaître pour pouvoir mieux s'y opposer. L'actuel éventail des crises et des conflits possibles rend particulièrement ardu l'établissement d'une doctrine simple permettant leur analyse et leur classification et donc, de facto, l'identification des capacités et des aptitudes nécessaires pour y faire face. Globalement il existe deux types de conflits.

L'effacement de la guerre interétatique laisse le champ libre aux acteurs extra-étatiques.

Les conflits qualifiés de « conventionnels », pour lesquels les protagonistes ont des buts identiques et utilisent des voies et moyens relativement semblables. Ensuite les conflits appelés « non conventionnels », dans lesquels il existe une divergence plus ou moins importante dans ces mêmes buts, voies et moyens. Mais il faut relativiser cette distinction, car elle est très théorique et d'éventuels conflits ou crises pourraient bien se situer dans une mouvance mélangeant les deux genres évoqués.

Tant qu'une majorité de pays utilisera des systèmes d'armes technologiquement développés, le risque d'un conflit régional majeur existera, mettant en confrontation des forces blindées et mécanisées, équipées et entraînées à un niveau élevé. Ces conflits pourraient être brefs mais de haute intensité, particulièrement médiatisés, engageant des moyens lourds et sophistiqués au profit d'armées professionnelles performantes, mais peu nombreuses.

La transformation des forces armées

En temps de paix, peut-être plus encore qu'en temps de guerre, les armées évoluent dans un brouillard d'incertitude. Tandis qu'elles se préparent aux futurs conflits, les organisa-



[5]

tions militaires demeurent souvent dans l'ignorance de l'identité, de l'intention et des capacités de leurs prochains adversaires.^[5] L'incertitude n'entoure pas seulement les moyens de l'adversaire mais également ses propres capacités, sa doctrine, concepts et plans d'opérations qui seront peut-être inadaptés aux prochains conflits. Ces nombreuses variables reflètent de l'irréductible décalage identifié par Clausewitz entre guerre sur le papier et guerre réelle.^[6] Les armées doivent constamment faire preuve de capacités d'adaptation, afin de demeurer des instruments efficaces au service des décideurs politiques.

Certaines dispositions du temps de paix, comme renseignement, analyse historique, prospective, entraînement réaliste, etc., ... permettent en théorie de réduire le décalage entre les guerres imaginées et les guerres que les forces armées auront véritablement à mener. Elles se voient ainsi condamnées à être adaptatives, à tenter d'apprendre de leurs erreurs comme de leurs réussites et rectifier leurs pratiques, structures, doctrines et équipements en fonction de missions et de conditions d'engagement extrêmement variables.

En réaction aux débats des années 1990 et du début des années 2000 sur le caractère révolutionnaire des technologies de l'information et sur la transformation des appareils de défense, le nombre d'études portant sur le processus d'adaptation et d'apprentissage a été croissant. Impliquées dans des guerres irrégulières tandis qu'elles avaient entamé leur transformation vers la conduite d'opérations conventionnelles en réseau, les forces armées ont

montré que les plans trop ambitieux de changement de leurs modes d'organisation et d'action se heurtaient nécessairement aux imprévus.^[7]

Les armées doivent constamment faire preuve de capacités d'adaptation, afin de demeurer des instruments efficaces au service des décideurs politiques.

Si elle n'est pas morte après la guerre en Irak, la transformation militaire fondée sur les technologies de l'information a dû se redéfinir et partiellement, revoir ses objectifs à la baisse.^[8] Les développements technologiques liés à la révolution dans le domaine militaire, sont orientés pour faire face à un conflit contre un adversaire conventionnel.

[4] Geoffrey Delcroix; Prospective, défense et surprise stratégique, Paris, Travaux & recherches de prospective, 2005.

[5] Corentin Brustlein; Apprendre ou disparaître, IFRI, Laboratoire de recherche sur la défense, 2011.

[6] Carl Clausewitz; De la guerre, Paris, Editions de Minuit, 1955.

[7] Corentin Brustlein; Apprendre ou disparaître, IFRI, Laboratoire de recherche sur la défense, 2011.

[8] Frederick W. Kagan; Finding the Target. The Transformation of American Military Policy, New York, Encounter Book, 2006.

[5] L'infovalorisation du champ de bataille



[6]



Dans le cas d'un conflit asymétrique, ce concept a démontré de dangereuses lacunes. Tout en redécouvrant les principes de la contre-insurrection, les armées constatent le décalage entre les conceptions militaires dominantes et les réalités du champ de bataille. Les plus modernes des acquis technologiques, tout comme les derniers développements conceptuels de la doctrine, s'avèrent pour l'instant encore difficilement maîtrisables pour l'homme. Le potentiel accru de la capacité de combat résultant de cette révolution ne peut pour l'heure donc être utilisé à son maximum.

Il est bien évident, dans un contexte géostratégique en perpétuelle évolution, qu'une logique de défense reposant uniquement sur l'adaptation des forces aux conflits d'ordre conventionnels est inadaptée. C'est maintenant une volonté affirmée que de prendre résolument en compte tous les autres types de conflits où s'opposent les logiques de motivations politiques, diplomatiques, économiques, sociales, ethniques ou religieuses et où les logiques de conception d'emploi des forces et de conduite des opérations sur le terrain sont radicalement différentes.

Le dernier point de ce chapitre consistera à parler de la fin de la conscription et de ses conséquences. La fin de la conscription répond aux nouvelles réalités géostratégiques nées, en particulier, de la fin de la guerre froide: la menace d'une attaque directe et massive du territoire ouest-européen a fait place au risque d'une multiplication des conflits locaux pouvant embraser des régions entières et qui nécessitent des réponses rapides. Aussi, de nombreux pays ont décidé de mettre l'effort principal sur des forces « projetables et professionnelles » capables d'intervenir rapidement sur tous les théâtres extérieurs d'opérations.

Enfin, l'engagement des forces armées dans le nouvel environnement international implique des forces immédiatement disponibles et dont la cohésion doit être acquise avant l'engagement, ainsi qu'une capacité de s'intégrer rapidement à un dispositif international et une pratique sûre des techniques de plus en plus sophistiquées.

Le problème central d'une armée professionnelle est de recruter des engagés volontaires du rang en nombre et en qualité suffisants eu égard aux missions. Attirer, sélectionner, recruter, adapter et former, affecter, fidéliser, reconverter sont les maîtres-mots du processus.

Le principal défi pour les armées reste donc le recrutement d'hommes et de femmes (sdt-sof-of) et surtout leur fidélisation.

Le principal défi pour les armées reste donc le recrutement d'hommes et de femmes (sdt-sof-of) et surtout leur fidélisation au-delà du premier contrat. La question de la reconversion est donc centrale, ainsi que celle des salaires (la majeure partie des contingents sont formés des jeunes d'origine modeste). Le soutien aux blessés et aux familles de militaires tombés au combat constitue un autre défi. C'est devenu un sujet très sensible et très complexe avec le durcissement de certaines opérations, notamment en Afghanistan. Autre défi, le recrutement se caractérise par un déséquilibre géographique dans le recrutement des militaires professionnels. Dans le cas de l'Italie, 70% des soldats proviennent du sud du pays, 10% du nord seulement. L'une des conséquences les plus frappantes de ce déséquilibre géographique est qu'une grande partie des troupes de montagne (Alpini) sont formées désormais de soldats originaires du sud de la Péninsule. Enfin, les armées doivent faire face non seulement à de gros problèmes de recrutement et de fidélisation mais également à un taux élevé de jeunes recrues qui ont commencé leur formation et qui ne l'ont pas achevée (pour des raisons physiques et/ou psychiques).

Les enseignements des derniers conflits

Les opérations militaires conduites depuis 2001 permettent de mettre en évidence certains enseignements comme l'acquisition continue de renseignements, en particulier par des capteurs humains, qui est un élément décisif pour conserver



[7]

un avantage réel sur le théâtre d'opérations, la capacité de conduite des forces qui doit être assurée jusqu'à l'échelon le plus bas par des systèmes de conduite et d'information, la protection des forces qui constitue une priorité et qui doit être adaptée selon le type de menaces, la précision des armements qui entend limiter les effets de leur engagement sur l'environnement et la population civile, la logistique qui doit parvenir à gérer les pénuries afin d'éviter de se retrouver « just-too-late », l'outsourcing qui gagne en importance et touche une large gamme de missions, y compris des missions de sûreté (en octobre 2011, il y avait plus de 52 000 contracteurs actifs en Irak, dont près de 10 000 dans le domaine de la sécurité, contre près de 47 000 soldats américains) et enfin les opérations sont devenues systématiquement inter-forces et combinées.

L'évolution des armements terrestres et aéronautiques

Parmi les principales tendances dans l'évolution de l'armement terrestre, il y a l'importance accordée aux forces dites légères et en particulier aux forces spéciales, la modernisation de tous les moyens de combat mobiles,

La modernisation de tous les moyens de combat mobiles, en particulier les moyens lourds, dont le milieu d'engagement le plus probable sera la zone urbaine.

en particulier les moyens lourds, dont le milieu d'engagement le plus probable sera la zone urbaine, y compris dans des opérations de stabilisation, la modernisation de l'équipement du combattant et sa « mise en réseau » et enfin la « digitalisation » des forces jusqu'aux bas échelons. Ce sont là des tendances lourdes qui ne vont pas sans poser des problèmes. En particulier quant au poids des nouveaux systèmes équipant les fantassins du futur qui, comme c'est le cas en AFG, sont



opposés à des combattants rustiques et légèrement équipés. Dans le domaine des équipements aériens, les tendances observables lors des prochaines années seront, la modernisation des flottes d'avions de combat, la modernisation des flottes de transport aérien et des flottes de ravitaillement en vol, sur la base des enseignements tirés des opérations en cours et récemment encore en Libye. De plus, les drones continueront à être engagés comme moyens d'exploration et de combat. Cette tendance va se renforcer dans les prochaines années.

L'évolution de l'OTAN

L'organisation du traité de l'Atlantique Nord, conçue pendant la Guerre froide pour donner corps à l'Alliance atlantique, n'a cessé de s'adapter depuis pour prendre en compte les nouvelles réalités stratégiques auxquelles étaient confrontés les Alliés depuis la fin des blocs et l'effondrement soviétique. Depuis la fin de la Guerre froide, deux concepts stratégiques d'importance ont été élaborés, l'un en 1991 et l'autre en 1999. Ces deux concepts ont pris en compte les évolutions stratégiques de l'époque. Le concept de 1991 prenait acte de la chute du Mur de Berlin mais faisait preuve d'une

[6] Impressions du combat modern

[7] Systèmes du combat aérien

grande prudence face à une Union soviétique en plein éclatement et à un processus démocratique qui n'était pas consolidé dans les pays de l'ex-URSS, notamment en Russie. Le concept stratégique de 1999, qui fut adopté lors du Sommet de Washington, commençait à tirer les leçons des guerres balkaniques dans lesquelles l'OTAN fut impliquée. Le Sommet se déroulait au moment même où débutait l'opération aérienne au Kosovo. Ce concept traduisait une inflexion dans les missions de l'Alliance, les opérations extérieures prenant de plus en plus d'importance au détriment des missions de l'article V. La Russie ne constituait plus une menace majeure et l'Alliance ne semblait pas devoir faire face à un danger immédiat et d'importance. Tout juste la prolifération des armes de destruction massive, le développement du terrorisme ou l'approvisionnement énergétique étaient devenus des sujets d'inquiétude, mais ces questions relevaient plus du processus de consultation au sein de l'Alliance prévu à l'article IV du traité plutôt que de l'article V. Dès cette époque, le mot d'ordre était celui de la transformation de l'Alliance qui avait moins besoin d'armes nucléaires et de bataillons de chars, mais de forces plus mobiles et plus disponibles pour intervenir dans un champ géographique qui ne pouvait plus être limité aux missions de l'article V.

Lors du dernier Sommet de Lisbonne en novembre 2010, l'OTAN s'est dotée d'un nouveau concept stratégique. Il se caractérise par le rappel de la communauté de valeurs, le caractère exclusif du rôle de l'OTAN, une identification des rôles et missions de l'OTAN dans le nouvel environnement de sécurité, le caractère essentiel de la dissuasion nucléaire dans la défense de l'Alliance par une défense anti-missile, le principe d'approche globale qui prévoit des opérations civilo-militaires (ce qui permettra à l'OTAN de s'impliquer davantage dans la prévention, gestion et stabilisation des conflits), le besoin de développer des partenariats de coopération (ONU, UE, Russie, ...), la volonté de rationaliser et de réformer (réduction de 1/3 des effectifs de la structure de commandement et des agences agréées) et enfin maintenir la porte ouverte à d'autres adhésions. Au bilan, le nouveau concept stratégique est un document important qui actualise le rôle de l'OTAN.

Malheureusement pour l'Alliance, le monde d'aujourd'hui est en mutation constante et très rapide. A peine le Sommet de Lisbonne terminé qu'apparaît le conflit libyen. Si officiellement la mission sur le continent africain s'est achevée par un succès de l'Alliance, sans perte et avec limitation des dommages collatéraux à un minimum, l'intervention doit néanmoins être observée de deux manières différentes. La première est que très peu de nations européennes sont en mesure d'aligner des capacités militaires de premiers plans et moins nombreuses encore sont celles qui entendent les engager. Des 28 membres de l'Union Européenne, seuls 11 ont participé et certains de manière très faible. La deuxième a démontré de manière criante, les manques dans les capacités militaires. Des faiblesses se sont faites sentir dans le domaine du commandement, comme dans celui de l'approvisionnement en munition à guidage de précision; il en va de même dans le très important domaine du renseignement en temps réel, la surveillance, l'acquisition d'objectifs ainsi que la reconnaissance et enfin du ravitaillement en vol. Dans tous ces domaines, les Européens ont largement dépendu des Etats-Unis. Cette dépendance montre de manière im-

placable que sans les Etats-Unis, aucune opération de ce type ne peut se faire. Elle montre également le décalage des capacités militaires entre Européens et Américains ces dernières vingt années.

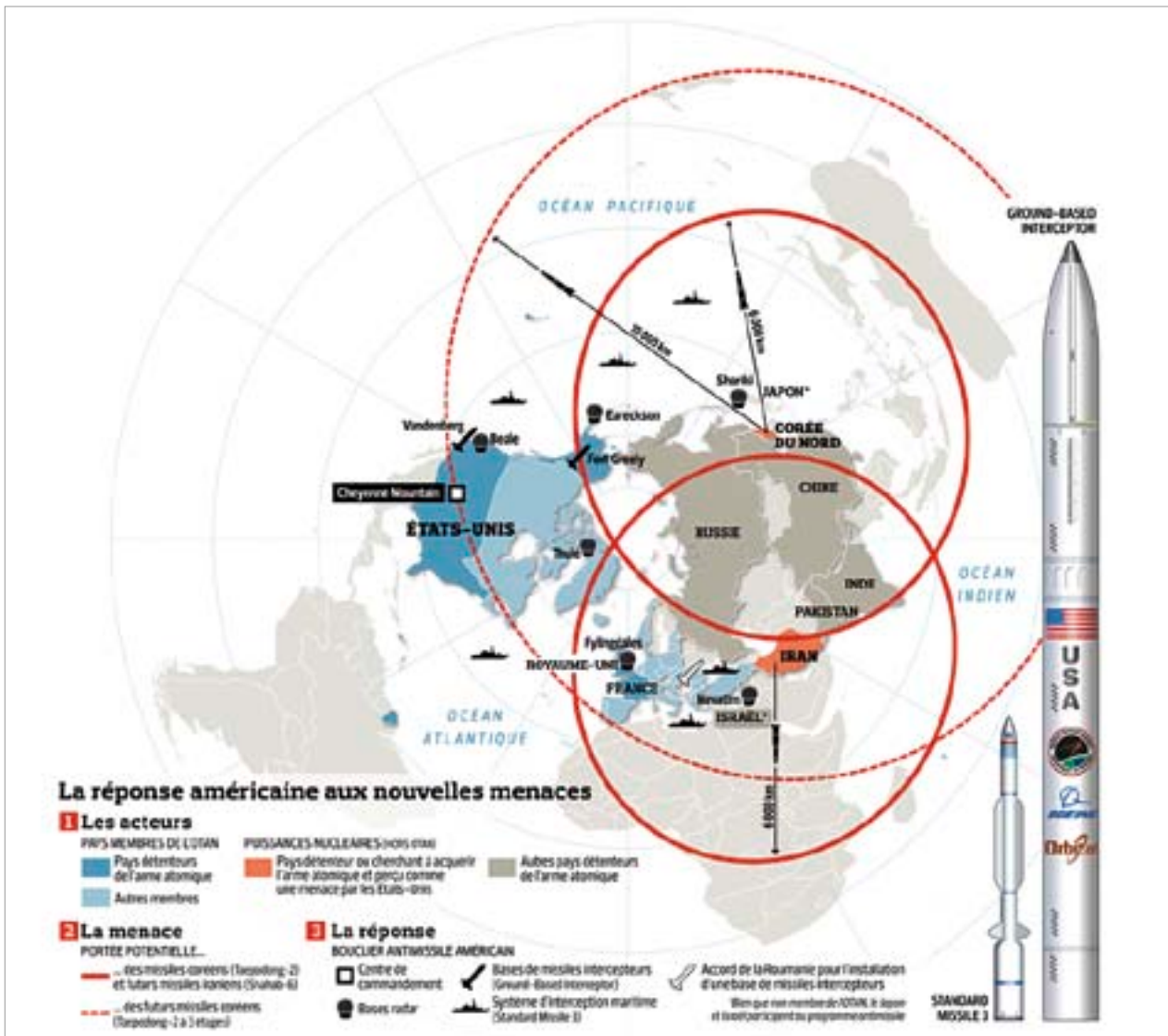
Il est devenu douloureusement évident que des lacunes en capacité et en volonté ont le potentiel de compromettre la capacité de l'Alliance à mener une campagne intégrée, efficace et durable dans les airs et sur mer.

D'où le coup de gueule du secrétaire américain à la Défense Robert Gates concernant les réductions des dépenses militaires des pays européens membres de l'OTAN, ainsi que leur manque de volonté politique en matière de défense. « Il est devenu douloureusement évident que des lacunes en capacité et en volonté ont le potentiel de compromettre la capacité de l'Alliance à mener une campagne intégrée, efficace et durable dans les airs et sur mer » avait-il affirmé avant son départ. Et d'avertir que, faute d'investir dans « des moyens de soutien cruciaux comme des hélicoptères, des avions de transport, des unités de maintenance, de renseignement et de surveillance », l'OTAN ne serait plus militairement crédible. Néanmoins, l'Alliance a démontré dans la campagne libyenne qu'elle pouvait répondre rapidement à une crise. Elle a également rappelé qu'elle reste, à ce jour, la seule organisation de défense dotée de suffisamment de muscles pour intervenir, en tout cas dans son voisinage.

Le prochain Sommet de Chicago devra mettre l'effort sur les trous capacitaires de l'Alliance, surtout dans les domaines de l'ISR (renseignement, surveillance et reconnaissance), de la défense aérienne (faire participer l'Europe au dispositif de bouclier antimissiles, ainsi que « le manque d'avions disponibles » pour la défense aérienne des territoires de l'Alliance), des drones et des ravitailleurs.

L'évolution de la défense européenne

Le déplacement progressif de l'intérêt des Etats-Unis vers l'Asie contribue à relativiser la place stratégique de l'Europe dans la stratégie globale américaine. Si le président Obama a réaffirmé l'engagement américain en Europe dans les Alliances et les Partenariats existants, notamment avec l'OTAN, la posture américaine en Europe va évoluer. Les évolutions de la posture américaine, liées à la crise économique et financière et à des facteurs de politique intérieure, devraient renforcer le débat sur la question du partage des responsabilités au sein de l'Alliance et placer les Européens devant leurs responsabilités en matière de défense. Depuis la fin de la Guerre froide en Europe, on n'a jamais cessé de se poser des questions lorsque les nations, pensant encaisser les dividendes de la paix, procédaient à des coupes budgétaires en matière de défense. Les questions liées aux missions futures, à la structure des forces et aux équipements nécessitaient à la fois d'être en adéquation avec les exigences des missions et tenir compte des implications politiques, économiques et sociales des réductions de forces.



[8]

L'Europe subit une crise d'impuissance. Concurrencée sur la scène mondiale, elle ne parvient pas encore à dépasser ses stratégies nationales pour définir une vision européenne et développer une personnalité stratégique sur la scène internationale.

L'Europe subit une crise d'impuissance et elle ne parvient pas encore à dépasser ses stratégies nationales.

Par ailleurs, la crise financière qui a frappé en 2008 et qui a été suivie par la crise de la dette souveraine de certains États font trembler les fondations de la construction européenne et affectent sévèrement les budgets de défense des Européens dont le niveau était déjà dramatiquement bas. L'Europe n'a jamais aussi peu dépensé pour ses forces armées, les dépenses n'atteignent pas 2% du PIB. En novembre 2011, le Parlement européen s'inquiète des coupes sans précédent opérées dans les budgets de la défense, trop souvent mises en œuvre au coup par coup, avec peu ou pas de coordination

avec les partenaires de l'UE ou de l'OTAN. Ces coupes budgétaires non coordonnées risquent d'entraîner la perte totale de certaines capacités militaires en Europe. Une situation qui menace la supériorité technologique de l'Europe et la sécurité de ses citoyens.

Le chef d'état-major français, l'amiral Louis Guillaud, parle de mise en hibernation de l'Europe de la défense. Un chercheur allemand, Christian Möling, va plus loin en affirmant que les forces armées européennes pourraient devenir des armées « Bonsai » dans un laps de temps très court. Budgets en berne, réductions des effectifs, concentration des programmes d'armement, retrofitage des unités, fusion des services et accélération de l'externalisation.

[8] La réponse américaine aux nouvelles menaces

European defence: More cuts ahead (examples)	
Country	Announced cuts
Austria	7.7% from 2011 to 2014
France	3.7% from the defence budget 2011–13
Germany	3.5% from 2011 to 2015
Greece	22.3% from 2011 to 2015
Ireland	15% from 2011 to 2014
Portugal	11% in 2011, additional 3.9% in 2012
United Kingdom	8% from 2011 to 2014, more cuts under discussion

Various sources:
Strategic Trends 2012 (Center for Security Studies, ETH Zurich)

[9]

Comme décrit précédemment, les Etats membres de l'Agence européenne de défense comptabilise un budget global de 180 milliards d'euros pour 2011 et la tendance pour 2012 ne va pas s'inverser, bien au contraire, les coupes vont continuer, tous les pays européens ayant entamé des réformes de structures ou de formats qui vont s'étaler sur des années. Un véritable suicide collectif, l'Europe en dix ans a réalisé une réduction drastique de l'ordre d'un tiers de ses budgets de défense et encore une fois, tout cela s'est fait sans concertation entre les membres de l'UE.

L'Europe de la défense est en hibernation et les armées européennes ressembleront bientôt à des armées « Bonsai ».

Même si l'on parle de « Défense européenne, la grande illusion », la France a tenté de relancer à plusieurs reprises la défense européenne. Tout d'abord avec le Royaume-Uni en novembre 2010 (accords de Lancaster House), accord de coopération avec comme objectif l'amélioration de la collaboration dans l'opérationnel, l'industriel et le nucléaire. Rappelons que le Royaume-Uni et la France sont incontestablement les puissances majeures dans l'UE. Elles représentent 55% des engagements européens à l'étranger, 45% des dépenses militaires et sont deux puissances atomiques. Cette coopération a toutefois des limites : « Les Etats-Unis sont le partenaire militaire le plus proche pour les Britanniques » annonçait, il y a peu, le ministre de la défense britannique. Les Britanniques restent ainsi fidèles à leur idéal de double alliance, avec les Américains d'un côté et avec les Européens de l'autre. Avec la première qui l'emporte encore et toujours sur la seconde.

Les Français se sont également rapprochés des Allemands en février 2012, ces deux nations partagent depuis longtemps l'objectif d'une défense européenne plus forte. Dans le futur, les deux partenaires entendent mieux surmonter leurs diver-

gences dans le domaine des gestions de crises, ils veulent faire de la brigade franco-allemande le cœur de la réponse des deux pays, ils veulent renforcer le Commandement Européen de Transport Aérien (EATC), développer les capacités en matière de surveillance de l'espace ainsi que la capacité anti-missile et enfin favoriser les programmes d'armement en commun.

D'autres nations jouent également un rôle dans la construction de la défense européenne. Les Italiens, les Espagnols, les Polonais, les Hollandais, les Grecs, les Belges et les nations nordiques (Finlande et Suède) avec la création de plusieurs Battle Groups, mais tous ces pays sont aujourd'hui confrontés à des coupes budgétaires sans précédent dans le domaine défense. De plus, le problème principal de l'Europe de la défense reste les divergences entre les cultures stratégiques des nations. En clair, les cultures interventionnistes française et britannique, celles plus défensives et réticentes aux aventures expéditionnaires des pays de l'Est, et enfin les réticences politiques de l'Allemagne à s'engager dans des actions de combats. En outre, l'exclusivité franco-britannique a eu le don d'irriter les puissances militaires européennes « moyennes » que sont l'Italie, l'Allemagne, l'Espagne, qui se sont retrouvées hors jeu.

L'évolution des BRIC

Le scénario est connu. Pendant la majeure partie de son existence, l'OTAN a été dominée par la puissance économique, militaire et culturelle d'un pays : les États-Unis. Mais ces dernières années ont vu l'émergence politique, abondamment commentée, de nouveaux géants économiques comme la Chine et l'Inde, et de nouveaux acteurs comme le Brésil ou l'Indonésie.^[9] Ces puissances émergentes sont décomplexées, concurrentes et concurrentielles, offensives et combatives, parfois provocatrices dans de nombreux domaines. En 2012, les conséquences de cette évolution se feront véritablement sentir pour la première fois et la portée du pouvoir des BRIC (Brésil, Russie, Inde et Chine) va être mise à l'épreuve. C'est important pour l'OTAN et l'EU qui vont ainsi (en période de restrictions budgétaires et de baisse de po-



[10]

pularité des forces militaires) devenir davantage tributaires d'autres pays pour gérer toute une série de menaces et de défis. Et si les pays de l'OTAN/EU ont enregistré une victoire tant diplomatique que militaire en Libye, la Chine et la Russie sont parvenues à bloquer l'adoption de mesures décisives à l'encontre de la Syrie, malgré la violente répression menée par Damas contre les contestataires. Dans le dossier iranien, qui constitue un sujet de préoccupation majeur pour les Alliés, le soutien de la Chine, de la Russie et de l'Inde est également nécessaire.

Ces puissances émergentes sont décomplexées, concurrentes et concurrentielles, offensives et combatives, parfois provocatrices dans de nombreux domaines.

Sur le plan interne, les BRIC sont partagés entre deux attitudes: accepter le statu quo, par exemple au Conseil de sécurité de l'ONU, à la condition expresse que leur pouvoir au sein de l'institution s'accroisse, ou essayer de façonner un système complètement nouveau. La Chine s'implique de plus en plus dans le maintien de l'ordre mondial, comme dans le Delta du Mékong, mais se montre peu encline à franchir véritablement le pas pour assumer une responsabilité de superpuissance. Une seule chose semble sûre: les anciennes puissances (comme les États-Unis et les pays européens) sont en train de perdre leur aptitude à diriger, et les nouvelles puissances (comme la Chine et l'Inde) n'ont pas la volonté ou les moyens d'assumer leurs responsabilités. C'est ainsi que l'«offre» en matière de coopération internationale pour faire face aux problèmes mondiaux, tels que le changement climatique, la pénurie de ressources alimentaires ou la prolifération des armes de destruction massive, diminue, alors que la «demande» ne cesse de croître.

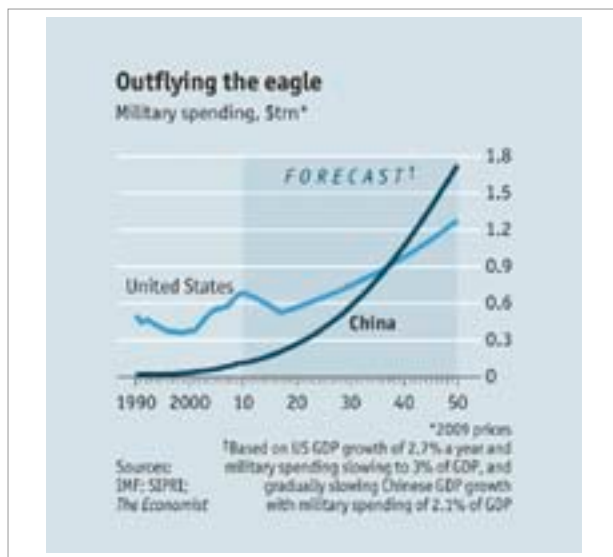
Beaucoup de ces nations ont néanmoins des équilibres toujours en devenir, qu'ils soient politiques ou économiques. Ces Nations vont être confrontées à des défis considérables, tant au plan interne qu'au plan externe, dans le cadre de leurs efforts pour développer leur prospérité intérieure et leur influence extérieure. La Chine fait face à des problèmes politiques et financiers: son économie pourrait connaître une surchauffe et repose sur un niveau d'investissements publics insoutenable. Les exigences qu'une classe moyenne en expansion fait valoir à l'égard du système communiste aux prises avec un délicat processus de succession présentent également des risques. Quant à l'Inde, elle est confrontée à des pressions intérieures, mais aussi à un risque de conflit avec le Pakistan et avec la Chine. Alors qu'une grande partie du monde compte sur les BRIC pour «booster» la croissance mondiale, on ignore dans quelle mesure ces États seront à même d'éviter les problèmes qui vont de pair avec une modernisation rapide, notamment une tendance à commettre des erreurs de calcul au plan international et de faire face aux problèmes socio-économiques et régionaux de longue date. Sur le plan militaire, les BRIC ont aussi compris que l'affirmation de leur puissance exigeait un appareil militaire complet et au niveau de celui du monde occidental.

En Chine, entre 1999 et 2009, le budget consacré à la défense a passé de 12 à 70 milliards de dollars. Entre 2012 et 2015, le budget passera le cap des 100 milliards de dollars. Grâce à son développement économique, la Chine n'a aucun problème pour financer ses dépenses militaires et accorder

[9] Revue de l'OTAN magazine, «les prévisions en matière de sécurité pour 2012», 2012.

[9] European defence: More cuts ahead (examples)

[10] L'évolution des BRIC



[11]



[12]

annuellement à son budget militaire des fonds qui se sont multipliés par six en dix ans. L'armée populaire de libération (armée chinoise) est la première au monde avec 2 millions de militaires.

Entre 2012 et 2015, le budget de la défense chinoise passera le cap des 100 milliards de dollars.

Aujourd'hui, la Chine se concentre sur le développement de sa marine qui évolue très vite. Elle est déjà de taille importante, mais n'est encore que très partiellement modernisée, que ce soit sur le plan de la doctrine, des qualités opérationnelles et de l'entraînement des marins. Il lui manque également des porte-avions. La Chine n'en possède qu'un seul et il constitue seulement une plateforme de tests. Mais sans nul doute, dès ce premier test terminé, elle va se lancer dans un programme de construction de porte-avions (entre deux et quatre). La marine est pour le moment l'effort principal, la Chine veut protéger ses voies de communication stratégiques. L'armée de terre a perdu sa prédominance sur les autres armées et la plupart de ses équipements sont très modestes et obsolètes. L'armée de l'air s'en sort mieux. La Chine fait également un effort concernant son aviation, même si il est moins marqué que pour la marine.

Avec une situation économique stable, un endettement public pratiquement inexistant, un fond de réserve reconstitué et des réserves en ressources stratégiques importantes, **La Russie** est dans une situation favorable par rapport aux pays européens. Le nouveau président Vladimir Poutine va s'efforcer, lors des dix prochaines années, de moderniser les forces armées russes avec un budget de 474 milliards d'euros. Il est conscient que l'armée rouge, avec ses millions d'hommes, ses milliers de chars et d'avions, fait partie du passé. Il s'agit maintenant d'engager les forces conventionnelles actuelles dans une profonde réforme avec l'abandon du modèle de

forces soviétiques. Les premiers effets ne se feront sentir que dans plusieurs années (horizon 2020), car actuellement, ces dernières sont confrontées à de multiples problèmes : formation insuffisante du personnel (professionnalisation), fiabilité et maintenance des matériels, très faible quantité de matériels neufs en service (moins de 10%).

Vladimir Poutine va s'efforcer, lors des dix prochaines années, de moderniser les forces armées russes avec un budget de 474 milliards d'euros.

Pour l'heure, la Russie investit massivement dans la modernisation de son arsenal nucléaire, de sa marine et de son aviation. Même si le président Vladimir Poutine prône une politique défensive (la Russie veut protéger ses ressources d'importance stratégique et veut s'assurer les ressources du Grand Nord «l'Arctique») et que son discours est loin d'être belliqueux et impérialiste, un réarmement sans précédent attend la Russie ces dix prochaines années, dans le domaine des missiles balistiques intercontinentaux, des sous-marins lance-missiles stratégiques, des sous-marins polyvalents, des navires de surface, des avions modernes, dont des chasseurs de la dernière génération, des hélicoptères, des nouveaux chars de combat, des systèmes de missiles sol-air S-400 et enfin des appareils spatiaux militaires.

Compte tenu du niveau économique de l'Inde, le budget de la défense ne paraît pas démesuré. Il a augmenté de 4% au cours de la période 2010–2011, pour atteindre 40 milliards de dollars, soit moins de 3% de son produit intérieur brut. Mais si l'on inclut les dépenses relatives à la sécurité intérieure, au département de l'énergie atomique, ainsi que celles des organismes de l'espace, le budget de la défense représente 20% du budget de l'Etat.



Sur le plan intérieur et régional, l'Inde doit faire face à de multiples insurrections, islamiques et nationalistes au Cachemire, maoïstes dans le centre et indépendantistes dans le Nord-Est. Elle doit défendre 15 000 kilomètres de frontières terrestres et 7 500 kilomètres de frontières maritimes. Ses voisins ne lui sont pas particulièrement sympathiques, tout particulièrement le Pakistan et la Chine. En conséquence, le ministre de la Défense indien, AK Antony, annonçait en début d'année que les efforts du gouvernement se focaliseraient sur la modernisation des forces armées. Un plan prospectif sur 15 ans devrait bientôt être publié et les prévisions donnent le vertige: l'Inde affiche un budget d'acquisition de 100 milliards de dollars pour ses nouveaux programmes d'armement d'ici 2015!

L'Inde affiche un budget d'acquisition de 100 milliards de dollars pour ses nouveaux programmes d'armement d'ici 2015.

Tous les domaines sont concernés, de l'aviation à la marine en passant par l'armée de terre. Cette dernière, avec plus d'un million de soldats, est bien plus pauvre que les autres et est dotée d'équipements vieillissants.

Conclusion

En période de crise économique, la tendance naturelle des démocraties occidentales est de faire peser sur la défense des efforts d'économie importants. Or, c'est justement dans ces périodes que les risques augmentent, que les tensions sont les plus fortes, que le monde est dangereux.^[10] Le reste du monde ne s'y trompe pas et augmente ses budgets mili-

itaires. Les années à venir sont lourdes de défis et d'incertitudes. Nous devons rester vigilants car il y a danger de perte de capacités et de savoir faire tant technique qu'humain. En effet, s'il est facile de couper dans les budgets avec les pertes de compétences que cela entraîne, il faut dix ans pour (re)constituer une capacité militaire fonctionnelle.

[10] Audition au Sénat de l'amiral Edouard Guillaud, CEMA, Paris, 2010.

[11] Comparaison des dépenses militaires entre la Chine et les Etats-Unis
[12] Systèmes d'armes de la Russie

Doktrinelles Herausforderungen der modernen Luftkriegführung

Überlegungen zur modernen Luftkriegführung bilden den Rahmen für die Beschreibung einer möglichen Doktrin. Westliche Luftmacht ist für die Weiterentwicklung von Luftstreitkräften zur Bezugsnorm geworden. Die im Artikel dargestellten doktrinellen Herausforderungen müssen im Prozess zur Weiterentwicklung der Schweizer Armee analysiert werden. Dabei gilt es abzuwägen, welche operativen Fähigkeiten für den Gesamterfolg der Armee von zentraler Bedeutung sind.

Wolfgang Hoz

Oberst i GSt, Dipl Ing ETH, Chef Doktrinforschung und -lehre, Luftwaffe, VZ VBS, Papiermühlestr. 20, 3003 Bern.
E-Mail: wolfgang.hoz@vtg.admin.ch

Christian F. Anrig

Hptm, PhD, stellvertretender Chef Doktrinforschung und -lehre, Luftwaffe, VZ VBS, Papiermühlestr. 20, 3003 Bern.
E-Mail: christian.anrig@vtg.admin.ch

Streitkräfte müssen sich laufend weiterentwickeln. Man spricht dabei von der Transformation^[1] der Streitkräfte. Einflussgrößen sind dabei unter anderem ihr Auftrag, die Bedrohung, Erfahrungen aus militärischen Konflikten und Übungen, der Fortschritt der Technik, die gesellschaftliche Entwicklung und die zur Verfügung stehenden Ressourcen. Diese Größen sind miteinander vernetzt und beeinflussen sich gegenseitig. Wird zum Beispiel die Bedrohung besser wahrgenommen, so dürfte dies auch Folgen beim Auftrag und den politischen Vorgaben haben, was zu höheren Ressourcen führen kann. Höhere Ressourcen ermöglichen ein höheres technisches Niveau. Nachfolgend sollen einige die Transformation beeinflussende Faktoren dargestellt werden. Der Artikel konzentriert sich ausdrücklich auf den Bereich der Luftmacht^[2] im Rahmen des Erhalts und der Weiterentwicklung der Kernkompetenz zur Abwehr eines militärischen Angriffs. Dabei stehen ausschliesslich Aspekte der konventionellen Luftkriegführung zur Diskussion.^[3]

Es werden zuerst Überlegungen zum möglichen Umfeld der Luftkriegführung gemacht. Dazu werden Erkenntnisse aus jüngeren Konflikten verwendet. Die Entwicklungstendenzen moderner Luftmacht zeigen zudem, welche Mittel in Zu-

kunft zum Einsatz gelangen könnten. Die Erkenntnisse bilden den Rahmen bei der Entwicklung möglicher Ansätze zur Beschreibung einer Doktrin.

Das moderne Umfeld in der Luftkriegführung

Obschon sich die Zahl der Kampfflugzeuge seit Ende des Kalten Krieges dramatisch reduziert hat, hat sich das Fähigkeitsspektrum ausgewählter europäischer Luftwaffen erheblich erweitert.

Obschon sich die Zahl der Kampfflugzeuge seit Ende des Kalten Krieges dramatisch reduziert hat, hat sich das Fähigkeitsspektrum ausgewählter europäischer Luftwaffen erheblich erweitert.

Neue Fähigkeiten umfassen unter anderem das allwetterfähige Präzisionsfeuer, das Präzisionsfeuer in die Tiefe, eine begrenzte Abwehr gegen ballistische Raketen oder die bewaffnete Suche und Rettung (international: *combat search and rescue* - CSAR).^[4]

Kontrolle des Luftraums^[5]

Erfahrungen aus bisherigen bewaffneten Konflikten zeigen, dass die Erringung der Kontrolle des Luftraums oftmals einen dynamischen Prozess, bestehend aus defensiven und offensiven Luftmachtfunktionen, voraussetzt. Grundsätzlich sind der defensive Kampf gegen Ziele in der Luft und der offensive Kampf gegen das gegnerische Luftkriegspotenzial nicht alternativ, sondern komplementär. Die Kontrolle des Luftraums (international: *control of the air*)



[1]



[2]



[3]

ist das Ergebnis der Luftverteidigungsmassnahmen zur Verhinderung von Angriffen in und aus der Luft. Sie umfasst drei Ausprägungen: die vorteilhafte Luftsituation^[6], die Luftüberlegenheit^[7] und die Luftherrschaft.^[8]

Erfahrungen aus bisherigen bewaffneten Konflikten zeigen, dass die Erringung der Kontrolle des Luftraums oftmals einen dynamischen Prozess, bestehend aus defensiven und offensiven Luftmachtfunktionen, voraussetzt.

Die Kontrolle des Luftraums wird häufig ausschliesslich mit dem Luftkampf in Verbindung gebracht. Tatsächlich spielt der Luftkampf eine wesentliche Rolle. Er muss jedoch in einem grösseren Gesamtrahmen an Luftverteidigungsaktivitäten verstanden werden.

Bei der aktiven Luftverteidigung wirken Jagdflugzeuge zusammen mit der bodengestützten Luftverteidigung (BODLUV) defensiv gegen das gegnerische Luftkriegspotenzial im eigenen und angrenzenden Luftraum. Aber auch die passive Luftverteidigung trägt ihren Teil zu diesem defensiven Kampf bei. Die passive Luftverteidigung umfasst die Gesamtheit aller Selbstschutzmassnahmen (Dezentralisierung, Tarnung, Täuschung, usw.), um die Verwundbarkeit der eigenen Kräfte und Mittel gegen Einwirkungen aus der Luft zu reduzieren.

Kontrolle des Luftraums stützt sich aber auch wesentlich auf ein offensives Element ab. Der offensive Kampf gegen das gegnerische Luftkriegspotenzial hat zum Ziel, gegnerisches Luftkriegspotenzial frühzeitig am Boden und in der Luft zu neutralisieren, abzunutzen oder zu zerstören, bevor sich deren Wirkung gegen die eigenen Kräfte entfaltet. Der offensive Kampf gegen das gegnerische Luftkriegspotenzial drängt den

Gegner in die Defensive und erlaubt es den eigenen Kräften, die Initiative zu erringen und zu erhalten. Zudem bietet diese Luftmachtfunktion die Möglichkeit, den Gegner zu überraschen. Zusätzlich werden gegnerische Mittel in der Verteidigung gebunden, wodurch dem Gegner Kräfte für die Offensive entzogen werden.

Das Zerstören und Niederhalten der gegnerischen bodengestützten Luftverteidigung ist zu einem wesentlichen Element

- [1] Prozess der fortlaufenden Veränderung von Streitkräften entlang der Entwicklungslinien Doktrin, Armeorganisation, Ausbildung, Material und Personal. Der Transformationsprozess bedingt eine ständige Fähigkeitsoptimierung mit dem Ziel, komplexen, neuartigen Bedrohungen effektiver entgegenzutreten zu können.
- [2] Luftmacht: Fähigkeit zur militärischen Kraftentfaltung im oder aus dem Luft- und Weltraum.
- [3] Aspekte betreffend Massenvernichtungswaffen, insbesondere Nuklearwaffen, werden bewusst ausgeklammert. Diese Aspekte könnten in der gegebenen Länge ohnehin nicht ordentlich behandelt werden.
- [4] «Entretien avec Christian F. Anrig – Forces aériennes européennes: décroissance ou progression?», *Défense & Sécurité Internationale*, Nr. 79 (März 2012), S. 58.
- [5] In der Schweiz wird mit Schutz des Luftraums die Gesamtheit aller Massnahmen zur Verhinderung der Verletzung von Luftverkehrsregeln, der missbräuchlichen Benutzung des Luftraums und von Angriffen in/ aus der Luft umschrieben. Schutz des Luftraums unterteilt sich weiter in Wahrung der Lufthoheit (normale und besondere Lage) und Kontrolle des Luftraums (ausserordentliche Lage / Abwehr eines militärischen Angriffs).
- [6] Niedrigster Grad der Kontrolle des Luftraums, bei der gegnerische Luftstreitkräfte örtlich und zeitlich begrenzt daran gehindert werden, eigene Aktionen zu verunmöglichen.
- [7] Mittlerer Grad der Kontrolle des Luftraums, bei der gegnerische Luftstreitkräfte unfähig sind, Aktionen der eignen Streitkräfte nachhaltig zu beeinträchtigen.
- [8] Höchster Grad der Kontrolle des Luftraums, bei der gegnerische Luftstreitkräfte unfähig sind, Aktionen der eignen Streitkräfte zu stören.

[1] Zwei F/A-18 Hornet im Einsatz zum Schutz des Luftraums. © Schweizer Luftwaffe

[2] EC 725 Caracal Helikopter der französischen Luftwaffe. Der EC 725 ist für die bewaffnete Suche und Rettung (combat search and rescue - CSAR) optimiert. © Armée de l'Air, Sirpa Air (Service d'information et de relations publiques de l'Armée de l'Air)

[3] Vor dem Hintergrund der Operation «Iraqi Freedom» hat die niederländische Luftwaffe 2003 Patriot Feuerleinheiten nach Diyarbakir, Türkei, verlegt. Bereits im Rahmen der Operation „Desert Storm“ verlegten die Holländer Patriot Batterien in die Türkei und nach Israel. © Netherlands Institute for Military History

des offensiven Kampfs gegen das gegnerische Luftkriegspotenzial geworden (Niederhalten/Zerstören der bodengestützten Luftverteidigung – international: *suppression/destruction of enemy air defences* – SEAD/DEAD). Die Tornado ECR (*electronic combat/reconnaissance*) der deutschen Luftwaffe stellen zusammen mit den Tornado ECR der italienischen Luftwaffe die im Moment leistungsfähigsten europäischen Mittel zum Niederhalten der bodengestützten Luftverteidigung dar. Die SEAD-Mittel der deutschen Luftwaffe haben 1999 ihre Leistungsfähigkeit während der Luftkampagne «Allied Force»^[9] unter Beweis gestellt. Insgesamt setzten die dem deutschen Einsatzverband einsatzunterstellten Tornado ECR eine beachtliche Anzahl von 236 HARM (*high-speed anti-radiation missile*) Antiradarlenkungen ein, was knapp einem Drittel aller abgefeuerten HARM Raketen entsprach.^[10]

In den Operationen der jüngsten Vergangenheit haben auch Marschflugkörper eine wesentliche Rolle beim Erringen der Kontrolle des Luftraums gespielt. Auf Grund ihrer Fähigkeit für Angriffe in die Tiefe konnten westliche Streitkräfte integrierte Luftverteidigungssysteme frühzeitig ausschalten und die Kontrolle des Luftraums erringen, eine *conditio sine qua non* für westliche Luftoperationen.

Die Luftkampagne «Deliberate Force»^[11] trug wesentlich zum Dayton Abkommen im November 1995 bei und half, den Bürgerkrieg in Bosnien-Herzegowina zu überwinden. NATO Kampfflugzeuge flogen ihre ersten Angriffe am 30. August 1995. Am 14. September bereits lenkten die bosnischen Serben ein, und am 20. September 1995 wurde die Operation formell beendet.^[12] Insgesamt wurden 1026 Waffen abgefeuert, von denen 69 Prozent präzisionsgelenkt waren. Unter anderem setzten die US Streitkräfte auch 13 TLAMs (*Tomahawk land-attack missiles*) ein, insbesondere gegen die bosnisch-serbische bodengestützte Luftverteidigung. In «Desert Storm»^[13] wurde im Vergleich zwar mehr als das Hundertfache an reiner Tonnage abgeworfen, der Anteil an Präzisionsmunition betrug aber nur ca. acht Prozent.^[14]

Knapp vier Jahre nach der Operation «Deliberate Force» setzten NATO-Luftstreitkräfte über 23 000 Bomben und Raketen über Kosovo und Serbien ein, wovon 35 Prozent präzisionsgelenkt waren. Zudem feuerten die US-Streitkräfte und die Royal Navy 329 Marschflugkörper ab.^[15] Die Marschflugkörper wurden schwerpunktmässig in der ersten Phase abgefeuert, um die serbische Luftverteidigung lahmzulegen respektive zu zerstören. Entsprechend wird auf «Allied Force» auch als «Missile War» (Marschflugkörperkampagne) verwiesen.

Während der ersten Nacht der Operation «Odyssey Dawn», vom 19. auf den 20. März 2011, feuerten Schiffe der US Navy und der Royal Navy über 110 TLAMs gegen Libyens integriertes Luftverteidigungssystem und stationäre Systeme der bodengestützten Luftverteidigung.^[16] Darüber hinaus setzten Jagdbomber während der Libyenkampagne ausschliesslich Präzisionsmunition ein, darunter etliche luftgestützte Marschflugkörper des Typs *Storm Shadow/Scalp*.

Marschflugkörper haben ihren festen Platz in der modernen Kriegführung. Eine ihrer Primäraufgaben besteht darin, das integrierte Luftverteidigungssystem des Gegners ausser Gefecht zu setzen. Auch Luftwaffen, die sich nicht regelmässig an grösseren westlichen Luftkampagnen beteiligen, verfü-



[4]

gen über Marschflugkörper. 2005 wurde der erste von insgesamt 600 bestellten Taurus Marschflugkörper an die deutsche Luftwaffe ausgeliefert und auf dem Jagdbomber des Typs Tornado integriert. Die Integration auf dem Waffensystem Eurofighter Typhoon ist für einen späteren Zeitpunkt geplant.^[17]

Marschflugkörper haben ihren festen Platz in der modernen Kriegführung. Eine ihrer Primäraufgaben besteht darin, das integrierte Luftverteidigungssystem des Gegners ausser Gefecht zu setzen.

Die Jagdbomber Tornado der deutschen Luftwaffe können zwei dieser Marschflugkörper mitführen. Die Reichweite des Taurus wird auf ca. 600 km geschätzt.^[18] Eine Allwetterfähigkeit, um Ziele in der Tiefe zu bekämpfen, bedingt natürlich auch die Fähigkeit zur abstandsfähigen Ziel- und Wirkungsanalyse (international: *targeting*). Mit Inbetriebnahme der SAR-Lupe (*synthetic-aperture radar*) Satellitenkonstellation verfügt die Bundeswehr über ein allwetterfähiges Satellitenaufklärungssystem, welches Ziele weltweit aufklären kann. Der erste SAR-Lupe Satellit wurde im Spätjahr 2006 ins All geschossen, also ein Jahr nach der Zuführung des Marschflugkörpers Taurus an die deutsche Luftwaffe.^[19]

Präzisionsfeuer aus der Luft

Die Luftkampagne gegen den libyschen Diktator Muammar al-Ghadhafi fand vor dem Hintergrund der europäischen Finanz- und Wirtschaftskrise statt. Diese Krisen veranlassten diverse Luftwaffen, empfindliche Einschnitte hinnehmen zu müssen. Die augenfälligsten Beispiele sind wahrscheinlich die britische Royal Air Force und die Royal Navy. Kurz vor den Operationen gegen Libyen wurde im Zuge der *Strategic Defence and Security Review* vom Spätjahr 2010 die gesamte Harrierflotte ausser Dienst gestellt. Während der Kampagne wurden weitere Tornado-Staffeln aufgelöst. Um die Luftoperationen gegen Ghadhafis Regime zu unterstützen, wurde die Ausserdienststellung des letzten elektronischen Aufklärungsflugzeugs Nimrod R1 um drei Monate verschoben. Trotz dieser massiven Ausdünnung und des teilweisen Abbaus war die Royal Air Force in der Lage, ungefähr ein Viertel der Luftan-



[5]

griffsmittel zu stellen. Die Royal Air Force zeichnete sich zudem durch anspruchsvolle Zielerfassung und -bekämpfung aus.^[20]

Während gegenwärtige Restrukturierungen und Reduktionsprozesse dramatisch ausschauen, muss man sich stets vor Augen führen, dass die Jagdbomber in der heutigen Konfiguration viel leistungsfähiger sind, als sie dies noch vor zehn Jahren waren. Unmittelbar nach der Operation «Allied Force» kam ein ehemaliger höherer Stabsoffizier der Royal Air Force zum Schluss, dass Grossbritanniens, Frankreichs, Deutschlands und Italiens allwetterfähige Jagdbomberflotten um fünfzig Prozent vergrössert werden müssten.^[21] Technologische Fortschritte seit 1999 haben aber auch die Präzisionsfeuerkraft pro Kampfflugzeug erheblich vergrössert. Der französische Rafale beispielsweise trug während der Libyen Kampagne eine Standardwaffenlast von vier bis sechs Präzisionsangriffswaffen, während in «Allied Force» Jagdbomber wie der Tornado, die Mirage 2000D oder die F-16 eine Standardwaffenlast von zwei lasergelenkten Präzisionsbomben mit sich führten. Der fortlaufende Transformationsprozess, welcher eine Reduktion der Kampfflugzeuge mit sich zog, hat also nicht die Präzisionsfeuerkraft geschwächt. Im Gegenteil, beträchtliche Verbesserungen haben seit der Luftkampagne «Allied Force» stattgefunden.

Während der Operation «Allied Force» setzte die Royal Air Force, neben einer grossen Anzahl nicht gelenkter Freifallbomben, 244 lasergelenkte Präzisionsbomben und sechs ALARM-Antiradarlenkwaffen ein. Die französische Luftwaffe ihrerseits setzte, ebenfalls neben einer Anzahl nicht gelenkter Freifallbomben, 582 lasergelenkte Präzisionsbomben ein.^[22] Im September 2011 wurde vor dem Hintergrund der Operationen gegen Gadhafis Regime berichtet, dass die dänische Luftwaffe über 900 Ziele mit Präzisionswaffen bekämpft habe. Der dänische Einsatzverband bestand aus sechs F-16 Jagdbombern, wovon zwei eine Reserve bildeten.^[23] Nach etwas mehr als zehn Jahren ist eine kleine Luftwaffe wie die dänische in der Lage, mehr Präzisionsmunition einzusetzen, als die britischen und französischen Luftstreitkräfte während «Allied Force» zusammen einsetzten. Dies stellt eine beträchtliche Verbesserung der Präzisionsfeuerkraft aus der Luft dar.

Darüber hinaus hat sich auch die Fähigkeit der europäischen Industrie, auf dringende und unvorhersehbare Bedürfnisse zu

reagieren, markant verbessert. Zusätzlich haben ausgewählte europäische Luftstreitkräfte seit der Operation «Allied Force» grössere Bestände an Präzisionsmunition aufgebaut. «Seit der Kosovo Kampagne», bemerkte General Jean-Paul Palomeros, Kommandeur der französischen Luftwaffe, im Juni 2011, «wussten wir, dass wir uns keine Unterdeckung an Präzisionsmunition leisten können. Daher haben wir die Bestände zunehmend erweitert. Das ist auch der Grund dafür, dass wir diese Kampagne [Libyen], und parallel dazu Afghanistan, mit einem angemessenen Volumen an Präzisionsmunition begonnen haben.»^[24]

Wie die Luftoperationen über Libyen deutlich machen, befinden sich westliche Luftstreitkräfte nicht auf dem absteigenden Ast. 2011 war nach Erringung der Kontrolle des Luftraums eine relativ kleine Anzahl an offensiven Jagdbombern

- [9] Luftkampagne der NATO, die 1999 vor dem Hintergrund der Krise im Kosovo stattfand. Die Luftkampagne fand hauptsächlich über dem Kosovo und Serbien statt und war gegen das Regime des damaligen Präsidenten der Bundesrepublik Jugoslawien, Slobodan Milosevic, gerichtet.
- [10] Generalleutnant Hans-Werner Jarosch, *Immer im Einsatz: 50 Jahre Luftwaffe* (Hamburg: Verlag E.S. Mittler & Sohn, 2005), S. 145, und Benjamin S. Lambeth, *NATO's Air War for Kosovo: A Strategic and Operational Assessment* (Santa Monica: RAND, 2001), S. 110.
- [11] Luftkampagne der NATO, die 1995 vor dem Hintergrund des Bürgerkriegs in Bosnien-Herzegowina stattfand. Die Luftkampagne hatte zum Ziel, die bosnischen Serben zu zwingen, Bedingungen der Vereinten Nationen zu akzeptieren. Ziel der Vereinten Nationen war es, einen Waffenstillstand und Frieden im vom Bürgerkrieg geplagten Bosnien-Herzegowina herbeizuführen.
- [12] Christian F. Anrig, *The Quest for Relevant Air Power: Continental European Responses to the Air Power Challenges of the Post-Cold War Era* (Maxwell Air Force Base, Alabama: Air University Press, August 2011), S. 32.
- [13] Durch die amerikanischen Streitkräfte angeführte Koalitionsoperation zur Befreiung Kuwaits. «Desert Storm» fand im Frühjahr 1991 statt und war von den Vereinten Nationen mandatiert.
- [14] Lt Col Richard L. Sargent, «Weapons Used in Deliberate Force,» in Col Robert C. Owen (Hrsg.), *Deliberate Force—A Case Study in Effective Air Campaigning: Final Report of the Air University Balkans Air Campaign Study* (Maxwell Air Force Base, Alabama: Air University Press, 2000), S. 257-258.
- [15] Anthony H. Cordesman, *The Lessons and Non-Lessons of the Air and Missile War in Kosovo*, überarbeitete Ausgabe (Washington, D.C.: Center for Strategic and International Studies, 20. Juli 1999), S. 4-5.
- [16] Doug Richardson, «Air Strikes Target Libyan Defences,» *Jane's Missiles and Rockets*, Band 15, Nr. 5 (Mai 2011), S. 1-3.
- [17] Generalleutnant Walter Jertz, «Unser Schwerpunkt ist der Einsatz: Das Luftwaffenführungskommando auf dem Weg in die Zukunft,» *Strategie & Technik* (März 2006), S. 22; und Oberstlt i Gst Frank Gräfe, «Die Mehrrollenfähigkeit des Waffensystems EUROFIGHTER,» *Europäische Sicherheit*, Nr. 4 (April 2010), S. 52-54.
- [18] Thomas S. Bättig, «Marschflugkörper: Kategorien, Technologie, Leistungsfähigkeiten, Proliferation, Bedrohung, Abwehr,» *Air Power Revue der Schweizer Armee*, Nr. 4 (Oktober 2005), S. 9.
- [19] Anrig, *The Quest*, S. 201.
- [20] Christian F. Anrig, «Allied Air Power over Libya: A Preliminary Assessment,» *Air & Space Power Journal*, Band 25, Nr. 4 (Winter 2011), S. 99-100, 105.
- [21] Timothy Garden, «European Air Power,» in Peter W. Gray (Hrsg.), *Air Power 21: Challenges for the New Century* (London: The Stationery Office, 2000), S. 114.
- [22] Garden, «European Air Power,» S. 114.
- [23] Deborah Haynes, «Denmark's Top Guns Trump RAF in Libya,» *The Times* (29. September 2011), S. 13.
- [24] Pierre Tran, «[Interview mit] Gen. Jean-Paul Palomeros, Chief of Staff, French Air Force,» *Defense News*, Band 26, Nr. 25 (27. Juni 2011), S. 22.
- [4] Gripen bewaffnet mit zwei Taurus Marschflugkörpern und Luft-Luft Lenkwaffen. © Saab AB 2010
- [5] Eine niederländische F-16 bewaffnet mit AMRAAM Luft-Luft Lenkwaffen und zwei lasergelenkten Bomben auf der Luftwaffenbasis Amendola, Italien, während der Operation «Allied Force». © Netherlands Institute for Military History, Foto von R. Frigge

in der Lage, mehr Präzisionsfeuer pro Flugzeug ins Ziel zu bringen als während der Operation «Allied Force» 1999. In Libyen wurde die Hauptlast der Offensivkraft von ca. 60 Jagdbombern getragen.^[25] Um die Durchhaltefähigkeit dieser Offensivflotte sicherstellen zu können, fanden aber ständige Rotationen mit den Heimatflotten statt. Nur so konnten die Wartungszyklen erfüllt werden. Die relativ kleine Offensivflotte während der Libyenkampagne darf aber nicht darüber hinwegtäuschen, dass für die Erringung der Kontrolle des Luftraums gegen einen modernen Gegner erhebliche Mittel notwendig sind.

Eine analoge Entwicklung betreffend Präzisionsfeuerkraft pro Flugzeug trifft auch auf Interkontinentalbomber zu. Während der Operation «Allied Force» konnte ein amerikanischer B-2 Tarnkappenbomber eine Standardwaffenlast von 16 GBU-31 JDAM (*joint direct attack munition*) Bomben mit sich führen.^[26] Nach 1999 wurde die mögliche Anzahl an mitzuführenden Präzisionswaffen stetig vergrössert. So kann der B-2 in der Zwischenzeit auch eine Waffenlast von 80 GBU-38 oder in Zukunft von deutlich mehr als 100 SDBs (*small diameter bomb*) aufnehmen. Zwar haben diese neuen Präzisionswaffen weniger Sprengkraft als die GBU-31, aber die Anzahl an zu bekämpfenden Zielen steigt signifikant an. Zudem ist der Trend dahingehend, dass Präzisionsmunition präziser wird und somit in der Regel weniger Sprengkraft benötigt wird.

Trotz der Effizienzsteigerung beim einzelnen Kampfflugzeug darf nicht darüber hinweggesehen werden, dass das Ungleichgewicht zwischen Kampfflugzeugen und Kräftermultiplikatoren, beispielsweise Luftbetankung, europäische Luftmacht in absehbarer Zukunft weiterhin beeinträchtigen wird. Im Falle Libyens konnte die beträchtliche amerikanische Unterstützung im Bereich Luftbetankung sowie die geographische Nähe Libyens dieses Problem entschärfen.

Bis in die späten 80er Jahre ging man davon aus, dass die Bodenkraft (Amboss) die Hauptlast in konventionellen Konflikten trügen. Mit der Proliferation nachhaltigen Präzisionsfeuers aus der Luft (Hammer) hat sich dieses Verhältnis zu Gunsten von Luftmacht verschoben. Dieses neue Verhältnis zwischen Amboss und Hammer ist gemäss Robert A. Pape, Autor des Buchs *Bombing to Win*, die wahre Luftmachtrevolution, dies im Gegensatz zu Behauptungen, die Enthauptungsschläge und ähnliche Konzepte in den Vordergrund rücken. Während der Hochintensitätsphase der Operation «Iraqi Freedom» 2003 wurden mehr als die Hälfte der 28000 Bomben auf Stellungen der republikanischen Garden abgeworfen. Mehr als zwei Drittel dieser Bomben waren präzisionsgelenkt und wurden in erster Linie gegen Kampfpanzer und andere militärische Fahrzeuge eingesetzt. Relativ wenige irakische Truppen wurden dabei getötet, aber das Bombardement zwang die Iraker, von ihren Fahrzeugen fernzubleiben. In der Folge konnten sie den sich nähernden amerikanischen Bodentruppen keine organisierte Gegenwehr entgegensetzen. Gemäss amerikanischen Quellen wurden praktisch alle der 850 Kampfpanzer der republikanischen Garden aus der Luft zerstört oder wurden von ihren Truppen verlassen, und nur ungefähr 40 von insgesamt 550 Artilleriesystemen der republikanischen Garden waren noch intakt.^[27] Diese Missionen zur Abriegelung aus der Luft^[28] trug wesentlich zum raschen Vorstoss der amerikanischen Bodenkraft bei.

Mit Bezug auf «Desert Storm» (1991) und «Iraqi Freedom» (2003) drückte sich ein General der amerikanischen Luftwaffe wie folgt aus: «Im Golfkrieg war die zentrale Frage, wie viele Missionen es benötigen würde, um ein einzelnes Ziel zu zerstören. In diesem Krieg [«Iraqi Freedom»]^[29] ist die zentrale Frage, wie viele Ziele in einer einzigen Mission zerstört werden können.» Irakische Kräfte konnten sich nicht in grossen Formationen bewegen, ohne dass die Möglichkeit bestanden hätte, diese aus der Luft zu detektieren und präzise anzugreifen, und zwar bei Tag oder Nacht und wetterunabhängig.^[30]

Während der Libyen Kampagne 2011 setzte die Royal Air Force im Erdkampf einen komplementären Mix aus Präzisionswaffen ein, bestehend aus Paveway II, Paveway IV und Brimstone. Brimstone ist eine leichte, angetriebene Hochpräzisionsmunition mit einem Dual-Mode-Suchkopf, welcher einen halbaktiv-Lasersensor mit einem aktiv-Millimeterwellenradarsensor kombiniert. In der zweiten Maihälfte 2011 begann die Royal Air Force auch die bunkerbrechende Paveway III einzusetzen, eine 2000 Pfund Waffe. Während die Eurofighter Typhoon der Royal Air Force Paveway II Präzisionsbomben abwarfen, führten die Tornado GR4 in der Regel einen Mix aus der leichteren, aber präziseren Paveway IV zusammen mit bis zu sechs Brimstone mit. Letztere erlaubte dem Einsatzverband der Royal Air Force mobile Ziele, insbesondere Panzer und Schützenpanzer, zu bekämpfen, und zwar aus Höhen von fünf bis sechs Kilometern und darüber und somit ausserhalb der Reichweite der Einmann-Fliegerabwehr.^[31] Brimstone wurde ursprünglich als *fire and forget* Antipanzerlenkwaffe entwickelt, um grosse Panzerverbände auch in der Bewegung effektiv bekämpfen zu können. Da das Vermeiden von Kollateralschaden in Einsätzen wie in Afghanistan von zentraler Bedeutung ist, wurden Brimstoneraketen zusätzlich zum aktiv-Millimeterwellenradarsensor mit einem halbaktiv-Lasersensor versehen. Aufgrund der beschränkten Grösse der Brimstone-Lenkwaffe war es möglich, «chirurgische» Angriffe gegen Ziele mit hohem Potenzial für Kollateralschaden zu fliegen. Als solches setzten die Tornado GR4 der Royal Air Force die Waffe nicht nur gegen Panzer und Schützenpanzer ein, sondern auch gegen Ziele wie Stellungen der bodengestützten Luftverteidigung oder militärische Radarstationen, die sich in unmittelbarer Nähe zu, beziehungsweise direkt im urbanen Gebiet befanden.^[32] Ziele wurden dabei aus der Luft lokalisiert, in der Regel mit dem Zielbeleuchtungsbehälter der Jagdbomber. Diese Luftschläge fallen nicht in die Kategorie Luftnahunterstützung,^[33] sondern Abriegelung aus der Luft. Als solches bestanden keine Feuerkoordinationsmechanismen (international: *fire support coordination line* – FSCL), welche für das Koordinieren des Feuers aus der Luft mit den Bewegungen der terrestrischen Kräfte notwendig sind. Trotz dieser fehlenden Luft-Boden Schnittstelle besteht jedoch kein Zweifel, dass Anstrengungen unternommen wurden, Kollateralschaden, bei dem Zivilisten und bewaffnete Aufständische zu Schaden gekommen wären, zu vermeiden.

Im Verlauf der Luftkampagne gegen Ghadhafis Regime haben sich die Luftschläge der französischen Luftwaffe, der Marinefliegerei und Heeresfliegerei gegen die gegnerischen Landstreitkräfte konzentriert. Insbesondere wurden Kampfpanzer, Schützenpanzer, Mehrfachraketenwerfer und Artilleriesysteme ausser Gefecht gesetzt, da diese eine direkte Bedro-



[6]

hung für die libysche Zivilbevölkerung darstellten. Der Fokus auf die gegnerischen Landstreitkräfte schloss aber nicht aus, dass auch Ziele der operativen und strategischen Stufe neutralisiert wurden, insbesondere Kommandoanlagen.^[34]

Die Luftoperationen gegen Ghadhafis Regime haben gezeigt, dass es heute für einen einzelnen westlichen Jagdbomber möglich ist, mehrere bewegliche Ziele aus sicherer Distanz während einer einzigen Mission zu zerstören.

Während des Kalten Kriegs stellte das Zerstören einzelner Panzer eine Herausforderung für Kampfflugzeuge dar und erwies sich zudem als sehr risikoreich. Die Luftoperationen gegen Ghadhafis Regime haben im Gegensatz dazu gezeigt, dass es heute für einen einzelnen westlichen Jagdbomber möglich ist, mehrere bewegliche Ziele aus sicherer Distanz während einer einzigen Mission zu zerstören.^[35]

ISTAR (Intelligence, Surveillance, Target Acquisition, and Reconnaissance)

Die Operationen über Libyen haben auch das Zusammenwirken verschiedener luftgestützter Sensoren deutlich gemacht. Innerhalb der ersten 24 Stunden der Operation «Odyssey Dawn» begannen Sentinel R1 Airborne Stand-Off Radar Flugzeuge Libyens Küstenabschnitte weiträumig mittels Radarsensoren aufzuklären.^[36] Der Sentinel R1 ist das britische Gegenstück zum amerikanischen E-8 JSTARS (*Joint Surveillance Target Attack Radar System*), welches während «Desert Storm» grosse Beachtung fand. Mittels JSTARS konnten die amerikanischen Streitkräfte 1991 eine erkannte Bodenlage Kuwaits erstellen. Sobald sich grössere Verbände der Iraker bewegten, wurden sie vom Radar des JSTARS erfasst und anschliessend aus der Luft bekämpft.^[37]

Aufgrund der geographischen Ausdehnung Libyens, nur schon des Küstenstreifens, bot die Aufklärungsplattform

Sentinel der Royal Air Force eine fast unverzichtbare Fähigkeit. Insbesondere erlaubte der Einsatz des Sentinel R1 mit seinen weiträumigen Sensoren, Aufklärungsdrohnen der amerikanischen Luftwaffe mit ihren fokussierten Sensoren gezielt einzusetzen.

Aber auch das bemannte Kampfflugzeuge war ein unerlässliches Mittel zu Erstellung der erkannten Bodenlagen, insbesondere in der ersten Phase als die Kontrolle des Luftraums noch nicht vollständig errungen war. Die Rafale Kampfflugzeuge der französischen Marine waren dank ihres Aufklärungsbehälters Reco-NG anscheinend in der Lage, bis mehrere hundert Kilometer in die Tiefe zu blicken, was einer beachtlichen Abstandsfähigkeit entsprechen würde.^[38] In der Anfangsphase des Konflikts hätten Aufklärungsdrohnen der Kategorie MALE UAV^[39] das bemannte Flugzeug nicht ersetzen können. Sie sind nicht zur gewaltsamen Aufklärung

[25] Anrig, «Allied Air Power over Libya», S. 100.

[26] Bill Sweetman, *Inside the Stealth Bomber* (Osceola, Wisconsin: MBI Publishing Company, 1999), S. 126.

[27] Robert A. Pape, «The True Worth of Air Power», *Air Power Revue der Schweizer Armee*, Nr. 3 (Dezember 2004), S. 23, 26.

[28] Wirkung gegen gegnerische bodengestützte Kräfte oder durch sie nutzbare Infrastruktur aus der Luft erzielen, bevor erstere in direkten Kampfhandlungen mit eigenen Kräften stehen.

[29] Hier wird auf die Phase hoher Intensität der Operation «Iraqi Freedom» Bezug genommen. Im Zuge der Operation «Iraqi Freedom» besetzte die von den USA angeführte «Koalition der Willigen» den Irak und stürzte den irakischen Diktator Saddam Hussein.

[30] David E. Johnson, *The Evolving Roles of Ground Power and Air Power in the Post-Cold War Era* (Santa Monica, California: RAND, 2007), S. 115-116, 125.

[31] MANPADS: *man portable air defence system*.

[32] Anrig, «Allied Air Power over Libya», S. 95.

[33] Luftangriff gegen gegnerische Landstreitkräfte in unmittelbarer Nähe und zur direkten Unterstützung eigener bodengestützter Kräfte.

[34] Anrig, «Allied Air Power over Libya», S. 99.

[35] «Entretien avec Christian F. Anrig», S. 61, 64.

[36] Anrig, «Allied Air Power over Libya», S. 98.

[37] Benjamin S. Lambeth, *The Transformation of American Air Power* (Ithaca, New York: Cornell University Press, 2000), S. 122-123.

[38] Lieutenant Colonel Jean-Marc Brenot, «Libya: The French Carrier Battle Group and Dynamic Targeting», *Jane's International Defence Review*, Band 45 (Februar 2012), S. 28.

[39] MALE UAV: *medium-altitude long-endurance unmanned aerial vehicle*

[6] Eine niederländische KDC-10 betankt eine F-16 über Zentralasien. © Netherlands Institute for Military History, Foto von H. Keeris

befähigt und hätten somit relativ leichte Ziele für die libysche bodengestützte Luftverteidigung geboten.^[40]

Luftbetankung

Im Bereich der Kräftermultiplikatoren verfügt europäische Luftmacht über weiteres Entwicklungspotenzial. Kräftermultiplikatoren umfassen neben ISTAR Bereiche wie Luftbetankung oder verlegbare Militärflugplätze. Die US-Streitkräfte verfügten 2006 über 650 Betankungsflugzeuge unterschiedlicher Typen und Kategorien. Im Gegensatz dazu schafften es die Luftwaffen Frankreichs, Grossbritanniens, Italiens, der Niederlande, Spaniens und Schwedens gerade mal ungefähr 70 Betankungsflugzeuge in die Waagschale zu legen, wobei Grossbritannien zusammen mit Frankreich das Gros der europäischen Flotte stellt.^[41]

Ein besonderes Problem, welches europäische Luftmacht in absehbarer Zeit weiterhin schwächen wird, ist das Ungleichgewicht zwischen Kampfflugzeugen und Kräftermultiplikatoren.

Diese transatlantische Diskrepanz wird voraussichtlich weiterhin bestehen. Grossbritannien und Frankreich, Europas grösste Tankeroperateure, versuchen ihre Kapazitäten zu halten, aber nicht auszubauen. Die übrigen Luftwaffen Europas messen Luftbetankung, wenn überhaupt, nur eine beschränkte Priorität bei. Obwohl die begrenzte Anzahl Betankungsflugzeuge in erster Linie ein quantitativer Aspekt ist, wird er in Zukunft die Reichweite und Mobilität europäischer Luftwaffen einschränken und als solches die Qualität europäischer Luftmacht beeinträchtigen.

Die Bezugsnorm (benchmarking) für die Entwicklung von Luftstreitkräften

In den vorangehenden Abschnitten wurde durchwegs auf westliche Beispiele, primär aus der NATO, verwiesen. Die inhärenten Charakteristika westlicher Luftmacht sind aber zur Bezugsnorm geworden. Auch Nicht-NATO-Staaten entwickeln ihre Luftstreitkräfte entsprechend.

Die schwedische Luftwaffe beispielsweise veranschaulicht Transformationsbemühungen seit dem Ende des Kalten Kriegs. Rein bezogen auf die Anzahl an Kampfflugzeugen war die schwedische Luftwaffe nach dem 2. Weltkrieg die viertgrösste der Welt.^[42] Im Verlaufe des Kalten Kriegs musste die schwedische Luftwaffe ihre Bestände zwar erneuern und reduzieren, dennoch war sie sowohl quantitativ als auch qualitativ im vorderen Feld westlicher Luftwaffen anzutreffen. Diese Tatsache wurde auch durch den Umstand gefördert, dass Schweden seiner militärischen Luftfahrtindustrie seit dem 2. Weltkrieg einen hohen Stellenwert beimass. Das Resultat waren hervorragende Jäger und Jagdbomber wie beispielsweise der J 35 Draken oder später der JA 37 Viggen.

Obwohl die schwedische Luftwaffe heutzutage erheblich kleiner ist als während des Kalten Kriegs, ist sie keineswegs weniger leistungsfähig. Sie behielt nicht nur ihr Fähigkeitsprofil des Kalten Kriegs bei, sondern hat es erweitert. Beispielsweise verfügt sie heute über eine luftgestützte

Frühwarnfähigkeit sowie über eine – wenn auch bescheidene – Luftbetankungsfähigkeit. Zudem erfuhr das Fähigkeitsprofil qualitativ beträchtliche Verbesserungen. Die Luft-Luft Bewaffnung ist ständig verbessert worden. Als solches ist Schweden auch Partnernation im Meteorprojekt. Meteor verspricht eine der leistungsfähigsten Luft-Luft Lenkwaffen grosser Reichweite der näheren Zukunft zu werden. Des Weiteren ist Schwedens Kampfflugzeugflotte heute durchgehend mehrrollenfähig (Luftkampf, Erdkampf, Luftaufklärung) und die schwedische Saab Bofors Dynamics RBS 15F Antischiffslenkwaffe gehört zur fortschrittlichsten ihrer Klasse. Letztere wird in eine Mehrzweckwaffe für Präzisionsschläge in die Tiefe weiterentwickelt, welche sowohl über Antischiffs- als auch über Landzielfähigkeiten verfügen wird.^[43] Die Reichweite dürfte bis zu 400 km betragen.

Obwohl die schwedische Luftwaffe heutzutage erheblich kleiner ist als während des Kalten Kriegs, ist sie keineswegs weniger leistungsfähig. Sie behielt nicht nur ihr Fähigkeitsprofil des Kalten Kriegs bei, sondern hat es erweitert.

Zudem hat sich die Interoperabilität in den letzten Jahren markant verbessert. Als solches war die schwedische Luftwaffe in der Lage, sich rasch in die Luftkampagne gegen Muammar al-Ghadhafi zu integrieren. Für Schweden waren dies die ersten Echteinsätze von Kampfflugzeugen in einem bewaffneten Konflikt seit den frühen 60er Jahren. Damals unterstützten schwedische Jagdbomber Operationen der Vereinten Nationen im ehemaligen Belgisch-Kongo. Für die Operationen über Libyen entsandte Schweden am 2. April 2011 acht JAS 39 Gripen, welche von einem C-130 Tankflugzeug der schwedischen Luftwaffe unterstützt wurden. Die Verlegung fand 23 Stunden nach dem schwedischen Parlamentsentscheid, sich an der NATO Operation «Unified Protector» zu beteiligen, statt. Die nationalen Einsatzregeln (international: *rules of engagement* – ROEs) waren aber sehr strikt. Als solches beschränkte sich der schwedische Beitrag auf Luftpolizeidienst, um die Flugverbotszone durchzusetzen, und auf Luftaufklärung. Letztere musste aber klar in Verbindung mit der Flugverbotszone stehen. Das hiess, dass der schwedische Einsatzverband primär Flugplätze und Stellungen der bodengestützten Luftverteidigung aufklärte. Diese Restriktionen wurden auferlegt, obwohl der erste Einsatzverband der schwedischen Luftwaffe eine Mehrrollenfähigkeit aufwies und auch in der Lage gewesen wäre, Offensivmissionen mit Präzisionsmunition zu fliegen. Nachdem der erste Einsatzverband abgelöst worden war, wurden die nationalen Einsatzregeln gelockert. Als solches wurde das Spektrum der Aufklärungsmissionen erweitert. Ausgerüstet mit Aufklärungs- und Litening III Zielbeleuchtungsbehältern lieferte der schwedische Einsatzverband ca. 250 000 Bilder. Insgesamt flogen die Schweden ungefähr 650 Sorties und 2 000 Flugstunden im Rahmen von «Unified Protector» und gewannen entsprechende Einsatzerfahrung.^[44]



[7]

Interoperabilität muss aber nicht nur vor dem Hintergrund von Missionen der Vereinten Nationen betrachtet werden, auch in der regionalen Verteidigung spielt sie eine wichtige Rolle. Schweden versteht heutzutage ein mögliches Verteidigungsszenario in einem regionalen Kontext, welcher ein Zusammenwirken mit anderen nordischen Luftwaffen vorsieht.^[45] Dies heisst aber nicht, wie oben dargelegt, dass sich die schwedische Luftwaffe in erster Linie auf ihre Partner verlässt.

Auch Schwellenländer entwickeln sich gemäss der westlichen Bezugsnorm. So haben zum Beispiel Indien und Pakistan früh erkannt, dass Marschflugkörper einen festen Platz in ihrer Sicherheitsstrategie haben müssen. Russland entwickelte gemeinsam mit Indien den Brahmos-Marschflugkörper, welcher über eine Überschallfähigkeit verfügt. 1998 wurde in einem Joint Venture der beiden Staaten die Brahmos-Aerospace-Gesellschaft gegründet. Im September 2006 tauchten Berichte auf, dass indische Kriegsschiffe den Brahmos-Marschflugkörper mitführten. Es ist auch geplant, den Brahmos auf den Su-30MKI Mehrzweckkampflugzeugen der indischen Luftwaffe einzuführen.^[46] Der Erzrivale Pakistan liess nicht lange auf sich warten und zog nach. Gemäss Medienberichten wurde der Babur-Marschflugkörper im August 2005 zum ersten Mal getestet.^[47]

Erfahrungen aus modernen Konflikten zeigen, dass stationäre Primärradare im Verteidigungsfall gegen einen modernen Gegner äusserst verwundbar sind. Luftstreitkräfte, vor allem in instabilen Regionen, sind daher bemüht, eine luftgestützte Überwachungs- und Führungsfähigkeit (airborne early warning and control – AEW&C) aufzubauen. Zudem vergrössert eine solche Fähigkeit die Radarabdeckung über die Erdkrümmung hinaus. Pakistan wurde der erste Kunde des Saab 2000 AEW&C. Singapur setzt auf den CAEW (conformal airborne early warning and control) aus Israel und die Türkei ihrerseits auf den amerikanischen 737 AEW&C von Boeing.^[48] Zudem verfügt die Türkei über sieben Luftbetankungsflugzeuge des Typs KC-135.^[49] Sowohl die Frühwarnflugzeuge als auch die Tankerflotte verleihen der türkischen Luftwaffe eine ausserordentliche operative Flexibilität. Diese Fähigkeiten wird die Türkei in naher Zukunft mit eigenen luftgestützten Marschflugkörpern ergänzen.^[50]

Es ist auch interessant zu beobachten, wie Indien im Schlüsselbereich der luftgestützten Frühwarn- und Überwachungs-

fähigkeit seine technologische Abhängigkeit diversifiziert. Zwischen 2009 und 2010 wurden der indischen Luftwaffe drei A-50E/IL-76 Frühwarnflugzeuge zugeführt. Die Frühwarnflugzeuge basieren auf dem russischen Transportflugzeug IL-76. Das Phalcon Radar der A-50/IL-76 ist hingegen israelischer Herkunft.^[51] Am 6. Dezember 2011 hob der erste für die indische Luftwaffe bestimmte Embraer EMB-145 AWE&C beim Hersteller in Brasilien zu seinem Erstflug ab. Indien bestellte insgesamt drei der brasilianischen Frühwarn- und Überwachungsflugzeuge. Die Flugzeuge werden auch mit elektronischer Ausrüstung aus indischer Herkunft versehen werden.^[52] Das Überwachungsradar seinerseits ist ein schwedisches Design.

[40] Im Gegensatz zum Kampfflugzeug verfügt das MALE UAV über keine Luft-Luft Bewaffnung zum Selbstschutz oder kann gegen Bedrohungen keine Gegenmassnahmen wie das bemannte Kampfflugzeug einleiten.

[41] Michael J. Gething and Bill Sweetman, «Air-to-Air Refuelling provides a Force Multiplier for Expeditionary Warfare», *Jane's International Defence Review*, Band 39 (Februar 2006), S. 45.

[42] Christian F. Anrig, *The Quest for Relevant Air Power: Continental European Responses to the Air Power Challenges of the Post-Cold War Era* (Maxwell Air Force Base, Alabama: Air University Press, August 2011), S. 279.

[43] «Entretien avec Christian F. Anrig», S. 59.

[44] Rupert Pengelley, «Swedish Gripens over Libya», *Jane's International Defence Review*, Band 45 (Januar 2012), S. 34-35.

[45] *A Functional Defence: Government Bill on the Future Focus of Defence*, Fact Sheet Nr. 2009.06 (März 2009), <http://www.sweden.gov.se/content/1/c6/12/30/22/3ed2684.pdf>

[46] «India and Russia Aim Brahmos at Export Market», *Jane's Information Group: News* (30. November 2006), http://missilethreat.com/archives/id.29/subject_detail.asp

[47] «Pakistan Fires New Cruise Missile», *BBC News* (11. August 2005), http://news.bbc.co.uk/2/hi/south_asia/4140692.stm

[48] «Project By Category: Surveillance/Patrol Aircraft», *airforce-technology.com*, <http://www.airforce-technology.com/projects/category/surveillance-patrol-aircraft/>

[49] «KC-135 Stratotanker, United States of America», *airforce-technology.com*, <http://www.airforce-technology.com/projects/kc135/>

[50] Craig Hoyle, «Turkish Cruise Missile Design Breaks Covers», *Flight International* (14. September 2011), <http://www.flightglobal.com/news/articles/dsei-turkish-cruise-missile-design-breaks-cover-362026/>

[51] «A-50 Mainstay, Russian Federation», *airforce-technology.com*, <http://www.airforce-technology.com/projects/a50/>

[52] «First Indian Air Force EMB-145 AEW&C Flown», *Air Forces Monthly*, Nr. 287 (Februar 2012), S. 28.

[7] Die französische Luftwaffe operiert vier E-3F AWACS Flugzeuge. Ihre Aufgabe ist die luftgestützte Überwachung und Führung. Beide sind ein wesentliches Element moderner Luftmacht. © Armée de l'Air, Sirpa Air (Service d'information et de relations publiques de l'Armée de l'Air)

Russland und die Volksrepublik China ihrerseits machen grosse Anstrengungen, mit dem Westen Schritt zu halten. Beide haben Kampfflugzeugprojekte der neusten Generation lanciert, die auf Stealth-Eigenschaften abstützen. Bezüglich gewisser Systeme scheinen sie dem Westen sogar überlegen zu sein, insbesondere im Bereich der bodengestützten Luftverteidigung grosser Reichweite. Das neueste Derivat der russischen S-300-Familie, die S-400 Triumpf, soll über eine Reichweite von bis zu 250 km verfügen.

Sowohl für die Sowjetunion/Russland als auch für die Volksrepublik China war «Desert Storm» ein einschneidendes Ereignis.^[53] «Desert Storm» erschütterte das Oberkommando der chinesischen Volksbefreiungsarmee. Mit einem Schlag wurde der chinesischen Führung damals klar, wie rückständig die chinesische Volksbefreiungsarmee war. Die chinesischen Militärs kamen auch zum Schluss, dass die Luftkampagne von «Desert Storm» eine militärische Revolution (Revolution in Military Affairs – RMA) einläutete.^[54] In der Folge setzte sich ein gewaltiges Umdenken durch. Beispielsweise musste die Anzahl obsoleter Kampfflugzeuge gesenkt und der Aufbau einer kleineren, aber moderneren Flotte vorangetrieben werden.

«Desert Storm» erschütterte das Oberkommando der chinesischen Volksbefreiungsarmee. Mit einem Schlag wurde der chinesischen Führung damals klar, wie rückständig die chinesische Volksbefreiungsarmee war.

Chinas Verteidigungsweisspapier aus dem Jahr 2006 unterstrich diese Stossrichtung explizit. Mit dem J-10 Kampfflugzeug lancierte China zum ersten Mal ein einheimisches Kampfflugzeug, das mit westlichen Typen wie der amerikanischen F-16 mithalten könnte. Dennoch muss man sich vor Augen halten, dass das Land in Schlüsseltechnologien wie der Entwicklung und Produktion von Triebwerken noch immer stark vom Ausland abhängig ist. Trotz oder gerade wegen seines Aufholbedarfs räumt die Volksrepublik China dem Aufbau ihrer Luftwaffe einen hohen Stellenwert ein. Insbesondere wird auch der Aufbau der Fähigkeiten zur Luftbetankung und zur luftgestützten Überwachung und Führung mit Hochdruck vorangetrieben.^[55] Die Proliferation fortschrittlicher russischer und chinesischer Systeme ist im vollen Gange.

Doktrinale Überlegungen

Wie oben dargelegt, ist westliche Luftmacht zur Bezugsnorm geworden. Will ein moderner Staat in einem konventionellen Konflikt bestehen, muss er dies zur Kenntnis nehmen und seine Streitkräfte entsprechend transformieren. Ein Kleinstaat, der beabsichtigt, seine Verteidigungsoperation in erster Linie autonom zu führen, müsste der Luftkriegführung dementsprechend Gewicht beimessen. Aus den dargelegten Entwicklungen können Ansätze zu einer Militärdoktrin abgeleitet werden.

Doktrin

«Militärdoktrin ist die Gesamtheit aller Prinzipien, Abläufe, Techniken sowie Terminologie und Begriffe, die erläutern, wie die Streitkräfte oder Teile davon unabhängig von einer konkreten Situation ihre Aufgaben erfolgreich erfüllen und so zur Erreichung der militärstrategischen Ziele beitragen. (...) Eine Militärdoktrin ist keine detailliert umschriebene Einsatzvorschrift, sondern sie definiert prinzipielle Anwendungsmöglichkeiten vorhandener oder aufzubauender Fähigkeiten in Einsätzen, in der Ausbildung und im Rahmen von Übungen. Sie ist nicht dogmatisch, soll aber zu einer gewissen Standardisierung des Denkens und Handelns führen sowie die Dimensionen des Handlungsspielraums definieren, ohne diesen übermässig einzuschränken.»^[56]

Ein Kleinstaat, der beabsichtigt, seine Verteidigungsoperation in erster Linie autonom zu führen, müsste der Luftkriegführung dementsprechend Gewicht beimessen.

Die Doktrin muss in diesem Zusammenhang den Blick in die Zukunft werfen, indem sie beschreibt, welche Fähigkeiten eine Streitkraft haben sollte, um gegen mögliche Bedrohungen von morgen erfolgreich bestehen zu können. Sie nimmt auf das gegebene Umfeld (zum Beispiel: Gesellschaft, Umwelt) Rücksicht. Doktrin verarbeitet systematisch Erfahrungen aus dem Einsatz eigener und fremder Streitkräfte sowie aus der Entwicklung von Technologie und Umwelt. Diese Erkenntnisse werden in Konzepten oder mittelfristigen Doktringu Grundlagen dokumentiert und bilden die Grundlage für die Weiterentwicklung der Streitkräfte. Diese Doktringu Grundlagen werden in einem nächsten Schritt zu Soll-Fähigkeiten erweitert, die für den Erfolg in einer Operation notwendig wären. Sie sind den Entscheidungsträgern offen und transparent darzustellen. Die Entscheidungsträger haben diese Forderungen mit den verfügbaren Ressourcen zu konfrontieren und müssen entscheiden, mit welchen Prioritäten die Weiterentwicklung der Armee vorangetrieben werden kann. Sie müssen zudem eine Risikoanalyse durchführen, wenn aus Gründen knapper Ressourcen wichtige Soll-Fähigkeiten nicht aufgebaut werden können. Die Weiterentwicklung der Doktrin wird deshalb oft auch als Antriebskraft des Wechsels bezeichnet.^[57]

Grundprinzip eines möglichen Doktrinansatzes: dem Gegner Dilemmas schaffen

Als Vorgabe aus dem Bericht des Bundesrates an die Bundesversammlung über die Sicherheitspolitik der Schweiz von 2010 und dem Armeebericht 2010 wird die dauernde Neutralität^[58] der Schweiz vorausgesetzt. Damit wird angenommen, dass die Schweiz keinem Bündnis angehört. Die Soll-Fähigkeiten sind für den autonomen Fall^[59] formuliert. Auch bei einer allfälligen Kooperation darf nicht vorausgesetzt werden, dass ein Partner eine von uns aus Ressourcengründen zurückgestellte und damit fehlende Soll-Fähigkeiten kompensieren kann und will. Beim Beschreiben der Soll-Fähigkeiten wäre es somit falsch, mit Beiträgen eines Kooperationspartners zu rechnen. Um der Politik die Handlungsfreiheit zu geben, im Verteidigungsfall Kooperationen einzugehen, müsste eine entsprechende Befähigung zur Interoperabilität vorhanden sein.

Es ist auch davon auszugehen, dass sich die Schweiz grundsätzlich innerhalb der Schweiz selber verteidigt. Dies schliesst nicht aus, dass auch Aktionen am Boden grenznah ausserhalb der Landesgrenzen stattfinden könnten und in ausgewählten Operationssphären^[60] Wirkung auch ausserhalb der Landesgrenze erzielt würden.

Die Schweiz als Kleinstaat würde dem Goliath immer in der Rolle des David gegenüberstehen. Dabei gälte es, Umwelt und Umfeld möglichst zu den eigenen Gunsten zu nutzen. Die Schweizer Armee müsste sich aber bewusst sein, dass sie in der gleichen Umwelt, in der auch die schweizerische Bevölkerung lebt, zu kämpfen hätte. Gleichzeitig müsste sie auf die lebensnotwendige zivile Infrastruktur Rücksicht nehmen. Eine fortschreitende Urbanisierung wird die Problemstellung verschärfen.^[61] Anders als in der Operationssphäre Boden kann die Schweizer Armee in der Operationssphäre Luft nur bedingt auf geländebedingte Vorteile zurückgreifen. Im Gegenteil, die geringe operative Tiefe stellt eine beträchtliche Herausforderung dar.

In einem Konfliktfall würde es das Ziel aller sicherheitspolitischen Anstrengungen sein, die Schweiz, unter Wahrung der Freiheit und Rechte des Volkes und der Unabhängigkeit des Landes, aus kriegerischen Auseinandersetzungen herauszuhalten.

In einem Konfliktfall würde es das Ziel aller sicherheitspolitischen Anstrengungen sein, die Schweiz, unter Wahrung der Freiheit und Rechte des Volkes und der Unabhängigkeit des Landes,^[62] aus kriegerischen Auseinandersetzungen herauszuhalten. Dazu bräuchte es massgebliche Beiträge aus allen Politikbereichen. Die klare Manifestation des Wehrwillens durch das Schweizer Volk wäre entscheidend. In den nachfolgenden Ausführungen konzentrieren wir uns ausschliesslich auf die militärischen Aspekte. Es ginge um die Kriegsverhinderung als eine der Armeeaufgaben.^[63] Auch in Zukunft stünde das Abhalten eines potentiellen Gegners im Vordergrund. Sollte er dennoch die Schweiz militärisch angreifen, wäre der Angriff abzuwehren.^[64] Die Dissuasion stünde somit im Zentrum der Anstrengungen.

Die Schweiz müsste dazu vor allem über Fähigkeiten verfügen, einen möglichen Gegner immer wieder vor Dilemmas zu stellen. Er darf sich seiner Sache nicht sicher sein.

Die Schweiz müsste dazu vor allem über Fähigkeiten verfügen, einen möglichen Gegner immer wieder vor Dilemmas zu stellen. Er darf sich seiner Sache nicht sicher sein. Er sollte stets damit rechnen müssen, seine Ziele nicht mit einem vernünftigen Aufwand erreichen zu können und selber durch offensive Aktionen der Schweizer Armee in ausgewählten Operationssphären, zum Beispiel aus der Luft, an einer

empfindlichen Stelle getroffen zu werden.^[65] Damit würde er gezwungen, grosse Teile seiner militärischen Mittel für einen Kriegsschauplatz «Schweiz» aufzuwenden. Müsste er damit rechnen, auch angegriffen zu werden, hätte er sich zu entscheiden, ob er Mittel zugunsten des Schutzes eigener Verbände und Einrichtungen von seinen Angriffskräften abziehen soll und kann.

Möglicher grober Ablauf eines Konflikts

Wir verzichten ganz bewusst auf die detaillierte Schilderung eines Konfliktablaufs, weil es primär um die Darstellung der Fähigkeiten eines Gegners geht. Es werden auch bewusst keine Angaben zur Eintrittswahrscheinlichkeit gemacht.

Mit einem Erstschlag könnte ein Angreifer danach trachten, die Mittel unserer höheren Führung sowie des integrierten Luftverteidigungssystems^[66] auszuschalten. Dazu kämen in erster Linie Fernwaffen, in der Regel Marschflugkörper, zum Einsatz. In einer nächsten Phase ginge es darum, mit Luft-Boden Präzisionswaffen diesen Ersterfolg zu konsolidieren und weitere wichtige zivile und militärische Einzelziele^[67]

[53] Bezüglich Sowjetunion: Tony Mason, *Air Power: A Centennial Appraisal*, überarbeitete Auflage (London: Brassey's, 2002), S. 200-202.

[54] Fit Lt Kenny Fuchter, «Air Power and China in the 21st Century», *Royal Air Force Air Power Review*, Band 11, Nr. 3 (Winter 2008), S. 1.

[55] Fuchter, «Air Power and China», S. 3-4.

[56] *Grundlagen für die Militärstrategische Führung* (GMSF), provisorische Ausgabe (Schweizer Armee, Mai 2004), S. 24, 34.

[57] Oberstlt Harald Højback, «What is Doctrine?», *The Journal of Strategic Studies*, Band 34, Nr. 6 (Dezember 2011), S. 894.

[58] Bericht des Bundesrates an die Bundesversammlung über die Sicherheitspolitik der Schweiz von 23.06.2010 (Sipol B 2010), S. 34.

[59] Armeebereich 2010, S. 83: «Die Erhaltung und Weiterentwicklung der Kernkompetenz Verteidigung gewährleistet die Schweizer Armee möglichst autonom. Alle übrigen Leistungen erbringt sie grundsätzlich zusammen mit nationalen oder internationalen Partnern.»

[60] Raum, in dem Operationen durchgeführt werden. Er umfasst für die Schweiz: das Umfeld, den geographischen Raum, den Luftraum, den elektromagnetischen Raum, den Weltraum und die Informationssphäre.

[61] Im Sicherheitspolitischen Bericht werden entsprechende Verwundbarkeiten der Schweiz erwähnt. Als Gefährdungen werden nicht nur kriegerische Handlungen erwähnt, sondern auch physische Gefährdungen durch Terrorismus oder elektronische Einwirkungen.

[62] Bundesverfassung Art. 2, Abs. 1: «Die Schweizerische Eidgenossenschaft schützt die Freiheit und die Rechte des Volkes und wahrt die Unabhängigkeit und die Sicherheit des Landes.»

[63] BV Art. 58, Abs. 2: «Die Armee dient der Kriegsverhinderung und trägt bei zur Erhaltung des Friedens; sie verteidigt das Land und seine Bevölkerung. Sie unterstützt die zivilen Behörden bei der Abwehr schwerwiegender Bedrohungen der inneren Sicherheit und bei der Bewältigung anderer ausserordentlicher Lagen. Das Gesetz kann weitere Aufgaben vorsehen.»

[64] Sipol B 2010, S. 35.

[65] Es sei jedoch ausdrücklich darauf hingewiesen, dass die Schweiz in allen Phasen eines Konfliktes das Landes- und Völkerrecht berücksichtigen würde. Die Schweiz würde bei einem Angriff das Recht auf Selbstverteidigung in Anspruch nehmen. Die vier Grundprinzipien des humanitären Völkerrechts würden eingehalten: Unterscheidungsprinzip, Prinzip der militärischen Notwendigkeit, Verhältnismässigkeits- und Beschränkungsprinzip.

[66] Unter einem integrierten Luftverteidigungssystem versteht man die Zusammenfassung aller jeweils luft- und bodengestützten Luftverteidigungssensoren und -waffen sowie der gemeinsamen Führungs- und Führungsunterstützungseinrichtungen. Unter die integrierte Luftverteidigung würden alle Sensoren, BODLUV-Mittel, Kampfflugzeuge, Kommunikationseinrichtungen sowie die Operationszentrale Luft (AOC) mit der Einsatzzentrale (EZ LUV) fallen.

[67] Bei den zivilen Zielen könnte es sich zum Beispiel um Infrastruktur zur Kommunikation, Energieversorgung, logistischen Versorgung (Strassen, Lagerhäuser, usw.) handeln. Bei den militärischen Zielen um Einrichtungen der Führung (z.B. wichtige Führungsanlagen, Kommunikationseinrichtungen), der Luftkriegführung (Sensoren zur Aufbereitung des Luftlagebilds, Flugplätze) und der Logistik.



[8]



[9]

auszuschalten. Anschliessend ginge es um die Zerstörung der operativen Reserven, primär aus der Luft. Erst dann dürften Bodentruppen zum Einsatz gelangen, die ebenfalls mit Feuer vom Boden und aus der Luft unterstützt würden. Mit Luftmobilität könnte er allfällige räumliche Nachteile wettmachen. Alle seine Aktionen könnte er vorbereitend und unterstützend mit Wirkung im elektromagnetischen Raum und im Cyberraum begleiten.

Erstschlag überleben

Um die Auswirkungen eines Erstschlags aus der Luft zu minimieren, müssten Fähigkeiten zur permanenten Nachrichtenbeschaffung vorhanden sein, um die entsprechenden Absichten eines Gegners rechtzeitig erkennen zu können. Damit könnte eine Überraschung vermieden, Armee und Bevölkerung gewarnt und, soweit möglich, Gegenmassnahmen eingeleitet werden.

Durch eine frühzeitige Dezentralisation der fliegenden Luftkriegsmittel könnte sichergestellt werden, dass der Gegner bei einem Angriff auf die bestehenden Flugplätze die Flugzeugflotte nicht vollumfänglich zu zerstören vermag.

Durch eine frühzeitige Dezentralisation der fliegenden Luftkriegsmittel könnte sichergestellt werden, dass der Gegner bei einem Angriff auf die bestehenden Flugplätze die Flugzeugflotte nicht vollumfänglich zu zerstören vermag. Bestehende Flugplätze können bereits in der normalen Lage aufgeklärt werden und würden so ein leichtes Ziel für Fernwaffen darstellen. Es müsste also eine Fähigkeit vorhanden sein, Flugzeuge auch ab dezentralen und improvisierten Einrichtungen einzusetzen.

Dazu würden sich sowohl zivile Flugplätze als auch stillgelegte Militärflugplätze und Strassenabschnitte eignen. Diese Fähigkeit müsste mit der Fähigkeit zur Tarnung und Täuschung kombiniert werden. Durch die Verteilung der Mittel

würde der Gegner gezwungen, teure und anspruchsvolle Aufklärungs- und Wirkmittel in grosser Zahl, ohne Garantie auf Erfolg, einzusetzen. Obwohl die Dezentralisation keinen absoluten Schutz bietet, würde sie es dem Gegner jedoch erheblich erschweren, unsere Flugzeuge aus der Luft zu zerstören.

Wo ortsfeste Anlagen nicht zu vermeiden sind, müssten Informationsschutz, Tarn- und Täuschungsfähigkeiten^[68] die Bestimmung der Zielpunkte^[69] verunmöglichen oder zumindest erschweren. Eine allfällige Härtung müsste in der Lage sein, auch Penetrationswaffen zu widerstehen. Es sollte zudem eine Fähigkeit vorhanden sein, anfliegende Flugkörper^[70] vor dem Zieleinschlag abzufangen. Damit könnte man besonders gefährdete und für die Gesamtleistung der Schweiz sowie der Armee wichtige Einrichtungen schützen.

Besonders gefährdet sind die ortsfesten Radarstationen: Sie stellen als zentrale Sensoren für die integrierte Luftverteidigung primäre Ziele für Fernwaffen dar.

In der normalen und besonderen Lage sind die ortsfesten Radarstationen zur Sicherstellung der Durchhaltefähigkeit bei der Wahrung der Lufthoheit zwingend. Im Verteidigungsfall sind sie jedoch besonders gefährdet: Sie stellen als zentrale Sensoren für die integrierte Luftverteidigung primäre Ziele für Fernwaffen dar. Da der Aufbau eines entsprechenden Schutzes^[71] sehr aufwändig sein dürfte, wäre eine Fähigkeit nötig, die Luftlage mit luftgestützten Sensoren zu erfassen. Luftgestützte Sensoren^[72] hätten die besseren Überlebenschancen, da sie keine Ziele für vorprogrammierbare Fernwaffen darstellen.^[73] Sie böten dank grosser Flughöhe zudem einen tieferen Blick hinter die Erdkrümmung. Die Vernetzung weiterer Luftraumsensoren^[74] würde zusätzliche Redundanz schaffen.

Reaktionsfähigkeit sicherstellen

Ein Gegner dürfte kaum genügend Mittel haben, um für den «Kriegsschauplatz Schweiz» nur teure Fernwaffen einzusetzen. Deshalb könnte man davon ausgehen, dass er auch



[10]



[11]

Luftfahrzeuge mit Präzisionswaffen mittlerer und kürzerer Reichweite gegen ausgewählte Ziele einsetzen würde. Die Schweizer Armee bräuchte dazu eine Fähigkeit, entweder die Waffenträger oder die anfliegenden Präzisionswaffen zu zerstören. Die Zerstörung der Waffenträger wäre nachhaltiger, da diese dann keine Folgeeinsätze mehr fliegen könnten. Die Zerstörung von Munition dürfte zudem aus zwei Gründen sehr anspruchsvoll sein: die Sättigung und ein sehr kleiner Radarechoquerschnitt. Erfolgversprechend wäre ein komplementärer Einsatz von fliegenden und bodengestützten Komponenten. Fliegende Elemente dienen der Schwergewichtsbildung, während die bodengestützten über die grössere Durchhaltefähigkeit verfügen und die Permanenz sicherstellen können. Die Reichweite der eigenen Abwehrwaffen müsste grösser als diejenige der gegnerischen Luft-Bodenwaffen sein. Gegen Anti-Radar-Lenk Waffen (z.B. HARM) müssten die Systeme für den Eigenschutz zudem eine entsprechende Abwehrfähigkeit haben. Damit einem Gegner die Nutzung des unteren Luftraums verwehrt werden kann, müsste auch die Fähigkeit vorhanden sein, Ziele, die diesen nutzen wollen, mit nicht abstrahlenden, gut zu tarnenden und damit nicht entdeckbaren Systemen erfolgreich bekämpfen zu können. Diese Systeme können nicht mit Antiradarlenk Waffen bekämpft werden.

Rein defensive Luftverteidigung allein wäre wenig erfolgversprechend.

Rein defensive Luftverteidigung allein wäre wenig erfolgversprechend. Deshalb müsste auch eine Fähigkeit zur offensiven Luftverteidigung vorhanden sein. Dies vor allem, um den Gegner einzuschränken und vor Dilemmas zu stellen. Bei der offensiven Luftverteidigung ginge es darum, vorgeschobene und/oder in Reichweite liegende Führungsmittel,^[75] Flugplatzinfrastrukturen und bodengestützte Luftverteidigungsstellungen anzugreifen. Das Zerstören dieser Systeme, deren Reichweite mitunter bis in die Schweiz reichen kann, würde den eigenen Luftstreitkräften die Nutzung des schweizerischen Luftraums auch in grösseren Höhen ermöglichen. Die Fähigkeit zur Bekämpfung von gegnerischen Einrichtungen sollte über mehrere hundert Kilometer möglich sein. Dazu wäre der Einsatz von luftgestützten Marschflugkörpern denk-

bar. Mit dieser operationellen Fähigkeit könnte man einem Gegner die Nutzung von Flugplätzen im Umfeld der Schweiz verwehren. Dies würde ihn zur Verwendung weiter entfernt liegender Flugplätze und damit zum Einsatz von Luftbetankungsmitteln zwingen und entsprechende Mittel zum Schutz der Tanker binden. Er müsste zudem fliegende und bodengestützte Luftverteidigungsmittel zum Schutz seiner Einrichtungen einsetzen, die ihm andernorts fehlen würden. Voraussetzung für alle erwähnten Wirkungen über grössere Distanzen wäre die Fähigkeit zur Zielaufklärung und –erfassung. Dazu würde die Fähigkeit zur Beschaffung von Zielinformationen, wie Bilddaten und deren Auswertung, gehören. Dabei könnten alle Operationssphären genutzt werden.

[68] Die Tarn- und Täuschmassnahmen müssten alle Wellenbereiche berücksichtigen. Bei der Täuschung ginge es zum Beispiel um die Darstellung von Falschzielen.

[69] Damit wird ein Zielpunkt bezeichnet, in dem die Angriffswaffe auftreffen sollte, um eine möglichst grosse Zerstörungswirkung zu erreichen (engl: *desired point of impact*).

[70] Zum Beispiel Marschflugkörper oder Präzisionsmunition.

[71] Als Schutzmassnahmen wären die bereits erwähnten Fähigkeiten zur Abwehr von Fernwaffen und/oder Fähigkeiten im elektromagnetischen Raum denkbar.

[72] Theoretisch denkbar wären Lösungen mit Flugzeugen, Helikoptern, Ballonen oder Luftschiffen.

[73] Ausländische Luftwaffen schützen ihre Frühwarnflugzeuge durch die Nutzung der Abstandsfähigkeit des Sensors, mit Jagdflugzeugen, mit elektronischen Schutzmassnahmen und mit speziellen Ausweichflugbewegungen.

[74] Dies könnten Sensoren für die Überwachung des unteren Luftraums, der bodengestützten Luftverteidigung und/oder der elektronischen Aufklärung sein. Dabei sind auch Passivradarsysteme denkbar.

[75] Zum Beispiel Sensoren.

[8] Einsatz eines Kampfflugzeuges ab einem dezentralisierten und improvisierten Standort. © Saab AB, Swedish Air Force

[9] Ortsfeste Radarstation Florako im Schweizer Gebirge. © Schweizer Luftwaffe

[10] Gripen und Saab 340AEW Frühwarnflugzeug der thailändischen Luftwaffe. © Saab AB, Peter Liander

[11] Stinger Feurereinheiten können von einem möglichen Gegner kaum entdeckt werden und nehmen ihm damit die Option zur gefahrlosen Nutzung des unteren Luftraums. Sie haben jedoch nur eine geringe Reichweite. © Schweizer Luftwaffe.

Daneben böten sich weitere Ziele an: wichtige Infrastrukturen, wie Verkehrswege, Schlüsselsysteme, logistische und Führungseinrichtungen, deren Zerstörung den Gegner massgeblich schwächen würde. Hier wären dieselben operationellen Fähigkeiten wie bei der offensiven Luftverteidigung notwendig.

Moderne weitreichende Waffensysteme würden auch die Chance eröffnen, ohne die eigentliche Bildung von Angriffspaketen^[76] gegnerische Ziele überraschend und mit Erfolg angreifen zu können.

Ergänzend dazu wären auch operationelle Fähigkeiten^[77] im Bereich Informationsoperationen und der elektronischen Kriegführung nötig, die die oben erwähnten Aktionen unterstützen würden. Im Rahmen der elektronischen Kriegführung ginge es nicht nur um die Fähigkeit zur Aufklärung von gegnerischen Emissionen, sondern auch um die Fähigkeit zu eigenen elektronischen Schutzmassnahmen bei Flugzeugen und Radarsystemen. Die Fähigkeit elektronisch zu stören und zu täuschen, würde den Bereich der elektronischen Kriegführung abrunden. Damit könnten die Wirkung gegnerischer Sensoren sowie die Übermittlung gestört und die Erfassung von eigenen Zielen erschwert oder verunmöglicht werden.

Im Rahmen der Umsetzung müsste man sich immer wieder bewusst sein, dass ein Kleinstaat solche Aktionen nur einzeln und bei entsprechender Chancennutzung erfolgreich durchführen könnte. Dabei dürfte die Fähigkeit zur Überraschung und der Mut für unkonventionelle, mutige Aktionen im Vordergrund stehen: eben «David gegen Goliath».

Vorbereitender Kampf der gegnerischen Luftstreitkräfte gegen unsere Bodenkkräfte

Unsere Heereskräfte würden das Gros der Verteidigungskräfte stellen. Zur Kampfvorbereitung dürfte ein Gegner diese Kräfte ebenfalls aus der Luft angreifen.

Während sich Aufklärungsdrohnen der Kategorie MALE UAV durch eine hohe Durchhaltefähigkeit und das Nichtexponieren von Besatzungen auszeichnen würden, wären bemannte Kampflugzeuge mit Sensoren zur gewaltsamen Aufklärung auch in die Tiefe und zur raschen Verlegung von Aufklärungsschwerpunkten befähigt.

Ziele wären dabei nicht nur Verbände in der Bereitstellung, sondern auch logistische Einrichtungen, Führungsanlagen und Verkehrsanlagen.

Alle Bodenkkräfte müssten, wie die Luftstreitkräfte, über ausgebauten Fähigkeiten für Tarnung und Täuschung verfügen, um die Aufklärung eigener Mittel durch den Gegner aus der Luft zu erschweren. Für die eigene Kampfvorbereitung wären operationelle Fähigkeiten zur Nachrichtenbeschaffung in der Tiefe und in truppenleeren Räumen nötig.

Dazu könnten luftgestützte Systeme, die über abstandsfähige Aufklärungsfähigkeiten^[78] verfügen, eingesetzt werden. Während sich Aufklärungsdrohnen der Kategorie MALE UAV durch eine hohe Durchhaltefähigkeit und das Nichtexponieren von Besatzungen auszeichnen würden, wären bemannte Kampflugzeuge mit Sensoren zur gewaltsamen Aufklärung auch in die Tiefe und zur raschen Verlegung von Aufklärungsschwerpunkten befähigt. Der Einsatz unbemannter Drohnen würde mindestens eine vorteilhafte Luftsituation verlangen. Anders hingegen wäre die Situation bei einem Satellitensystem, welches grundsätzlich auch ohne vorteilhafte Luftsituation in der Tiefe aufklären könnte.

Terrestrischer Kampf aus Sicht Luftkriegführung

Mit einem terrestrischen Vorstoss könnte ein Gegner seine bisherigen Aktionen konsolidieren. Dabei könnte er seine luftgestützten Fähigkeiten in den Bereichen Aufklärung, Präzisionsfeuer zur Abriegelung und Nahunterstützung und Luftmobilität voll zum Einsatz bringen. Denkbar wären Einsätze von Flächenflugzeugen und Helikoptern.

Unsere Luftverteidigungskräfte sollten in dieser Phase die Fähigkeit haben, während unseren eigenen Aktionen am Boden minimal eine vorteilhafte Luftsituation aufbauen und halten zu können. Dazu wäre erneut eine Kombination von luft- und bodengestützten Mitteln einzusetzen. Dabei müsste man primär raum- und nicht verbandsbezogen handeln. Damit würde dem Gegner auch die Möglichkeit genommen, seine Lufttransportfähigkeit zu räumlichen Umfassungen zu nutzen.

Die bereits erwähnte Fähigkeit zur Aufklärung aus der Luft würde auch in dieser Phase zum Tragen kommen. Neben der Lageerfassung könnte sie dazu dienen, erkannte Ziele mit Präzisionsfeuer aus der Luft auszuschalten. Das Feuer könnte sowohl für die Abriegelung aus der Luft als auch für die Luftnahunterstützung eingesetzt werden. Bei der Abriegelung aus der Luft würden schergewichtig Schlüsselziele (zum Beispiel Führungsfahrzeuge der operativen Stufe, Sensoren, Übermittlungseinrichtungen, Feuerunterstützungsmittel der operativen Stufe), logistische Einrichtungen und Infrastrukturziele angegriffen. Dadurch könnte der Gegner nachhaltig geschwächt werden. Bei der Luftnahunterstützung ginge es primär darum, Ziele des unmittelbar vorstossenden Verbandes zu bekämpfen.

Um Spezialkräfte oder leichte Reserven zum Einsatz bringen zu können, wäre eine Fähigkeit zum Lufttransport über taktische bis maximal operative Distanzen notwendig. Die Fähigkeit zum Verwundetentransport würde die Verlegungszeit von Verwundeten in sanitätsdienstliche Einrichtungen kürzen. In allen Fällen müsste zumindest eine vorteilhafte Luftsituation sichergestellt sein.

Schlussbemerkungen

In den Überlegungen wurden die Themen Führung, Führungsunterstützung, Logistik, Durchhaltefähigkeit, Schutz der eigenen Kräfte aus Übersichtsgründen bewusst nicht behandelt. Deren Wichtigkeit für den Gesamterfolg sei hier aber ausdrücklich betont.

Es sei nochmals darauf hingewiesen, dass dieser Artikel bewusst die Ausgangslage für die Weiterentwicklung der Armee

darstellt. Es wäre vermessen, vor Abschluss der Arbeiten zur Weiterentwicklung der Armee fertige Lösungsvorschläge zu präsentieren. Es geht vielmehr darum, diesen Prozess zu unterstützen.

Insbesondere gilt es abzuwägen, welche operationellen Fähigkeiten für den Gesamterfolg der Armee von zentraler Bedeutung sind. So wäre zum Beispiel der Einsatz von mechanisierten Kräften ohne mindestens eine vorteilhafte Luftsituation und Feuerunterstützung aus der Luft von vornherein zum Scheitern verurteilt. Für den Aufbau einer vorteilhaften Luftsituation bräuchte es grundsätzlich ein Gesamtsystem Luftverteidigung, aus dem nicht einzelne Elemente herausgeboren werden dürften.

Unter Berücksichtigung der aktuellen sicherheitspolitischen Lage ist es jedoch kaum angebracht, für alle Armeeaufgaben sämtliche Soll-Fähigkeiten in ihrer vollen Ausprägung aufzubauen. Vielmehr ist bei jeder Soll-Fähigkeit zu beurteilen, ob eine Voll-, eine Teil- oder eine Minimalbefähigung anzustreben ist. Unter Umständen kann sogar auf eine als nötig erachtete Fähigkeit vorläufig verzichtet werden.^[79]

Neben dem Erhalt der Verteidigungskompetenz hat die Armee noch weitere Aufgaben im Bereich der Unterstützung der zivilen Behörden und der Friedensförderung. In der Operationssphäre Luft steht die Wahrung der Lufthoheit über alle Lagen als hoheitliche Aufgabe im Auftrag des Bundes im Zentrum. Auf den dazu notwendigen Fähigkeiten kann aufgebaut werden, um die Herausforderungen eines Verteidigungsfalls beherrschen zu können.

Dementsprechend sollten Fähigkeiten priorisiert werden, die entweder über alle Lagen zum Einsatz kommen oder deren Aufbau aufwändig und zeitintensiv ist.

So ist die Bereitstellung von Flugzeugen oder Mitteln der bodengestützten Luftverteidigung in allen Lagen grundsätzlich gleich, in der Verteidigung kommen erschwerte Bedingungen dazu. Es gibt Fähigkeiten, die aufgrund der heutigen sicherheitspolitischen Lage zwar nicht im Vordergrund stehen, deren Aufbau aber viel Zeit und Aufwand benötigt. Dementsprechend sollten Fähigkeiten priorisiert werden, die entweder über alle Lagen zum Einsatz kommen oder deren Aufbau aufwändig und zeitintensiv ist.

Die Mehrzweckkampfflugzeuge, die beim Erhalt der Verteidigungsfähigkeit auch in der Erdkampfrolle zum Einsatz gelangen würden, müssten in der normalen und besonderen Lage befähigt sein, die Wahrung der Lufthoheit durchzusetzen. Hierfür wäre eine Kampfflugzeugflotte mit entsprechender Durchhaltefähigkeit und somit Grösse zwingend.^[80]

Auswertungen von modernen bewaffneten Konflikten und ein Blick in die Weiterentwicklungsaktivitäten anderer Staaten zeigen die hohe Bedeutung der Luftkriegführung.

[76] Englisch *strike packages* genannt. Darunter versteht man eine Anzahl Flugzeuge mit unterschiedlichen, sich gegenseitig ergänzenden Eigenschaften, die gemeinsam ein Bodenziel angreifen.

[77] GMSF, S.35: Eignung eines Systems, eines Prozesses oder eines Verbandes zur Erbringung einer definierten Leistung im Hinblick auf die Erzeugung eines angestrebten Effekts.

[78] Systeme mit stand-off Aufklärungsfähigkeiten können Flächen seitlich über grössere Distanzen absuchen. Damit entzieht sich das Aufklärungssystem den gegnerischen Abwehrsystemen.

[79] Definitionen der Ausprägungsgrade:

Vollbefähigung: Der gesamte Prozess wird beherrscht, sämtliche Massnahmenbereiche sind vollständig alimentiert (dh es besteht eine Doktrin und eine entsprechende Organisation, welche personell ausgestaltet ist, sämtliche betroffenen Armeeingehörigern werden/sind ausgebildet und das Material ist in der nötigen Menge vorhanden);

Teilbefähigung: Der Prozess wird angewendet, es besteht eine Doktrin mit den nötigen Einsatzverfahren, welche ausgebildet werden, und es existiert eine entsprechende, allenfalls personell nicht vollständig alimentierte, Organisation. Teile des Materials und der Munition (Übungsmunition, minimaler Bestand an Kriegsmunition) sind vorhanden.

Minimalbefähigung: Teile des Prozesses werden angewendet, Teile der benötigten Einsatzverfahren sind beschrieben und werden insbesondere bei Teilen des Berufspersonals und mit ausgewählten Stabsangehörigen ausgebildet. Die internationale Entwicklung wird im Sinne eines Monitorings beobachtet, allfällige neue Erkenntnisse fliessen angemessen in die Doktrinentwicklung und Ausbildung ein.

Keine Befähigung: Verzicht auf Fähigkeitsaufbau.

[80] KKdt Markus Gyga, «Die schweizerische Sicherheitspolitik und ihre Herausforderungen für die Luftwaffe», *Military Power Revue der Schweizer Armee*, Nr. 1 (2010), S. 12-13.

«Freiheitskämpfer» oder «Terroristen»?

Der Kommunikationskrieg zwischen Regierung und Aufständischen im Arabischen Frühling am Beispiel Syriens und Libyens [1]

Kommunikation ist in Konflikten mit entscheidend – heute mehr denn je. In der «battle of the narratives» prallen gegensätzliche Überzeugungen, aber z. T. auch vergleichbare Strategien aufeinander. Es herrscht ein wahrer Kommunikationskrieg. So versuchen alle Akteure im Arabischen Frühling, ihre Sicht der Dinge durchzusetzen: gegenüber der Zivilbevölkerung, dem Gegner, spezifischen Dritten, der Weltöffentlichkeit.

Thomas A. Müller

Dr. phil., Major (Chef Medien/Stv Chef Kommunikation Logistikbrigade 1). Seit 1996 tätig in der Management- und Organisationsentwicklung, Dozent und wissenschaftlicher Coach. Gsteigstrasse 11, Postfach 443, 8703 Erlenbach.
E-Mail: dr.th.mueller@bluewin.ch

Am Beispiel Syriens und mit einem kurzen Rückblick auf Libyen lässt sich dieser Prozess gut darstellen. Dabei muss im Gegensatz zu weit verbreiteten Klischees die Rolle von Internet und «social media» nicht nur betont, sondern auch hinterfragt werden.

Im einzelnen sollen folgende Aspekte untersucht werden:

- allgemeine Facetten heutiger Kommunikation in Konflikten
- Schlüsselfaktoren für die Kommunikation im Arabischen Frühling
- die Bedeutung der «social media» und des Internet für diese Revolutionsbewegungen
- die Kommunikation von Aufständischen und Regierenden in Syrien (Kap. 3.1. und 3.2) sowie in Libyen

Der ägyptische Präsident Hosny Mubarak war seit 30 Jahren an der Macht, als er im Frühjahr 2011 vor die Demonstranten trat und sagte: «Ich bin doch euer Vater.» Die Menschen riefen ihm zwei Wörter zu, die noch lange auf Transparenten und in Sprechchören auf dem Tahrir-Platz zu hören waren: «Hau ab!» [2] Viele zogen einen Schuh aus und hielten ihn in die Luft – eine der übelsten Beleidigungen in diesem Kulturkreis. Kürzer und schlüssiger lässt sich kaum wiedergeben, welche radikale Veränderung der Arabische Frühling in Gang gesetzt hat und mit welcher Wucht unterschiedliche mentale

Modelle aufeinander prallten und noch immer prallen.

Die Szene spiegelt auch eine Radikalisierung in der Kommunikation wider. Im folgenden Beitrag geht es darum, am Beispiel Syriens und Libyens Akteure, Strategien, Mittel und Kontext eines – das Wort sei erlaubt – wahren *Kommunikationskriegs zwischen Regierung und Aufständischen* darzustellen. In diesem Krieg begegnen sich Jahrhunderte alte Mechanismen und neuere Elemente, aber auch Phänomene, die in ihrer Ausprägung charakteristisch sind für die (so ein von der «Frankfurter Allgemeinen» eingeführtes Kunstwort) «Arabellion».

Kommunikation in Konflikten: allgemeine Facetten

Kommunikation ist ein zentrales *Element der psychologischen Kriegsführung*. Neben Neuerungen gibt es auch heute noch ein Instrumentarium, das sich bereits in der Antike bewährt hat, z. B. das Strategem des Ultimatums. So warf die Allianz 1991, zu Beginn von «Desert Storm», über den irakischen Stellungen rund 40 Mio. Flugblätter ab. Deren Inhalt: «Heute kommen diese Flugblätter, und Sie können sich ergeben; morgen fallen Bomben.» Rückblickend sagte ein irakischer General: «PSYOPS [psychological operations] waren eine grosse Bedrohung für die Moral der Truppe, übertroffen einzig von den Bombardements der Koalition.» [3]

Kommunikation im Sinn von PR ist eine *Leitdisziplin* geworden – in Politik, Wirtschaft und eben auch in bewaffneten Konflikten. Jeder Staatspräsident, Parteivorsitzende, CEO, General oder Chef einer Konfliktpartei verfügt mittlerweile über seinen Kommunikationsstab. «Spin doctors» geben den Tatsachen den gewünschten «Dreh». Kein Schritt erfolgt ohne «message shaping» (das Elaborieren einer Botschaft),



[1]

ohne «wording» (Definition der Wortwahl). Notfalls muss das «Differenzenmanagement» eklatante Widersprüche zwischen Realität und Kommunikation beheben. Es geht oft weniger um die Fakten als um deren Wahrnehmung. Die «perception» ist leichter zu manipulieren als die Tatsachen.

Fokussiert man auf bewaffnete Konflikte, wird ein *ökonomischer Faktor* deutlich: Kommunikation kostet zwar auch Geld, aber nie so viel wie Waffensysteme, und der Wirkungshebel kann beeindruckend sein. Zum Finanziellen: In den Jugoslawien-Konflikten zwischen 1991 und 2002 investierten die Kroaten 50 Mio. USD in Kommunikation, die Kosovo-Albaner 1.3 Mio. USD, die Bosnier 0.9 Mio. USD und die Serben 1 Mio. USD.

Die «perception» ist leichter zu manipulieren als die Tatsachen.

Zur *Wirkung* eine Aussage von General Schwarzkopf aus dem Jahr 1991: «Ich wusste in der Theorie, wozu PSYOPS da sind – das hatte ich in der Schule gelernt. Aber als ich PSYOPS aus erster Hand erlebte, erkannte ich ihren Wert, der weit grösser ist, als ich angenommen hatte. In Zukunft werde ich mich vor jeder Operation um PSYOPS kümmern.» [4]

Der Arabische Frühling

Schlüsselfaktoren für die Kommunikation

Es sollen hier jene Aspekte des Arabischen Frühlings zur Sprache kommen, die direkt oder indirekt mit der *Dimension «Kommunikation»* zusammenhängen. Ein grundsätzlicher Aspekt ist der, dass sich überhaupt Menschen im arabischen Raum gegen die herrschenden Missstände erhoben, ihren Protest in Worten und Aktionen realisiert und damit sehr viel an persönlicher Sicherheit und Unversehrtheit riskiert haben und noch immer riskieren. Es drohten und drohen ihnen Tod, Verwundung, Inhaftierung, Folter – und dies im Fall Syriens seit dem Frühjahr 2011 bei immer noch offenem Ausgang des Konflikts. Das Ganze liesse sich auf die Formel bringen: Ein entscheidendes Moment der «Arabellion» besteht darin, dass *Kommunikation überhaupt erst gewagt* worden ist.

Des weiteren zeigt sich das Bemühen um eine neue arabische Identität. *Identität* ist eines der Schlüsselthemen jeglicher Kommunikation. Die Frage lautet: Wer sind wir? Als wer wollen wir wahrgenommen werden? Die Oppositionellen stossen in ein gewisses Vakuum vor, dessen Hintergründe ernüchternd sind. Der Panarabismus ist gescheitert, der Sozialismus führte nicht zum Wohlstand aller Bürger, der Kapitalismus vertiefte den Graben zwischen Arm und Reich, und der Islamismus, z. B. im Iran, hat keine Vorbildfunktion. Die Rückwärts-Besinnung auf das Goldene Zeitalter im 8. und 9.

Jahrhundert, als die griechischen Philosophen ins Arabische übersetzt wurden und eine rationalistische Theologie Staatsdoktrin war, führt, so eine pointierte Formulierung, zu einem «Disney-Land-Islam» [5].

Für westliche Betrachter ist es nichts Aufsehen Erregendes, wenn Menschen auf die Strasse gehen, um gegen oder für etwas zu demonstrieren. Im arabischen Raum ist das ganz anders. Etwas plakativ liesse sich sagen: Die *autokratischen Systeme* duldeten kaum *Pluralismus*; entsprechende Bewegungen wurden mehr oder minder gewaltsam unterdrückt. Tendenzen zu einer arabischen *Identitätssuche* wurden als Angriffe auf den status quo aufgefasst, den die Regierungen und deren Systeme bestimmten.

Identität ist eines der Schlüsselthemen jeglicher Kommunikation.

Einen *Individualismus* im westlichen Sinn kannte man kaum; Familie und Clan waren die Orientierungssysteme.

Die Aufständischen sehen sich *komplexen Systemen* gegenüber. Das macht die *Kommunikation* der eigenen Anliegen insofern schwierig, als sich die einzelnen Elemente solcher Systeme nicht immer klar von einander trennen lassen. So ist darauf hingewiesen worden, dass von alters her «die Alphabetisierungsquote [...] politische Umwälzungen mit sich bringt» [6], in andern Worten: ein enger *Zusammenhang zwischen Alphabetisierung und Revolutionen* besteht. Es klingt banal, hat in unserem Zusammenhang aber eine gewisse Brisanz: Flugblätter, Mails, SMS und Homepages vermag nur zu verstehen, wer lesen kann. Ohne diese Fähigkeit ein «homo politicus» zu sein, dürfte sich als schwierig erweisen. Zudem gibt es eine *Korrelation von Alphabetisierung, Geburtenrate und Geschlechterverständnis*: «Wenn die Frau lesen kann, bekommt sie weniger Kinder.» [7] Diese Aussage liesse sich auch umkehren: Eine Frau, die nicht lesen kann, bekommt mehr Kinder und hält das für einen Teil ihrer Identität. Eine Alphabetisierung kann also auch als Angriff auf ein bestimmtes *Gender-Denken* und auf bestehende *familiäre und demografische Strukturen* aufgefasst werden. Die Fähigkeit, zu lesen und zu schreiben, kann einen erheblichen Generationenkonflikt schaffen: «Die ältere Generation hat ihre Autorität verloren, weil sie nicht lesen kann.» [8] Wenn Lesen und Schreiben an sich schon eine grosse Tragweite haben – was bedeutet dann der souveräne Umgang mit *modernsten Kommunikationsmitteln*?

[1] Stand 2.4.2012.

[2] BURCHARD, Amory: Ein Jahr Arabischer Frühling. «Ein unglaublicher Bruch mit Autoritäten». Abgerufen am 1.4.2012 unter <http://www.tagesspiegel.de/wissen/ein-jahr-arabischer-fruehling-ein-unglaublicher-bruch-mit-autoritaeten/6048412.html>

[3] Abgerufen am 1.4.2012 unter <http://www.psywarrior.com/quotes.html>

[4] Abgerufen am 1.4.2012 unter <http://www.psywarrior.com/quotes.html>

[5] BURCHARD, Amory: a. a. O.

[6] TODD, Emanuel: Frei! Der arabische Frühling und was er für die Welt bedeutet. München / Zürich 2011. S. 31. Französische Originalausgabe: Allah n'y est pour rien. Paris 2011.

[7] TODD, Emanuel: a. a. O., S. 25.

[8] TODD, Emanuel: a. a. O., S. 34.

[1] In der Tradition des Ultimatums: «Sollten Sie Ihre Waffenstellungen nicht verlassen und Ihre Ausrüstung nicht niederlegen, bezahlen Sie mit dem Leben!» Flugblatt der Koalition in Libyen. (Quelle: psywarrior.com)



[2]

Auch *wirtschaftliche Faktoren* spielen eine Rolle. Viele Länder im arabischen Raum alimentierten bis vor kurzem mehr als die Hälfte ihrer Staatseinnahmen aus dem Öl- und Gasgeschäft – Mittel, die sie also nicht über Steuern generieren mussten. «Sie brauchen» die Bürger «nicht zu besteuern, können sie vielmehr subventionieren und ihnen damit den politischen Schneid abkaufen. Lange Zeit konnten sogar Staaten, die selbst nicht zu den grossen Ölexporturen gehören, über Hilfen und Zuschüsse aus der Golfregion von dieser Form der politischen Ökonomie profitieren.» Wer sich also gegen das bestehende, auf diesen Gegebenheiten beruhende System wendet, muss sich u. U. den Vorwurf gefallen lassen, *ökonomische Vorteile* aufs Spiel zu setzen, von dem *breite Kreise profitieren*.^[9]

Ein wichtiges Element bei der Analyse von Kommunikationsstrategien bildet die *Umwelt*. So sind im Zusammenhang mit dem Arabischen Frühling neben *Parallelen* auch Unterschiede zwischen den einzelnen Ländern festzustellen. Parallelen bestehen in einer misslichen Herrschaftsrealität in der, so die amerikanische Organisation Freedom House, «am wenigsten freie[n] geografische[n] Region in der Welt». Gemeinsamkeiten bilden zudem Korruption der Eliten, Repressalien durch Geheimdienste und Polizei sowie eine Arbeitslosigkeit, die vor allem der Bevölkerungsmehrheit unter 30 jegliche Zukunftsperspektiven verwehrt, wie gut ausgebildet sie auch immer ist.

So sehr der Begriff des Arabischen Frühlings Einheitlichkeit suggerieren mag: Es bestehen auch Unterschiede ...

Fokussiert man auf *Libyen* und *Syrien*, so gibt es, wie weiter unten ausgeführt wird (Kap. 4), ebenfalls Parallelen in der Umwelt. In beiden Ländern entwickelte sich ab Frühjahr 2011 ein äusserst ausdauernder und motivierter Widerstand gegen das repressive Regime eines Autokraten.

So sehr der Begriff des Arabischen Frühlings Einheitlichkeit suggerieren mag: Es bestehen auch *Unterschiede* in den gesellschaftlichen Verhältnissen, der politischen Lage und der wirtschaftlichen Situation. Verallgemeinernd von einer «Brotrevolution» zu sprechen wäre verfehlt. Im Fall Libyens und Syriens besteht der entscheidende *Unterschied* darin, dass

in Libyen ab März 2011 die *westliche Koalition* mit militärischen Mitteln in den Konflikt eingriff. In Syrien kann davon nicht die Rede sein.

Im Gesamtzusammenhang ist ein *pauschales Urteil* über die arabische Welt zu hinterfragen, demzufolge diese nichts «anderes hervorbringen» vermöge «als Bombenleger, Zwangsehen, Ehrenmorde, Fatwas, Gesichtsschleier, die Scharia, den Dschihad, die Vielweiberei und alle möglichen Gewalttaten»^[11]. So öffnet sich z. B. von der strengen Observanz eines Saudi-Arabien bis zum laizistischen Marokko ein ganzes Spektrum, wie die Staaten zur *Religion* stehen. Und es gibt eine islamische Pop- und *Unterhaltungskultur*, die der westlichen gleicht: Talent-, Quiz- und Realityshows gehören zum Alltag. Schliesslich sind im arabischen Raum auch manche Gesellschaften im Lauf der letzten Jahre gegenüber *Kommunikations- und Medientechnologie* westlichen Ursprungs offener geworden. In Syrien z. B. waren Internet und «social media» längere Zeit verboten, dann aber wieder erlaubt. Im gesamten arabischen Raum – in den einen Ländern mehr, in andern weniger – verzwanzigfachte sich seit 2000 die Zahl der Internet-User auf 33.5% der Bevölkerung.

Ein Element, das seit jeher zum festen Bestand politischer Kommunikation zählt, ist das *Symbol*. In der «Arabellion» ist das der 27jährige tunesische Gemüsehändler Mohamed Bouazizi, der sich im Dezember 2010 im Protest gegen schikanöse Auflagen für sein Geschäft selbst verbrannte – ein Akt, der nicht selten als Auslöser für all die Aufstände verstanden wird. Allerdings dürfte eine alleinige Kausalität zwischen dem Akt Bouazizis und der Gesamtbewegung des Arabischen Frühlings doch überstrapaziert sein. Die Tatsache, dass kein Experte die «Arabellion» vorausgesehen hat, und das Tempo, mit dem sich dieses Phänomen in der arabischen Welt ausgebreitet hat, sollten nicht zu allzu einfachen Begründungen verführen.

Internet und «social media»

Arabischer Frühling und Schlagwörter wie «*Internet*» bzw. «*social media*» oder «*e-Revolution*»^[12] werden häufig im selben Atemzug genannt. Es ist z. B. die Rede von einer «Generation Facebook»^[13], die einen regelrechten Domino-Effekt ausgelöst habe. Und in Arabiens Cafés wird gern der folgende Witz erzählt: «Mubarak trifft im Jenseits auf Nasser und Sadat. Womit haben sie dich umgebracht», fragt Nasser, «mit Gift, so wie mich?» Und Sadat: «Oder mit einer Kugel, wie mich?» Daraufhin Mubarak: «Nein, mit Facebook». Zu dieser Auffassung gibt es aber einiges anzumerken. Erstens waren elektronische Medien bereits *längere Zeit* vor den Aufständen im Nahen und Mittleren Osten *verbreitet*, z. B. in Syrien mit ca. 20% der Bevölkerung. Zweitens sind elektronische Alternativmedien als Katalysatoren von Revolten *nichts Neues*. Bereits 1994 operierten die aufbegehrenden Zapatistas in Mexiko mit Newsgroups, Mailing-Listen und Webseiten, und 2009 wurden im Zug der Wahlen im Iran Internettechnologien wie Twitter, Youtube, Skype oder Facebook verwendet, um auf Repressionen gegen Regierungskritiker international aufmerksam zu machen. Drittens legen viele Kommentare und Analysen nahe, dass die Protestbewegungen von Marokko bis Syrien ohne diese medialen Voraussetzungen bzw. Mittel und Multiplikatoren undenkbar wären. Klar ist, dass das Internet und die «social media» ein «*Fenster in die Welt*» bedeuten, dass andere, v. a. westliche Kulturen mit einem

Mal unzensuriert präsent sind. Ebenso klar ist auch, dass die Nutzniesser dieses Phänomens zur Hauptsache die jungen, gebildeten Kreise sind – drei Viertel der Facebook-User in Ägypten, Tunesien, Marokko und Jemen sind 16- bis 34-jährig.

Doch leider wird im Hinblick auf die Nutzung im Rahmen der Revolte *zwischen Aktivitäten und Wirkung nicht immer sauber unterschieden*. Mit einer SMS-Kampagne oder einer Rebellen-Homepage allein ist im physischen Sinne noch kein Regierungssoldat entwapnet, kein Panzer angehalten, kein Häftling aus dem Folterkeller befreit worden. Nicht ganz zutreffend ist denn die folgende Formulierung in einem «Nato-Brief»: «Der Che Guevara des 21. Jahrhunderts ist das Netzwerk.»^[15] *Im Zentrum einer Revolte* handelt zuguterletzt *der Mensch und nicht das Medium*.^[16] Man müsste also eher sagen: «Der Che Guevara des 21. Jahrhunderts ist die Person am Netzwerk». Aber, und das sei nicht unterschätzt, vieles kann auf diesem Weg initiiert werden, und als *Organisationsinstrument* sind Facebook und Twitter von grosser Bedeutung. So können mit ihnen kurzfristig, für die Öffentlichkeit unvorhersehbar und weitgehend von Zensur unbehindert «sit-ins», Demonstrationen, Schweigeminuten oder «flashmobs» in die Wege geleitet werden – alles friedliche Verlautbarungen mit grossem Symbolwert. Berühmt wurde eine «flashmob»-Aktion in Tunis vom Mai 2010, bei der alle Teilnehmer ein weisses T-Shirt trugen. Oder man denke an den ägyptischen Widerstand, wo auf diesem Weg Massnahmen zum Schutz vor Tränengas kommuniziert wurden: eine Flasche Essig, eine Zwiebel, eine Flasche Cola und ein Halstuch; das essiggetränkte Halstuch kommt vor Mund und Nase, die Zwiebel erhöht die Wirkung des Essigs, und mit der Cola kann man sich die Augen ausreiben.

Von grossem taktischen Vorteil ist die Tatsache, dass sich über «social media» vieles dezentral und doch gleichzeitig organisieren lässt ...

Von grossem taktischen Vorteil ist die Tatsache, dass sich über «social media» vieles dezentral und doch gleichzeitig organisieren lässt, dass sie äusserst kostengünstig sind und kaum Infrastruktur erfordern. Sie schaffen einen offenen Kommunikationsraum und geben dem Einzelnen das Gefühl, Teil von etwas Grösserem zu sein und dennoch seine Individualität ausleben zu können: «Die Tendenz ist klar: das Internet stärkt die Rolle und das Selbstbewusstsein des Subjekts.»^[17]

«Social media» sind *Beschleuniger der Revolte*, das lässt sich nicht von der Hand weisen. Sie schaffen eine Gegen-Öffentlichkeit, sie geben Botschaften und – noch wichtiger – Bildern weltweit «publicity». Diese wiederum können schon fünf Minuten später in den online- und TV-Sendern weiter verbreitet werden. Gerade in Ländern wie Syrien, wo eine Einreiseperrre für ausländische Medienleute besteht, bilden «social media» den massgeblichen Kanal nach aussen. Es gibt im Cyberraum keine Landesgrenzen, und religiöse, ethnische und sexuelle Minderheiten bekommen eine Stimme. Der Cyberraum ermöglicht eine Kommunikation, die parallel zum hauptsächlich vom Staat gelenkten Mainstream stattfin-

det. Allerdings ist am Beispiel Ägyptens deutlich geworden, dass es längerfristig eine Revolte ohne Internet und «social media» durchaus geben kann: Nach der Abschaltung des Internet ging der Protest unvermindert weiter.

Die Aufständischen verfahren im Cyberraum wie *Guerillas*. Sie schalten ihre Seiten für kurze Zeit über einen proxy-Server auf und schliessen sie dann wieder. In Internetcafés fahren sie mit ihrer Arbeit fort, wenn Mail und Facebook für sie gesperrt worden sind. Sie betreiben mehrere Facebook-Konten gleichzeitig, und es teilen sich mehrere Leute das gleiche Passwort, um Anti-Regierungs-Publikationen zu vernichten, wenn einer von ihnen verhaftet wird. Es liesse sich zusammenfassend von einem andauernden Katz-und-Maus-Spiel sprechen. Die einflussreichsten Akteure im Netz sind die sogenannten «spreaders», also «Verbreiter», die dem Kern eines Netzwerks nahe sind und Massenversände auslösen.

Zu den wichtigen Internet-basierten Textformen zählt der *Blog*, so auch im Nahen und Mittleren Osten. Erste grössere Bekanntheit erlangte «Bagdad Burning», in dem eine junge Irakerin mit dem Pseudonym «Riverbend» ab 2003 von ihrem Kriegsalltag berichtete.^[18] Ab 2007 betrieb die 1984 geborene Tunesierin Lina ben Mhenni ihren Blog «A Tunisian Girl»^[19], der weltweit für Aufsehen sorgte. Er trug ihr u. a. den Blog-Award der Deutschen Welle ein, ja es war von ihr auch im Zusammenhang mit dem Friedensnobelpreis die Rede. Sie publizierte 2011 ein schmales Buch mit dem Titel «Tunisian Girl – Blogueuse pour un printemps arabe»^[20].

Der Blog «A Tunisian Girl» hat seine *Stärken*, aber auch *Schwächen*. Eindrücklich ist das feu sacré, mit dem die nierenkranke junge Frau bis zur Erschöpfung weiterarbeitet, sich von Repressalien, Verhaftungen oder Einbrüchen nicht beirren lässt. Sie spricht die Sprache der «Internauten», also der Internetnutzer: «Bloggosphäre», «Cyber-Aktivismus», «Cyber-

[9] PERTHES, Volker: Der Aufstand. Die arabische Revolution und ihre Folgen. München 2011. S. 19.

[10] PERTHES, Volker: a. a. O., S. 16.

[11] TODD, Emanuel: a. a. O., S. 12.

[12] Vgl. die Internet-Präsentation von HAMD1, Qualid: e-Revolution@Tunisia. Abgerufen am 7.4.2012 unter <http://issuu.com/localglobal/docs/invest-in-tunisia-it?mode=embed&viewMode=presentation&layout=http%3A%2F%2Fskin.issuu.com%2Fv%2Fcolor%2Flayout.xml&backgroundColor=FFFFFF&showFlipBtn=true>

[13] Vgl. LEISTERT, Oliver / RÖHLE, Theo (Hg.): Generation Facebook. Über das Leben im Social Net. Bielefeld 2011.

[14] Vgl. VON RANDOW, Gero: Revolution online. Arabiens Freiheit kommt aus dem Netz. Abgerufen am 2.4.2012 unter <http://www.zeit.de/2011/07/P-Widerspruch>.

[15] Abgerufen am 2.4.2012 unter http://www.nato.int/docu/review/2011/Social_Medias/21st-century-statecraft/DE/index.htm

[16] Vgl. BUDKA, Philipp. In: Menschen – nicht Medien – revoltieren. Abgerufen am 2.4.2012 unter <http://diepresse.com/home/meinung/debatte/629547/Menschen-nicht-Medien-revoltieren>

[17] «Quantara»-Interview «Meinungsbildung durch Internet?» mit Albrecht Hofheinz. Abgerufen am 2.4.2012 unter <http://de.quantara.de/Meinungsbildung-durch-Internet/716c6791p102/index.html>

[18] RIVERBEND: Bagdad Burning. New York 2005. Deutsche Ausgabe: Bagdad Burning. St. Pölten / Salzburg 2006.

[19] Abgerufen am 2.4.2012 unter <http://atunisiangirl.blogspot.com>

[20] BEN MHENNI, Lina: Tunisian Girl – Blogueuse pour un printemps arabe. Montpellier 2011. Deutsche Ausgabe: Vernetzt euch! Berlin 2011. Tunisian Girl – Blogueuse pour un printemps arabe. Montpellier 2011.

[2] Demonstration in Bengazi: eine «kritische Masse» erreichen, von der ein strategisches Moment ausgeht. (Quelle: psywarrior.com)

cops», «Hacktivisten». Sie selbst bezeichnet sie als «freies Elektron»^[21], das weder Hierarchien noch Grenzen jedweder Art anerkennt. Schwächen hat ihr Blog allerdings in doppelter Hinsicht. Lisa ben Mhenni konzentriert sich zum einen stark auf sich und ihre Freunde sowie auf das Feindbild, doch auf die Verfassung der gesamten Gesellschaft und andere, auch externe Faktoren geht sie nicht ein. Zum andern fehlt eine Relativierung der «social media».

Die Entwicklung vom arabischen zum lateinischen Alphabet macht zudem deutlich, dass die Revolten keine oder nur geringe religiöse Bewandnis haben.

Im Zusammenhang mit den elektronischen Medien spielt das *Sprachliche* eine wichtige Rolle. Nur wenige Menschen im arabischen Raum sprechen, geschweige denn schreiben korrektes Hocharabisch. So ist eine Kunstsprache entstanden, die man auf einfache Weise verwenden kann: das Arabizi. Die Bezeichnung stützt sich auf die Verbindung von «arabic» und «easy» ab. *Arabizi* wird beim Chat, in SMS, Foren und Blogs sowie Facebook und Twitter eingesetzt. Der Clou besteht darin, dass man anstelle der hocharabischen Zeichen die lateinischen Buchstaben nimmt und für jene Buchstaben, die bloss im Arabischen existieren, Ziffern. Das Hocharabische, das beim Gebet und im Koran verwendet wird und das nur wenige Personenkreise wie die Prediger beherrschen, wird somit verzichtbar, und das Arabizi ist in dieser Hinsicht durchaus demokratiefördernd. Die Entwicklung vom arabischen zum lateinischen Alphabet macht zudem deutlich, dass die Revolten keine oder nur geringe religiöse Bewandnis haben.

Syrien

Die Aufständischen

Die Grausamkeit und der Zynismus Präsident Bashar al-Asads und seiner Sicherheitskräfte hat eine Parallele im Jahr 1982. Sein Vater, General Hafez al-Assad, liess damals die aufständische Stadt *Hama* dem Erdboden gleichmachen. Dieses Massaker hatte sich, so die Formulierung eines Zeitzeugen, «wie ein bleierner Sargdeckel auf die Republik Syrien gelegt.»^[22] Und heute ist Hama erneut eine hart umkämpfte Hochburg des Protests, und wieder geschehen Massaker. Die Stadt kommt nicht zur Ruhe. Es wird sich weisen, wie weit der Waffenstillstand von Dauer sein wird. Neu ist aber, dass dieser «Sargdeckel» kaum mehr besteht, ja dass staatliche Übergriffe dank aggressiver und systematischer elektronischer Kommunikation des Aufstands innert Minuten weltweit bekannt gemacht werden.

Die *Aufständischen* praktizieren eine höchst *einfallreiche und innovative Kommunikation*. So haben sie eine Applikation fürs iPhone in Umlauf gebracht. Sie heisst «*Souria Wa Bas*», zu deutsch «Syrien allein», ist in Arabisch und seit einiger Zeit auch in Englisch gehalten und kann in westeuropäischen Ländern problemlos aus dem App Store heruntergeladen werden. Sie bietet Landkarten und Kalender, Twitter- und e-Mail-News und auf einzelne Städte zugeschnittene Informationen. In einer Art «mission statement» schreiben

die Verantwortlichen: «Angesichts der sich rasch entwickelnden Verhältnisse in Syrien und der Bemühungen gewisser Kreise, die Tatsachen zu verfälschen, stellen wir die wichtigsten syrischen Nachrichtenquellen zur Verfügung. Dabei geht es auch darum, die meisten Videos und News so rasch zu verbreiten, wie das möglich ist. Mit der Absicht, die Neuigkeiten über unser geliebtes Land zu verbreiten, haben wir dieses Programm in der vorliegenden Form geschaffen.»^[23] Nicht zuletzt die «*Souria Wa Bas*»-Applikation hat die Regierung veranlasst, iPhone-Nutzer hart zu bestrafen. Allerdings gibt es unter den Syrern nur wenige solcher User. Weit mehr betroffen sind die ausländischen. Sie gelten als Spione und werden inhaftiert. Der schlechte Witz am Ganzen: Andere «smartphones» sind erlaubt.

Zu den Aktivitäten der Aufständischen zählt auch die Gründung der Facebook-Gruppe «*The Syrian Revolution Against Bashar*» in einem Souk von Damaskus.^[24] Facebook erweist sich als hervorragender Multiplikator. Eine weitere Aktivität entwickelt der syrische Widerstand in Form von systematischem Networking im Ausland, v. a. in den USA. Der Gründer der Jugendbewegung «*Youth for Justice*», *Ahed al-Hendi*, arbeitete vor seiner Flucht mit der Organisation *CyberDissidents* zusammen, einer internationalen «non-partisan group comprised of a diverse range of nationalities, religions and ethnicities».^[25] Er wurde verhaftet und gefoltert. Später gelang ihm die Flucht in die USA, wo er u. a. mit der UN-Menschenrechtskommission zusammenarbeitet und systematisches *Lobbying* betreibt. Er versteht sich als Sprachrohr der Aufständischen in der westlichen Staatenwelt. Seine Homepage ist state of the art mit Videos und Links zu Publikationen, mit politischen Analysen, Reportagen, Interviews und persönlich gehaltenen Porträts.^[26] Auf ihr sind auch zwei Logos zu sehen, eines für den syrischen Widerstand und eines gegen Zensur. Das erste kann es mit seiner hochprofessionellen Gestaltung mit jedem Erkennungsbild eines Unternehmens oder einer Organisation aufnehmen (siehe Abb. 3).

Die *Internetaktivisten* verkörpern modernen Pluralismus: in religiöser Hinsicht mit Christen, Muslimen unterschiedlichen Glaubens und Säkularen; politisch mit Demokraten wie Linken; demografisch neben den Leuten, die – wie die Jungen – nichts oder wenig zu verlieren haben, zunehmend auch mit der Mittelschicht; in ethnischer Hinsicht u. a. mit Minderheiten wie den Kurden. Eine besondere Rolle spielt die im Juli 2011 gegründete *Free Syrian Army* (FSA). Sie ist eine bewaffnete Widerstandsgruppe, die sich aus Deserteuren der staatlichen Armee rekrutiert. Ihr Anführer, Oberst Riad al-Asaad, verkündete die Zusammenarbeit mit den Aufständischen und erklärte alle Sicherheitskräfte, die gegen die eigene Bevölkerung vorgehen, zu feindlichen Zielen. Im November 2011 übernahm die FSA die Verantwortung für den Anschlag auf ein Gebäude des Luftwaffen-Nachrichtendienstes. Mitte Januar 2012 zählte sie rund 40 000 Mann, der heutige Bestand ist unbekannt. Auch die FSA betreibt Öffentlichkeitsarbeit, u. a. mit einer Homepage.^[27] Auch hier werden zivile Standards mehr als erfüllt – die Kommunikation gehört zu den strategischen Schlüsselementen.

Allgemein lässt sich sagen, dass das *Wachstum der Widerstandsbewegungen* und die *elektronische Kommunikation* in enger *Wechselwirkung* zu einander stehen. Einerseits verbreiten die Medien entsprechendes Gedankengut und fördern

so die Rekrutierung neuer Mitglieder, und andererseits vervielfachen diese durch das «spreading» die Zahl der User. Das kann schnell beachtliche Erfolge zeitigen. Als im Dezember 2011 im Zusammenhang mit dem im August erlassenen Wahlgesetz in ganz Syrien Wahlen auf lokaler Ebene durchgeführt wurden, zählte der Widerstand innert 30 Tagen 87 000 User und 580 000 Protestmails. Diese Zahlen widerspiegeln eine innere Logik des Kommunikationskriegs der Aufständischen: Es handelt sich darum, eine «kritische Masse» zu erreichen, von der ein strategisches Moment ausgeht.^[28]

Allgemein lässt sich sagen, dass das Wachstum der Widerstandsbewegungen und die elektronische Kommunikation in enger Wechselwirkung zu einander stehen.

Wichtige Multiplikatoren sind auch die *syrischen Expats*. Im Februar 2011 rief die Facebook-Gruppe «The Syrian Revolution» zu einem «Tag der Wut» auf. Sie fand innert wenigen Tagen mehr als 14 000 Unterstützer. Die Proteste fanden nicht nur in Syrien statt, sondern auch vor den Botschaften in Kanada, Grossbritannien, den USA, Frankreich und Deutschland. Das Ziel waren das Ende der Alleinherrschaft der Baath-Partei, freie Wahlen, uneingeschränkter Zugang zu Medien und die Freilassung aller politischen Gefangenen. Expats, die sich mit dem Widerstand gegen das Assad-Regime identifizieren, haben sich unter dem Dach des Syrischen Nationalrats (Syrian National Council, SNC) organisiert. Die 2011 in Istanbul gegründete Vereinigung zählt nach eigenen Angaben rund 60 Prozent aller Assad-Gegner und ist von der EU offiziell anerkannt worden.^[29]

Die *narrative* der Aufständischen besteht darin, die Missstände unter der Regierung Assad anzuprangern und entsprechende Forderungen zu stellen bzw. ihre Vision eines freien Syrien zu kommunizieren. Die hauptsächlichsten Anliegen sind die *Grundrechte* wie Versammlungs- und Redefreiheit oder das Recht, politische Parteien zu gründen. Sich selbst stellen die Aufständischen als Opfer dar – ein sicher berechtigtes Selbstbild, das aber, wie weiter unten angeführt, auch die Regierung für sich reklamiert. Die *Opfer-Täter-Zuschreibung* gehört zum ehernen Bestand von Propaganda und psychologischer Kriegsführung. Allgemein lässt sich sagen, dass die Diskrepanz zwischen der staatlichen *narrative* und jener der Protestierenden immer noch grösser wird. Dazu führen nicht zuletzt die Internet-Aktivitäten auf beiden Seiten. V. a. die Aufständischen können verblüffende Wege einschlagen, so im Rahmen sog. schwarzer *Propaganda*. Im Frühjahr 2011 veröffentlichte die Gruppierung «Syrian Electronic Army» eine gefälschte Regierungs-Website mit Instruktionen, wie die Aufständischen zu bekämpfen seien.

Die *narrative* lässt sich wie aufgezeigt auch wirkungsvoll über symbolische *Persönlichkeiten* kommunizieren. Im Fall der Aufständischen ist das u. a. Saleh al-Ali (1884–1950), der Anführer der syrischen Revolution gegen die französische Besetzung nach dem 1. Weltkrieg. Seine Enkelsöhne erklärten ihn zum Vorläufer des heutigen Widerstands und machten ihn damit zu einer charismatischen Identifikations- und Inte-



[3]

grationsfigur für die unterschiedlichen Vertreter des Protests.

Syrien hat eines der härtesten *Polizeiregimes* im Nahen und Mittleren Osten. So üben sich Blogger mitunter in Selbstzensur. Das hat v. a. damit zu tun, dass die elektronischen Medien in Syrien nach längerem Verbot zwar erlaubt sind, die Regierung sich ihrer jedoch ebenfalls bedienen kann. *Hacking* und *tracking* sind jederzeit zu gewärtigen. So wurde die Oppositions-Website «Syrian Revolution 2011» mit ca. 150 000 Besuchern im April 2011 gehackt – dies allerdings mit wenig Erfolg: Innert wenigen Stunden war ein neuer Auftritt auf dem Netz, der gleich zu Beginn schon 2000 Besucher hatte.

Die *narrative* lässt sich wie aufgezeigt auch wirkungsvoll über symbolische Persönlichkeiten kommunizieren.

Eine *Brüskierung* sondergleichen war für die Aufständischen der Einsatz der *Beobachtermission* der Arabischen Liga um den Jahreswechsel 2011/2012. Die rund 150 Beobachter standen unter der Führung des ehemaligen Chefs des sudanesischen Militärgeheimdienstes, Mohammed al-Dabbi, den der Internationale Strafgerichtshof in Den Haag wegen Verbrechen gegen die Menschlichkeit suchen liess. Das war der Glaubwürdigkeit der Mission nicht förderlich. Zudem wurden die Beobachter mehr oder minder offensichtlich getäuscht. Man führte sie in friedliche Siedlungen und gab diese als Ortschaften aus, deren Namen mit den erbitterten Kämpfen zwischen Regierung und Aufständischen verbunden wurden. Man informierte sie über die Freilassung von ein paar hundert Häftlingen, gab ihnen aber keine Möglichkeit, das zu überprüfen. Zudem wäre diese Zahl nicht sonderlich überzeugend gewesen angesichts von rund 25 000 Menschen,

[21] BEN MHENNI: a. a. O., S. 7ff.

[22] SCHOLL-LATOURE, Peter: Arabiens Stunde der Wahrheit. Aufruhr an der Schwelle Europas. Berlin 2011. S. 356.

[23] «Souria Wa Bas. Syrian App.» aus dem App Store (kostenlos)

[24] Sh. <http://www.Facebook.com/pages/Syrian-Revolution-against-Bashar-Al-Assad-English-Page-/102550306498626>, abgerufen am 8.4.2012.

[25] Sh. <http://cyberdissidents.org>, abgerufen am 2.4.2012.

[26] <http://ahedalhendi.com>, abgerufen am 2.4.2012.

[27] Vgl. <http://www.free-syrian-army.com>, abgerufen am 7.4.2012.

[28] VABDEL-SAMAD, Hamed: Krieg oder Frieden. Die arabische Welt und die Zukunft des Westens. München 2011. S. 21.

[29] Vgl. <http://julius-hensel.com/2012/02/eu-erkennt-syrischen-nationalrat-an>, abgerufen am 7.4.2012.

[3] Logo und Anti-Zensur-Emblem des syrischen Aufstands. (Quelle: ahedalhendi.com)

die noch immer inhaftiert blieben. Die «Freigelassenen», die im Fernsehen gezeigt wurden, waren laut Aufständischen ein paar Tage zuvor von der Strasse weg verhaftet worden. Des weiteren seien Zusagen Assads nicht eingehalten worden: ein Ende der Gewalt, der Abzug der Armee aus den Städten und die Freilassung aller politischen Gefangenen. Schliesslich ging das Töten einfach weiter, als ob gar keine Beobachter im Land wären.

In der Folge forderten die Aufständischen den Abzug der Beobachtermission und eine Intervention der Uno. 50 000 Personen demonstrierten auf dem Platz der Grossen Moschee in Duma. Der oppositionelle syrische Nationalrat liess verlauten: «Die Arabische Liga sollte zugeben, dass ihre Beobachtermission gescheitert ist, und die Aufgabe den Vereinten Nationen übergeben.»^[30] Und selbst Mitglieder der Mission vermochten ihre Frustration nicht zu verschweigen. Einer von ihnen bezeichnete sich selbst gar als «Erfüllungsgehilfen des Regimes»^[31]. Für die Aufständischen war das Ganze äusserst *ernüchternd*. Ihre Kommunikation war ja auch darauf hin angelegt, die «hearts and minds» der Länder Arabiens, ja der ganzen Staatenwelt zu gewinnen. Das Scheitern der Beobachtermission machte auf schmerzliche Weise deutlich, wie weit entfernt von einer geschlossenen internationalen Solidarisierung und noch weiter von materieller, wenn nicht gar bewaffneter Hilfeleistung sie waren. Mit dem ganzen Trauerspiel wurde dem Aufstand indirekt kommuniziert: Ihr seid letztlich allein, unsere Partikularinteressen haben Vorrang. Ob die Ankündigung mehrerer Golfstaaten von Anfang April, die «Free Syrian Army» mit Millionen Dollar zu finanzieren, auch Realität wird, muss sich noch weisen.

Ein Ende der Eskalation ist nicht abzusehen – auch in der Kommunikation. Auf beiden Seiten werden systematisch «atrocities accusations» und andere *propagandistische Strategeme* vorgebracht (siehe Kasten «Six Tools for Managing Perception»). So strahlt das syrische Staatsfernsehen in Endloschleife Bilder von Männern aus, die Leichenteile zeigen und islamistische Terroristen für einen Anschlag verantwortlich machen. Die Rebellen wiederum lassen verlauten, Assads Sicherheitskräfte hätten das Verbrechen begangen.

«Wir lehnen einen Dialog ab, solange Panzer unsere Städte angreifen, Scharfschützen auf unsere Frauen und Kinder schiessen und das Regime viele Menschen von der Aussenwelt abschneidet.»

(Syrische Aufständische zu Katars Vorschlag einer Friedensstruppe)^[32]

Am 10. März 2012 fand in Kairo eine Konferenz mit Russlands Aussenminister und den Chefs der Aussenministerien der Arabischen Liga statt. Russland, das sich lange gegen eine Einmischung in die syrischen Verhältnisse gesträubt hatte, willigte in ein *Fünf-Punkte-Programm* ein. Dieses umfasst u. a. die Einstellung der Gewalt bei allen Konfliktparteien, die ungehinderte Lieferung humanitärer Güter und die Unterstützung der Mission von Kofi Annan, dem Sondergesandten von Uno und Arabischer Liga.^[33] Ob diese ambitionierte Zielsetzung erfolgreich sind wird, wird sich weisen. Eine Dimension wird dabei aber immer von Bedeutung sein: die Kommunikation. Sie kann Konflikte entschärfen oder verschärfen, Gräben überwinden oder vertiefen.

Six Tools for Managing Perception

Atrocity accusations

Accuse the other side of committing acts of gross indecency and atrocities that will shock and show the enemy to be sub-human. When values are broken badly, then this legitimizes extreme punishment and revenge. Examples: Bombing a religious building or hospital. Killing innocent victims, especially children.

Hyperbolic inflations

Exaggerate the things they believe or have done to make them particularly terrible. Use generalization to turn one instance into something that happens all the time, or that one person is representative of everyone in their group. Use emphasis to make key things stand out. Examples: Taking the actions of one terrorist as representing the beliefs of everyone they claim to represent. Describing injuries as «horrific» and «mortal».

Demonization and dehumanization

Make them appear as wholly bad in all ways, without hope of redemption or conversion. Frame them as evil animals who seek only to destroy that which we hold dear. Examples: Comparing them with known 'demons' such as Hitler or Pol Pot. Describing their actions as disgusting and abhorrent.

Polarization

Contrast what we and they believe, say and do. Show that they are not like us, putting them and us at opposite poles. Paint our people as glorious heroes, in sharp contrast to their evil villains. Examples: Talk about how our people love God whilst theirs worship the devil. Contrast how they dress and how this is not like us.

Divine sanction

Claim that what you are doing is either required or aligned with higher powers. Show you are more religious and that the holy people are on your side (especially if both sides are of the same faith). Examples: Reinterpret the scriptures to justify your actions. Say you have conversed with God or a religious figure.

Meta-propaganda

Use propaganda about propaganda. Show how they make things up and are deliberately trying to deceive, whilst our messages are based on clear evidence. If you can destroy one piece of propaganda then you shake belief in anything else they say. Meta-propaganda is hence particularly powerful. Examples: Show they have control of the media. Show video footage to support one's own claims.^[34]

Bashar al-Assad

Als Bashar al-Assad im Juni 2000 Syriens Präsident und Generalsekretär der Baath-Partei wurde, entwickelte sich *nicht alles nur zum Schlechten*. Neben der brutalen *Repression* gegen Oppositionelle initiierte er eine *Wirtschaftsreform*, die v. a. den Mittelstand stärkte. Hinzu kamen die Zulassung von *Privatuniversitäten*, die Modernisierung von *Banken* und *Versicherungen*, Reformen in der *Schule*, *elektronische Medien* und die *Bestrafung* von sog. «*Ehrenmord*». Es gilt für Syrien,

was je nach dem auch für andere arabische Länder zutrifft: Mit der wirtschaftlichen Entwicklung wurden auch elektronische Medien zu *Konsumgütern*, was wiederum Auswirkungen auf die Mentalität hatte. Die «Ausgangslage war, dass die Massen in der arabischen Welt nicht auf die Strasse gingen, weil es ihnen heute schlechter

Mit der wirtschaftlichen Entwicklung wurden auch elektronische Medien zu Konsumgütern

geht als früher, sondern umgekehrt. Viele Menschen können sich heute mehr leisten als früher, sie konsumieren mehr und sind mobiler geworden. Das schafft jedoch nicht unbedingt mehr Zufriedenheit. Zu den beliebtesten Konsumgütern auch in den arabischen Staaten gehören Fernseher, Computer und Mobiltelefone. Die wirtschaftliche und die technische Entwicklung führten zwangsläufig auch in Nordafrika und im Nahen Osten zur Entstehung neuer Medien und durch die Konkurrenz zur Veränderung der alten. Das bedeutet, dass die Massen heute mehr Medien konsumieren.» [35]

Assad ist zwischen März 2011 und Jahresbeginn 2012 *nur vier Mal öffentlich aufgetreten*. Einer der Gründe dafür dürfte das Dilemma sein, vor einem Volk zu sprechen, dessen immer breiter abgestützten Widerstand er mit eiserner Hand zu zerschlagen versucht. Auch Assad strebt die Dominanz im Informationsraum an. Dabei verwendet das althergebrachte Instrument der *Zensur*. Er hat aber noch bestimmte *Trümpfe* in der Hand. Ein erster ist die ihm ergebene *staatliche Nachrichtenagentur* «SANA» [36]. Sie berichtete im März 2012 von einer Autobombe, welche Opfer bei Sicherheitskräften und Zivilisten forderte, vom Anschlag eines Selbstmordattentäters, der zu zwei Toten und mehreren Verletzten führte, und vom bewaffneten Überfall auf eine Diesel-Pipeline. Des weiteren sollen Terroristen am Grenzübergang vom Libanon her gehindert worden sein. [37]

Ein zweiter Trumpf in Assads Hand ist das staatliche Fernsehen «*Syrian TV*». Es zeigt Bilder von Fenstern und Autos, die von «Terroristen» zerstört worden seien, sowie Aufnahmen von Stöcken, Äxten, Flaschen und Büchsen, welche die Sicherheitskräfte konfisziert hätten. Es ist in «*Syrian TV*» zudem die Rede von Mobiltelefonen mit «fremden» SIM-Karten, und «reueige Demonstranten» lassen sich bereitwillig interviewen. Ein dritter Trumpf von Assad ist die Tatsache, dass der *Telekommunikationsmarkt* in seinem Herrschaftsgebiet einer der am schlechtesten entwickelten und gleichzeitig am meisten regulierten im ganzen Mittleren Osten ist. Die syrische Telecom besitzt die gesamte *Infrastruktur* für die Telekommunikation. Viertens hat Assads Staatsapparat die *Journalisten* im eisernen Griff. Nur wenige sind überhaupt akkreditiert. Zudem gelten Einreiseperrren für ausländische Medienleute, oder es werden welche ausgewiesen. Fünftens schliesslich war z. B. Facebook seit 2007 verboten und ist jetzt wieder erlaubt. Dabei verfügt die Regierung aber sehr wahrscheinlich über Kontrollinstrumente. Im Mai 2011 versorgte der Iran den syrischen Sicherheitsapparat mit Überwachungstools, mit denen sich Dissidenten tracken lassen. Iran hatte das Programm 2009 im Kampf gegen die auf Demokratie ausgerichtete «Grüne Bewegung» eingesetzt.

«Es kann kein politischer Dialog oder ein politischer Akt Erfolg haben, solange es bewaffnete Terroristengruppen gibt, die Chaos und Instabilität verbreiten.» (Assad nach einem Gespräch mit Kofi Annan) [38]

Assads Repressionsapparat betreibt im erweiterten Sinn auch Kommunikation mit einer *Politik zynischster Machtde-monstration*. In Hama liess er Scharfschützen und Panzer einsetzen und verordnete den Unterbruch der Kommunikation, der Versorgung mit Strom, Wasser und Nahrungsmitteln sowie die Besetzung und teilweise auch die Zerstörung von Krankenhäusern und das Verbrennen von Feldern und Olivenhainen.

Assads narrative ist einfach strukturiert. Auf der einen Seite seine Position, eine des «Opfers» notabene, und auf der anderen die «Täter», in seinem Vokabular «Unruhestifter», «Terroristen», «Agenten des Zionismus», «Handlanger anderer Staaten» und der Al Kaida. «*Syrian TV*» strahlt Interviews mit Bürgern aus, die der Meinung sind, der Aufstand sei vom Westen angezettelt worden. Pro-Assad-Kreise kreieren auf Twitter Listen von Aufständischen und handfeste Drohungen, die sie mit Links zu Fussballspielen, Fotoalben, Grosskundgebungen für den Herrscher und Berichten über die heile Familienwelt des Hauses Assad kontrastieren. BBC, Al-Dschassirah, Press Freedom und sogar Amnesty International werden zu Feinden erklärt. Das Regime behauptet, bei der Opposition handle es sich um eine «internationale Verschwörung» und eine «Prüfung unserer Einheit». Sie werde von Salafisten gesteuert, einer Gruppierung sunnitischer Extremisten. Mit dieser Behauptung schürt Assad die Angst vor einer «Irakisierung» Syriens, also einer Aufspaltung nach Religionen. Diese Worte werden begleitet von gezielten Operationen, z. B. der Beschiessung einer Moschee in Deir Ez-zor. Die Spannungen zwischen den Konfessionen werden verschärft durch Gerüchte wie jenem, die Sunniten wollten alle Bewohner christlicher Viertel massakrieren. Zwar bilden die Christen und die Alawiten Minoritäten, doch die Gefahr von Pogromen existiert de facto nicht.

Assads Kommunikation folgt *Jahrhunderte alten Mustern*. Eines, das häufig in heiklen Phasen eines Herrschaftssystems

[30] LEITHOLDT, Ulrich: Arabische Liga will in Syrien weiter beobachten. Abgerufen am 5.4.2012 unter <http://www.tagesschau.de/ausland/syri-enarabischeliga100.html>

[31] LEITHOLDT, Ulrich: Dem Regime mehr Zeit zum Morden verschafft. Abgerufen am 5.4.2012 unter <http://www.tagesschau.de/ausland/syrien1022.html>

[32] «Staatengemeinschaft weiter gespalten». Abgerufen am 7.4.2012 unter <http://news.orf.at/stories/2109346/2109347/>.

[33] Sh. «Fünf Schritte zum Frieden in Syrien». Abgerufen am 5.4.2012 unter http://german.ruvr.ru/2012_03_11/68122329.

[34] Nach TOFFLER / TOFFLER. Abgerufen am 7.4.2012 unter http://changingminds.org/techniques/propaganda/six_tools_perception_management.htm

[35] ABDEL-SAMAD, Hamed: Krieg oder Frieden. Die arabische Revolution und die Zukunft des Westens. München 2011. S. 81.

[36] Abgerufen am 7.4.2012 unter www.sana.sy

[37] Abgerufen am 5.4.2012 unter google: «sana syria».

[38] LEITHOLDT, Ulrich: Arabische Liga will in Syrien weiter beobachten. Abgerufen am 5.4.2012 unter <http://www.tagesschau.de/ausland/syri-enarabischeliga100.html>



[4]



[5]

auftaucht, ist jenes der Selbstreferenzialität. Die Argumentation, die Darstellung der eignen und der gegnerischen Position, die Schuldzuweisungen und eine immer ausgeprägtere Selbstgerechtigkeit ohne jegliches Unrechtsbewusstsein drehen sich zunehmend nur um sich selbst, bestätigen sich im Sinn einer «self-fulfilling prophecy». Assad findet selbst für die absurdeste Sicht der Dinge noch Beispiele und Belege. Er isoliert sich in einem Cocon von Ja-Sagern und Leuten, die ohne ihn alles verlieren würden. Sein Verhalten erinnert an das Schema von Irren-Witzen: Der Patient will seine Zwangsvorstellungen beweisen, indem er in deren Logik denkt. Assad verschliesst sich jeglicher rationalen, geschweige denn moralischen Reflexion.

Libyen

Die Aufständischen

In vielfacher Hinsicht sind bei den libyschen Oppositionellen die gleichen *Kommunikationsmittel, -kanäle und -strategien* in Erscheinung getreten wie etwas später in Syrien. Auch gegen Gaddafi und seinen Sicherheitapparat wurden die elektronischen Medien eingesetzt, auch hier nahm die Zahl der Aufständischen in der Zusammenwirkung mit diesen Medien schnell zu. Wie dann in Syrien ging es darum, nicht nur im eigenen Land, sondern auch gegenüber der internationalen Staatenwelt die eigene *narrative* gegen jene der Regierung durchzusetzen. Es sollen hier nicht alle Parallelen aufgezählt werden. Vielmehr geht es darum, einige *spezifisch libysche Phänomene* zu beleuchten.

Spezifisch ist, dass die Aufständischen anders als in Syrien relativ früh *internationale Unterstützung* erhielten – nicht nur in der Form von *Luftangriffen* auf Einrichtungen von Regierung und Regierungstruppen, sondern auch im Bereich der *Kommunikation*. Drei Aspekte sind dabei hervorzuheben. Erstens etablierte die Koalition einen ständigen *Kontakt zur Zivilbevölkerung*. Sie setzte diese über Operationen ins Bild, forderte sie auf, sich dem Aufstand anzuschliessen, der seit Februar 2011 mit unterschiedlichem Erfolg im Gang war, und versuchte die «hearts and minds» zu gewinnen, indem sie erklärte, dass sich ihre Waffen ausschliesslich gegen Gaddafis Leute richteten. Leider kam es trotzdem zu einigen «Kollateralschäden» bei der Bevölkerung, die zu ernststen Meinungsverschiedenheiten zwischen Russland und den USA bzw. Grossbritannien führten. Zweitens fokussierten sich die Kommunikationskampagnen – wie während des Kampfs gegen Saddam Hussein – auch auf Gaddafis *Paladine*. Diese

wurden mit einer Flut von Mails, Fax-Mitteilungen und SMS buchstäblich bombardiert – eine Strategie, welche die Israeli seit Jahren auf ihre Gegner im Gazastreifen anwenden. Im Verbund mit weiteren Massnahmen kann sie zur Flucht von Aussenminister Musa Kusa geführt haben und zum Seitenwechsel des Ölministers Schukri Ghanem, der sich den Aufständischen anschloss.

Spezifisch ist, dass die Aufständischen anders als in Syrien relativ früh internationale Unterstützung erhielten ...

Bekannt wurde auch eine Gruppe von Generälen, die zu den Rebellen übertraten. Drittens wurden Gaddafis Truppen aufgerufen, *nicht gegen ihre Landsleute vorzugehen* und ihre *Waffen niederzulegen*. Drastisch gestaltete Flugblätter stellten sie vor das Ultimatum, diesem Appell zu folgen oder ihr Leben aufs Spiel zu setzen.

Im *Kampf um den Informationsraum* erhielten die Aufständischen wertvolle Unterstützung durch die «hard power» der Koalition. Diese unternahm Bombenangriffe auf Einrichtungen der Regierungsarmee und auf Kommunikationsinfrastruktur, so im Juli 2011 auf drei Satellitenantennen des Staatsfernsehens. Zudem wurde die Verbindung zwischen Gaddafi und seinen Truppen mittels elektronischer Kriegsführung immer wieder unterbrochen. All diese Massnahmen ergaben zusammen ein durchorchestriertes Set von Operationen. Sie wurden begleitet durch politische Schachzüge, z. B. die Bestellung des Übergangsrates, ein Darlehen Berlins über 100 Mio. Euro oder die Freigabe von 91 Mio. Pfund aus dem libyschen Ölgeschäft.

Die libyschen Aufständischen hatten einen grossen Trumpf in der Hand: ihren Fernsehsender «*Libya TV*»^[39]. Dieser, wie er sich selbst nennt, «neue Kanal für die freien Libyer» begleitete die Revolution. Im März 2011 wurde er mit viel zivilem Know-how gegründet. Das Management und die rund 100 Mitarbeitenden waren Medienprofis, rekrutiert über *Facebook* und libysche *Exilkreise*. Der führende Mann, Mahmud Shammam, war Exilant und hatte für die arabische Ausgabe des Nachrichtenmagazins «*Newsweek*» gearbeitet. Die ganzen Aktivitäten zeichneten sich durch ein grosses Engage-



[6]

ment und viel revolutionären Schwung aus – so verzichteten die Moderatorinnen demonstrativ auf den Schleier. BBC bot Unterstützung, und Geld floss v. a. aus Exilkreisen. So spendete ein im UK lebender libyscher Geschäftsmann 200 000 Pfund. Der weitgehend unabhängige Sender al-Dschassirah sowie die Rebellen-Website «libya al-yaum» waren weitere Anti-Gaddafi-Stimmen, die sich an der «battle of the narratives» beteiligten. Heute sendet «Libya TV» Nachrichten, Talkshows und Kommentare aller Art.

«Gaddafi, du bist keiner von uns. Niemand wird singen und tanzen, bis du tot bist.»
(Facebook-Seite des Libyan Youth Movement)^[40]

Die Aufständischen waren zu Beginn nur mit *leichten Waffen* ausgerüstet und schlugen sich dennoch sehr effektiv. Das liegt nicht zuletzt an der Motivation und der *Kommunikation nach innen*. Neben Bestand, Ausrüstung, Logistik und Ausbildung spielt die Motivation eine grosse Rolle für den *Gefechtswert einer Truppe*. Wie viel sie auszumachen vermag, zeigt das Beispiel Libyens. Für die *Kommunikation nach aussen* wurden in den taktischen Dispositiven «Rebells' Media Centers» eingerichtet. Allerdings fällt auf die Kommunikation der Aufständischen auch ein unangenehmer Schatten. Sie berichteten von Viagra-Partys und Massenvergewaltigungen auf der Seite der Regierungstruppen – eine reine «atrocity accusation»? Es wurden Zweifel über die Echtheit dieser Nachrichten laut. Während libysche Flüchtlinge diese bestätigten, stellte sie Mahmud Cherif Bassiouni, der im Untersuchungsteam des Menschenrechtsrats der Vereinten Nationen den Vorsitz hat, in Abrede.

Muammar Gaddafi

Gaddafi betrieb während seines Abwehrkampfes intensiv Kommunikation. So machte er die Behauptung, Osama bin-Laden und die Al-Kaida würden hinter den Protesten stecken, zu einem festen Bestandteil seines *Verwirrspiels*. Mehr Realitätssinn bewies er, indem er sich eine *Schwäche der Koalition* zu Nutze machte: Diese trat zu *wenig geschlossen* auf. Das Motto «no boots on the ground» beispielsweise verlor an Überzeugungskraft, als Grossbritannien, Frankreich und Italien Militärberater nach Libyen sandten. Zudem hatten London und Paris im Juli 2011 eine Intensivierung der militärischen Anstrengungen gefordert, in der Koalition aber keine

Unterstützung gefunden. Das Militär ist per se gut für die Erfüllung eindeutiger Aufträge wie Sperren, Halten oder Vernichten geeignet, nicht aber für ständig neu zu interpretierende Operationen wie jene einer «humanitären Militäroperation» im Sinn der Uno-Resolution 1973. Gaddafi machte mal hier, mal dort Friedensangebote oder versprach, mit Hilfsorganisationen zu kooperieren. Zustande kam nichts.

Mit abnehmender Machtbasis griff Gaddafi immer tiefer in seine Trickkiste. Er liess seine Fronttruppen Gasmasken auf sich tragen, um Ängste vor einem Einsatz von C-Waffen zu schüren. Oder er streute das Gerücht, seine Truppen würden die Reihen der Aufständischen infiltrieren und seine afrikanischen Söldner würden systematisch Gräueltaten verüben. Doch irgendwann nützten auch all diese Täuschmanöver nichts mehr, die reelle Grundlage für eine Sieger-narrative war weg. Es blieb – wie bei Assad – die *Selbstreferenzialität*, und diese führte zu Realitätsverlust, Fehlen jeglichen Unrechtsbewusstseins und letzten verzweifelten Rundumschlägen.

«Vorán, greift zu den Waffen, zieht in den Kampf zur Befreiung Libyens aus den Händen der Verräter und der Nato, Zentimeter um Zentimeter [...]! Macht Euch bereit zum Kampf! Das Blut der Märtyrer ist der Treibstoff für das Schlachtfeld.»
(Gaddafi in einer Ansprache)

Der Mann, für den Libyen «sein Haus, sein Zelt, sein persönliches Eigentum» gewesen war, hinterlässt seiner Nachwelt eine äusserst anspruchsvolle Aufgabe, der man sich in näherer oder weiterer Zukunft auch in Syrien stellen müssen: einen funktionierenden Rechtsstaat zu etablieren. Gaddafi selbst blieb bis zu den Begleitumständen seines Todes im Oktober 2011 dem Stil einer schrillen Operette treu. *Er hatte seine narrative bis zum Schluss durchgezogen*, auch wenn er zuletzt fast der einzige war, der noch an sie glaubte. Seine Leiche wurde zur Trophäe für die Aufständischen, zum Symbol für einen Sieg, der lange hätte auf sich warten lassen.

[39] Abgerufen am 7.4.2012 unter <http://www.english.libya.tv>

[40] Minutenprotokoll «Gaddafi rüstet zum Kampf gegen Regimegegner». Abgerufen am 7.4.2012 unter <http://www.spiegel.de/politik/ausland/0,1518,747619-3,00.html>.

[4] Neben der «smart power» auch die «hard power»: libysche Rebellen. (Quelle: psywarrior.com)

[5] Graffiti von Aufständischen: Gaddafi-Karikatur. (Quelle: psywarrior.com)

[6] Gaddafi: wie immer in aufwändiger Selbstinszenierung. (Quelle: DefenseImagery.mil, VIRIN 090202-N-0506A-324. Autor: U.S. Navy photo by Mass Communication Specialist 2nd Class Jesse B. Awalt/Released. commons.wikimedia)

Wehrpflicht und Geschlecht ^[*]

Beschränkung der Wehrpflicht auf Männer aus rechtspolitischer Sicht

Scheinbar unumstritten bestand die Wehrpflicht in der Schweiz (und in nahezu allen westlichen Ländern) traditionell nur für Männer – und daran hat sich bis heute nichts geändert, obwohl der Militärdienst den Schweizer Frauen auf freiwilliger Basis unbeschränkt offensteht. Nachfolgend wird das Verhältnis von Wehrpflicht und Geschlecht in Geschichte und Gegenwart analysiert und die Frage untersucht, ob die Beschränkung der Wehrpflicht auf Männer aus rechtspolitischer Sicht heute noch zulässig ist.

Sibilla Bondolfi

MLaw, Juristische Volontärin beim Gesundheitsdepartement Basel-Stadt, in der Schlussphase der Dissertation zum Thema «Wehrpflicht und Geschlechterdiskriminierung». St. Georgenstrasse 13, 8400 Winterthur.
E-Mail: sibilla.bondolfi@gmail.com

Wehrpflicht, Militär und Geschlecht in Geschichte und Gegenwart

Bürgerrechte und Wehrpflicht waren in der Schweiz und in anderen Staaten über Jahrhunderte hinweg aneinander gekoppelt. Da die Bürgerpflicht des Militärdienstes nur den Männern oblag, kamen nur sie in den Genuss der politischen Rechte. Als die Frauenbewegung das Stimmrecht für Frauen verlangte, war sie sich dieser Herleitung der Bürgerrechte durchaus bewusst: Bereits Ende des 19. Jahrhunderts wurden militärische Dienstpflichten für Frauen thematisiert, um eines der Hauptargumente gegen das Frauenstimmrecht auszuhebeln. So schrieb beispielsweise die deutsche Frauenrechtlerin Lina Morgenstern im Jahr 1894 einen Essay mit dem Titel «Die Wehrpflicht der Frau». ^[1] Darin schlägt sie ein obligatorisches Dienstjahr für Frauen (hauptsächlich im Bereich der Krankenpflege) vor, da die Frauenbewegung es oft von ihren Gegnern hören müsse, dass der Mann aufgrund der Wehrpflicht Bevorzugung verdiene. Auch die Schweizer Juristin Emilie Kempin-Spyri brachte im Jahr 1887 vor Bundesgericht vor, dass es gar nicht gesagt sei, dass der Grundsatz «*Jeder Schweizer ist wehrpflichtig*» nicht auch auf die Frauen in der Art angewendet werden könne, dass ein Teil des weiblichen Geschlechts zum Sanitätsdienste herangezogen und der übrige der Militärflichtersatzsteuer unterworfen würde (BGE 13 I 1). In das freiwillige Engagement einiger Schweizer Frauen im Frauenhilfsdienst während des Zweiten Weltkrieges wurde denn auch die Hoffnung gesteckt, dass der Weg zum Frauenstimmrecht geebnet würde.

Trotz der scheinbar zwingenden Verbindung von Militär und Männlichkeit gab es weltweit Frauen, die gekämpft haben,

versteckt als Männer oder offen als weibliche Kombattantinnen, Partisaninnen, Guerillakriegerinnen oder auch als Terroristinnen. In nicht kombattanten Funktionen, zum Beispiel als Krankenschwestern, Schreibkräfte oder als Fabrikarbeiterinnen in der Rüstungsindustrie, waren Frauen in der Geschichte regelmässig aktiv am Krieg mitbeteiligt. Besonders in Notzeiten wurden Frauen für militärische Hilfsarbeiten eingestellt. Im Zweiten Weltkrieg beispielsweise waren Hunderttausende für die Streitkräfte im Einsatz, sei es in Deutschland, Russland, Grossbritannien oder den USA. Einige Frauen dienten freiwillig, in Deutschland, Grossbritannien und den USA gab es aber auch eine (zivile und teils militärische) Dienstpflicht für junge Frauen. In der Schweiz unterstanden Frauen im Zweiten Weltkrieg aufgrund eines dringlichen Bundesbeschlusses aus dem Jahr 1934 der Luftschutzdienstpflicht. Wäre die Schweiz im Zweiten Weltkrieg angegriffen worden, hätten die Frauen aufgrund des damaligen Art. 202 der Militärorganisation zu einem Dienst verpflichtet werden können, denn im Krieg waren «alle Schweizer» (worunter auch Frauen

In der Schweiz unterstanden Frauen im Zweiten Weltkrieg aufgrund eines dringlichen Bundesbeschlusses aus dem Jahr 1934 der Luftschutzdienstpflicht.

subsumiert wurden) verpflichtet, nach ihren Kräften zur Verteidigung des Landes beizutragen. Heute gibt es auf eidgenössischer Ebene keine vergleichbare Norm mehr. In einigen Kantonen aber können Frauen zu einem Katastrophendienst verpflichtet werden: Beispielsweise kann nach Art. 7 Abs. 1 der Kantonsverfassung St. Gallen (SR 131.225) *jede Person* zur Leistung von gemeinnütziger Arbeit bei Katastrophen und in Notlagen verpflichtet werden. Die Verwendung des Begriffs «jede Person» legt fest, dass sowohl Männer als auch Frauen



[1]



[2]



[3]



[4]



[5]

zu einer Dienstleistung angehalten werden können. In einigen Gemeinden der Schweiz sind beide Geschlechter wehrdienstpflichtig.

In der Schweiz mussten Frauen dafür kämpfen, sich an militärischen Aufgaben beteiligen zu dürfen. Auf beharrliches Verlangen der Frauen hin wurden im Jahr 1939 der zivile Frauenhilfsdienst (FHD) und im Jahr 1940 der militärische FHD gegründet, später wurde der Frauenhilfsdienst in den Militärischen Frauendienst (MFD) umgewandelt. Sowohl im FHD als auch im MFD wurden Frauen überwiegend für traditionell «weibliche» Aufgaben und Funktionen verwendet, sie dienten beispielsweise als Sanitäterinnen oder Sekretärinnen.^[2] Auch die Haltung von Brieftauben oder die Flüchtlingsbetreuung fielen in den Aufgabenbereich der Frauen.

Erst durch die Armee reform XXI im Jahr 2001 wurden in der Schweiz alle militärischen Funktionen für Frauen geöffnet, insbesondere Kampfeinsätze und die volle Bewaffnung waren für Frauen erst dann erlaubt. Auch heute wählen Frauen tendenziell «weibliche» Tätigkeitsbereiche in der Armee: Die meisten Frauen in der Schweizer Armee (55%) leisten ihren Dienst in Formationen der Führungsunterstützungstruppen, der Logistiktruppen, der Sanitätstruppen oder im Bereich

Auch heute wählen Frauen tendenziell «weibliche» Tätigkeitsbereiche in der Armee.

Ausbildung und Support.^[3] Nur 19% sind in Kampftruppen, wie Infanterie, Panzertruppen, Artillerie oder Genietruppen, eingeteilt. In der Luftwaffe dienen 9% der Frauen. Der Frauenanteil in der Schweizer Armee ist im Vergleich zu anderen Ländern besonders niedrig: Im März 2011 gab es 1053 weib-

liche AdAs in der Schweizer Armee, was ungefähr 0,6% des Effektivbestandes entsprach.

Frauenwehrpflicht in Israel

Nur wenige Staaten der Welt kennen eine Wehrpflicht für Frauen. Nebst einigen Drittwelt- und Schwellenländern ist Israel das einzige Land, welches Frauen seit längerer Zeit *systematisch* der allgemeinen Wehrpflicht unterstellt.^[4] Die Wehrpflicht für Frauen scheint sich in Israel im Grossen und Ganzen bewährt zu haben, doch gibt es einige Problematiken, die in der israelischen Politik und Wissenschaft regelmässig

[*] Dieser Artikel basiert auf einer geplanten Dissertation zum Thema «Wehrpflicht und Geschlechterdiskriminierung. Verfassungsrechtliche und völkerrechtliche Anforderungen an die Wehrpflicht im Vergleich zum Modell Israel».

[1] Lina Morgenstern, Die Wehrpflicht der Frauen, aus: Frauenleben, Blätter zur Vertretung der Frauen-Interessen, Hrsg. von Helene Littmann, VI. Jahrgang, Nr. 5, August 1894.

[2] Karl Haltiner/Ruth Meyer, Frau und Armee in der Schweiz, in: Bulletin des Schweizerischen Arbeitskreises Militär und Sozialwissenschaften, Frau und Gesamtverteidigung, 6. Jahrgang, Nr. 2, Bern 1982, S. 24-91.

[3] Armeeauszählung 2011, Kurzfassung.

[4] Lina Morgenstern, Die Wehrpflicht der Frauen, aus: Frauenleben, Blätter zur Vertretung der Frauen-Interessen, Hrsg. von Helene Littmann, VI. Jahrgang, Nr. 5, August 1894.

[1] Hat Tradition: Wehrpflicht für Männer (Foto: Schweizer Armee – ZEM)

[2] Diese Postkarte aus dem Jahr 1939 illustriert die geschichtlich traditionelle Rollenteilung: der Mann als Beschützer und die Frau als Mutter. (Foto: Schweizer Armee – ZEM)

[3] Die Verwendung von Frauen als Kranken- und Rotkreuzschwestern im Krieg hat in westlichen Ländern eine lange Tradition. (Foto: Schweizer Armee – ZEM)

[4] Im FHD und im MFD wurden den Frauen tendenziell «weiblich konnotierte» Aufgaben übertragen, beispielsweise die Pflege und das Training der Brieftauben. (Foto: Schweizer Armee – ZEM)

[5] War lange Zeit unerwünscht: Frauen an der Waffe. (Foto: Schweizer Armee – ZEM)

aufgegriffen werden. Zu nennen sind sexuelle Belästigungen durch Kameraden und Vorgesetzte, unerwünschte Schwangerschaften im Dienst sowie ungleiche Aufstiegschancen für Männer und Frauen. Die Wehrpflicht ist für die Geschlechter nicht gleich ausgestaltet: Männer müssen drei Jahre Militärdienst leisten, Frauen hingegen nur zwei Jahre. Frauen dürfen gewisse Funktionen nur dann einnehmen, wenn sie sich freiwillig zu einem längeren Dienst verpflichten. Verheiratete Frauen, Schwangere und Mütter sind vom Dienst befreit, verheiratete Männer und Väter hingegen nicht. Frauen können relativ einfach erreichen, aus religiösen Gründen vom Dienst befreit zu werden. Männer, die eine Talmudschule besuchen, werden (vorläufig) von der Wehrpflicht freigestellt, ansonsten besteht für männliche Israelis keine Möglichkeit zur Dienstbefreiung aus religiösen Gründen oder wegen eines Gewissenskonfliktes. Sie müssen daher bei Dienstverweigerung mit hohen Gefängnisstrafen rechnen. Frauen unterliegen im Gegensatz zu Männern keiner Verpflichtung zur Übernahme von Kampffunktionen. Frauen ohne Rang leisten in der Praxis keinen Reservedienst, mit Ausnahme von Armeeinghörigen mit Spezialfunktionen, beispielsweise Ärztinnen und Zahnärztinnen. Aufgrund der grosszügigen Befreiungsregelungen für Frauen leisten lediglich 60% einer weiblichen Alterskohorte Militärdienst, wohingegen etwa 85–90% der Männer den Militärdienst ableisten. Da Frauen weniger lange Dienst

Gerade kombattante Funktionen geniessen in Israel ein grosses Ansehen, werden von Frauen aber nur selten besetzt, da sie zur Übernahme solcher Positionen nicht verpflichtet sind.

leisten, werden sie schlechter ausgebildet und übernehmen die unwichtigeren und unattraktiveren Aufgaben. Frauen besetzen weniger militärische Kaderpositionen und werden seltener befördert, was in Israel direkte Auswirkungen auf die zivile, insbesondere politische, Karriere haben kann. Gerade kombattante Funktionen geniessen in Israel ein grosses Ansehen, werden von Frauen aber nur selten besetzt, da sie zur Übernahme solcher Positionen nicht verpflichtet sind. Die unterschiedliche Ausgestaltung der Wehrpflicht für Männer und Frauen ist in Israel nicht unumstritten. Gerade die jüngere Generation empfindet die ungleiche Dienstdauer für Männer und Frauen als ungerecht und unzumutbar, da die Dienstdauer abhängig von der militärischen Funktion und dem Grad des Einzelnen sein sollte und nicht vom Geschlecht. Das eher neuere Phänomen der säkularen Frauen, die sich unter Berufung auf religiöse Gründe vor dem Militärdienst drücken, bildet Gegenstand politischer Diskussionen. Weniger häufig kritisiert werden die Regelungen, wonach Frauen vom Dienst befreit werden, wenn sie heiraten oder Kinder kriegen. Im Zusammenhang mit zum Zwecke der Dienstumgehung eingegangenen Scheinehen – prominentestes Beispiel das Modell Bar Refaeli – wird das Thema aber aufgegriffen. Die Frauenwehrpflicht nach israelischem Modell bietet also noch viele Verbesserungsmöglichkeiten und sollte nicht unbesehen auf die Schweiz übertragen werden. Dennoch zeigt das Modell Israels, dass eine Wehrpflicht für beide Geschlechter grundsätzlich möglich ist.

Wehrpflicht und Geschlecht nach geltendem Schweizer Recht

In der Schweiz sind nach Art. 59 der Schweizerischen Bundesverfassung und Art. 3 des Militärgesetzes (MG, SR 510.10) alle Männer mit schweizerischem Bürgerrecht ab dem 18. Lebensjahr wehrpflichtig. Die Wehrpflicht umfasst in der Schweiz die Militärdienstpflicht, die Zivildienstpflicht sowie die Ersatzabgabepflicht. Die Wehrpflicht ist in erster Linie in Form eines Militärdienstes zu erfüllen. Nur wenn dies wegen Untauglichkeit oder aus Gewissensgründen nicht möglich ist, treten die Ersatzabgabe bzw. der Zivildienst als Surrogate an die Stelle des Militärdienstes. Schweizerinnen können sich freiwillig zum Militärdienst anmelden. Wenn eine Frau diensttauglich ist und der Übernahme der für sie vorgesehenen Funktion zustimmt, wird sie militärdienstpflichtig. Sie hat die gleichen Rechte und Pflichten wie die Männer, doch kann der Bundesrat Ausnahmen vorsehen, insbesondere in Bezug auf die Entlassung aus der Militärdienstpflicht, die Dauer der Dienste, die Verwendung und die Beförderung. Nach Art. 1 des Zivildienstgesetzes (ZDG, SR 824.0) leisten Militärdienstpflichtige, die den Militärdienst mit ihrem Gewissen nicht vereinbaren können, auf Gesuch hin einen zivilen Ersatzdienst. Mit der Zulassung zum Zivildienst erlischt die Militärdienstpflicht (Art. 10 ZDG). Männer und Frauen, welche militärdienstuntauglich sind, dürfen keinen Zivildienst leisten, obwohl der Zivildienst an und für sich keine besonderen körperlichen Anforderungen stellt. Frauen dürften nach geltender Rechtslage eigentlich keinen Zivildienst leisten, da sie nicht wehrpflichtig sind und es keine gesetzliche Grundlage für einen freiwilligen Zivildienst gibt. In der Rechtspraxis dürfen sich Frauen, die sich freiwillig für den Militärdienst gemeldet haben und daher militärdienstpflichtig geworden sind, auf Art. 1 ZDG berufen und Gewissensgründe gegen die Leistung des Militärdienstes geltend machen.^[5] Auf diesem Weg ist es einigen wenigen Frauen erlaubt worden, Zivildienst zu leisten, obwohl die Geltendmachung von Gewissensgründen seltsam anmutet, wenn die betreffende Person sich soeben freiwillig für den Militärdienst gemeldet hat. Das Gesuch um Zulassung zum Zivildienst muss eine Erklärung der gesuchstellenden Person enthalten, dass sie den Militärdienst mit ihrem Gewissen nicht vereinbaren kann (Art. 16b ZDG). Frauen, die sich von vornherein für den Zivildienst interessieren und nicht für den Militärdienst, sind also gezwungen, in der einen oder anderen Art etwas vorzutauschen, was eine beträchtliche Hürde darstellt.

Frauen dürften nach geltender Rechtslage eigentlich keinen Zivildienst leisten, da sie nicht wehrpflichtig sind und es keine gesetzliche Grundlage für einen freiwilligen Zivildienst gibt.

Wer die Wehrpflicht wegen Untauglichkeit nicht durch Militärdienst oder Zivildienst erfüllt, untersteht nach Art. 26 Abs. 1 MG der Ersatzabgabepflicht. Das Bundesgericht betont in seiner Rechtsprechung den Ausgleichscharakter und den Gerechtigkeitsaspekt der Ersatzabgabe (BGE 115 IV 66). Frauen geraten nie in die Situation, eine Ersatzabgabe bezahlen zu

müssen, da sie nicht wehrpflichtig sind und auch nicht freiwillig werden können. Denn bei freiwilliger Meldung zum Militärdienst werden sie zwar *militärdienstpflichtig*, nicht aber *wehrpflichtig*.

Nach Art. 61 Abs. 3 BV kann der Bund den Zivildienst für Männer obligatorisch erklären, für Frauen ist der Dienst hingegen freiwillig. Art. 11 des Bevölkerungs- und Zivildienstgesetzes (BZG, SR 520.1) erklärt alle Männer mit Schweizer Bürgerrecht (die für die Schutzdienstleistung tauglich sind) als schutzdienstpflichtig, ausgenommen von der Pflicht sind nach Art. 12 Abs. 1 BZG aber Militär- und Zivildienstpflichtige. Die beim Zivildienst geleisteten Diensttage werden bei der Berechnung der Ersatzabgabe ermässigt berücksichtigt (Art. 5a der Verordnung über die Wehrpflichtersatzabgabe, SR 661.1). Durch diese Regelungen entsteht der Eindruck, der Zivildienst fungiere als Ersatzdienst für Untaugliche. Da nach der Bundesverfassung aber grundsätzlich alle Männer für schutzdienstpflichtig erklärt werden können, besteht die Zivildienstpflicht grundsätzlich unabhängig von der Wehrpflicht und stellt keine Surrogatspflicht im rechtlichen Sinne dar (BGer A 366/84, E. 1 S. 4). Nach Art. 15 BZG können Schweizerinnen freiwillig Schutzdienst leisten. Allerdings besteht kein Rechtsanspruch auf freiwilligen Zivildienst, auch taugliche Frauen können also mangels Bedarf abgewiesen werden. Frauen, welche freiwillig Schutzdienst leisten, sind in Rechten und Pflichten den schutzdienstpflichtigen Männern gleichgestellt. Auf Gesuch hin können sie aber aus dem Zivildienst ausscheiden, sofern sie drei Jahre Schutzdienst geleistet haben.

Benachteiligungen durch die Beschränkung der Wehrpflicht auf Männer

Die Wehrpflicht stellt heutzutage eine grosse Benachteiligung der Männer dar, da sie sich als Hindernis in Ausbildung, Beruf und Familie erweisen kann. Der Militärdienst stellt nicht nur eine physische und psychische Belastung sowie eine Beeinträchtigung zahlreicher Grundrechte dar, sondern es ergeben sich auch konkrete Nachteile bei Bewerbungen, bei der Arbeitslosenversicherung sowie bei Betreuungspflichten und Teilzeitarbeit. Frauen werden im Unterschied zu früher wegen der fehlenden Wehrpflicht zwar nicht mehr direkt rechtlich benachteiligt, es ergeben sich jedoch indirekt einige Nachteile, beispielsweise wird der freiwillige Zugang zu Zivildienst und Zivildienst erschwert. Dass die meisten Frauen weder militärisch noch schutzdienstlich ausgebildet sind, könnte ihnen insbesondere im Falle einer Katastrophe oder eines bewaffneten Konfliktes zum Nachteil gereichen, da sie für einen Notfall weder geschult noch geübt sind und sich daher unter Umständen falsch verhalten würden, womit sie sich selbst oder andere gefährden könnten.

Auch während des Militärdienstes ergeben sich als direkte Folge der Beschränkung der Wehrpflicht auf Männer einige Nachteile für beide Geschlechter. Da Frauen und Männer getrennt untergebracht werden und Frauen in der Schweizer Armee eine sehr kleine Minderheit sind, werden sie zumeist in Offizierszimmern einquartiert, was einen bedeutenden Komfort bedeutet, aber auch zur sozialen Isolation führen kann. Einige Ungleichbehandlungen während des Militärdienstes sind nicht Folge der Freiwilligkeit, sondern knüpfen direkt an das Geschlecht an: Beispielsweise gehört zur Ausgangsuniform der Frauen auch ein Jupe, den zu tragen weiblichen



[6]

AdAs bei dienstlichen Anlässen befohlen werden kann.^[6] Für das Sportabzeichen werden Frauen mit einer geschlechtsspezifischen Wertetabelle beurteilt, währendem für die militärische Einteilung für beide Geschlechter dieselbe Wertetabelle gilt.^[7]

Nachteile der Beschränkung der Wehrpflicht auf Männer aus staatlicher Sicht

Auch aus rechtsstaatlicher und gleichheitspolitischer Sicht ergeben sich aus der Beschränkung der Wehrpflicht auf Männer einige Nachteile. Beispielsweise werden in der Schweizer Armee die Führungspositionen aufgrund der Freiwilligkeit des Militärdienstes für Frauen quantitativ überwiegend von Männern besetzt, was bei einem Frauenanteil von 0,6% des Effektivbestandes anders gar nicht denkbar ist. Die «SP-Frauen» schreiben in einem Positionspapier, die Gleichstellung von Frau und Mann sei bisher an der Schweizer Armee vorbeigegangen.^[9] Sie fordert, das

Ohne Gleichbehandlung der Geschlechter bei der Wehrpflicht ist auch die faktische Gleichstellung von Mann und Frau in der Armee nicht möglich.

Ungleichgewicht der Geschlechter in der Armee – ganz speziell im obersten Kader – sei so rasch als möglich zu beheben. Allerdings ist der geringe Frauenanteil in der Schweizer

[5] Botschaft betreffend das Bundesgesetz über die Armee und die Militärverwaltung sowie den Bundesbeschluss über die Organisation der Armee vom 8. September 1993, BBl 1993 IV 1 ff., S. 33.

[6] Ziff. 27 Reglement 51.009 d Bekleidung und Packungen vom 15. Dezember 2003.

[7] http://www.vtg.admin.ch/internet/vtg/de/home/militaerdienst/fda/gleiche_wertungstabelle.html.

[8] Ziff. 27 Reglement 51.009 d Bekleidung und Packungen vom 15. Dezember 2003.

[9] Julia Gerber Rüegg, Gleichstellung auch in der Armee, 19. August 2008, abrufbar unter www.sp-frauen.ch.

[6] Weiblichen AdAs kann bei dienstlichen Anlässen befohlen werden, den Jupe des Tenü A zu tragen^[8], was aus diskriminierungsrechtlicher Sicht nicht unproblematisch ist. (Foto: Schweizer Armee – ZEM)



[7]



[8]

Juristische Begründungen gegen die Frauenwehrpflicht			
lex specialis	biologische und funktionale Unterschiede	Mutterschaft	Fehlende faktische Gleichstellung

Armee, und damit auch die schwache Vertretung des weiblichen Geschlechts im oberen Kader, eine logische Folge der Freiwilligkeit des Militärdienstes für Frauen bei gleichzeitiger Wehrpflicht für Männer. Ohne Gleichbehandlung der Geschlechter bei der Wehrpflicht ist auch die faktische Gleichstellung von Mann und Frau in der Armee nicht möglich. Ein Blick auf die Armeeauszählungen zeigt überdies ein differenzierteres Bild: Mehr als die Hälfte der Frauen wird befördert, bei den männlichen AdAs hingegen beträgt der Anteil Offiziere und Unteroffiziere nur etwa einen Viertel.^[10] Es ist schon möglich, dass die weiblichen AdAs aufgrund der Freiwilligkeit der Anmeldung zum Militärdienst motivierter und qualifizierter sind. Wahrscheinlich werden die Frauen aber auch bevorzugt befördert.

Unter Gleichstellungsaspekten wird zuweilen auch der geringe Frauenanteil in Friedenstruppen problematisiert. Der Einsatz von Frauen in Friedenstruppen sei besonders wichtig, die weiblichen AdAs fungierten als Ansprechpersonen für die weibliche Zivilbevölkerung und vermittelten allgemein ein «friedlicheres Bild» der Truppen, was sich positiv auf die Akzeptanz der Truppen bei der lokalen Bevölkerung auswirke.^[11] Das Eidgenössische Departement für auswärtige Angelegenheiten (EDA) strebt daher einen möglichst hohen Frauenanteil in den friedensfördernden Missionen der Schweizer Armee an.^[12] Der geringe Anteil an Frauen in Friedenstruppen der Schweizer Armee ist allerdings ebenfalls eine direkte Folge der Beschränkung der Wehrpflicht auf Männer: Es ist schwer vorstellbar, eine genügende Anzahl weiblicher AdAs für Friedensmissionen rekrutieren zu können, wenn der Frauenanteil am Effektivbestand der Schweizer Armee aktuell 0,6% beträgt. Eine Wehrpflicht für Frauen wäre also auch im Hinblick auf die Friedensmissionen der Schweizer Armee wünschenswert.

Wehrpflicht und Zivildienstpflicht – eine Geschlechterdiskriminierung?

Das Geschlechterdiskriminierungsverbot stellt hohe Anforderungen an die Zulässigkeit von Ungleichbehandlungen der Geschlechter: Nach Rechtsprechung und herrschender Dogmatik sind Ungleichbehandlungen der Geschlechter nur zulässig, wenn biologische oder funktionale Gründe eine Gleichbehandlung der Geschlechter absolut *ausschliessen* oder wenn eine Massnahme der Erreichung der tatsächlichen Gleichstellung dient (sog. Egalisierungsgebot). Ein Teil der juristischen Lehre ist hingegen der Ansicht, nur Frauen könnten sich auf das Geschlechterdiskriminierungsverbot berufen. Ungleichbehandlungen zum Nachteil der Männer müssten nur dem Massstab der Rechtsgleichheit genügen, d.h. irgendwelche Gründe, so-

fern sie sachlich sind, könnten eine Benachteiligung der Männer rechtfertigen. Nach der Rechtsprechung und der wohl herrschenden juristischen Lehre verstösst die Beschränkung der Wehrpflicht und der Zivildienstpflicht auf Männer nicht gegen das Geschlechterdiskriminierungsverbot. Auch in der Politik wird eine Reihe von Argumenten vorgebracht, warum die Wehrpflicht nur für Männer gerechtfertigt und eine Frauenwehrpflicht abzulehnen sei. Diese Begründungen lassen sich in juristische sowie politische Argumente einteilen. Die politischen Argumente könnten aus juristischer Sicht nur dann berücksichtigt werden, wenn der Ansicht gefolgt würde, auf das Geschlechterdiskriminierungsverbot könnten sich nur Frauen berufen, was aus demokratischer Sicht hoch problematisch erscheint: Die Bundesverfassung besagt, dass *niemand* aufgrund des Geschlechts diskriminiert werden darf und dass Mann und Frau gleichberechtigt sind. Das Stimmvolk konnte aufgrund des Normtextes davon ausgehen, dass das Diskriminierungsverbot sowohl Frauen als auch Männer vor ungerechtfertigten Ungleichbehandlungen schützen werde. Dennoch sollen im Folgenden alle

Nach der Rechtsprechung und der wohl herrschenden juristischen Lehre verstösst die Beschränkung der Wehrpflicht und der Zivildienstpflicht auf Männer nicht gegen das Geschlechterdiskriminierungsverbot.

erdenklichen Gründe gegen die Ausweitung der Wehrpflicht auf Frauen analysiert werden, auch wenn sie aus juristischer Sicht wohl kaum eine Ungleichbehandlung der Geschlechter rechtfertigen können.

Rechtfertigung der Wehrpflicht nur für Männer?

Das hauptsächliche Argument des Bundesgerichtes und eines grossen Teils der juristischen Lehre, warum die Beschränkung der Wehrpflicht auf Männer keine Geschlechterdiskriminierung sei, besteht in einem formellen Argument: Die Beschränkung der Wehrpflicht auf Männer nach Art. 59 Abs. 1 BV bilde eine Sondernorm (lex specialis) zum Geschlechterdiskriminierungsverbot der Bundesverfassung und daher gehe die Wehrpflicht dem Diskriminierungsverbot vor. Dies ist meines Erachtens zweifelhaft, da die Wehrpflicht und das Geschlechterdiskriminierungsverbot sich in einem Teilbereich materiell widersprechen, sich also wie zwei Kreise über-



schneiden. Wäre die Wehrpflicht eine *lex specialis*, würde sie inhaltlich im Geschlechterdiskriminierungsverbot aufgehen, wäre also ein Kreis im Kreis, wie dies beispielsweise beim Diskriminierungsverbot der Fall ist, welches gänzlich von der Rechtsgleichheit mitumfasst wird. Auch wenn die Beschränkung der Wehrpflicht auf Männer definitorisch als *lex specialis* zum Diskriminierungsverbot gelten könnte, würde die Norm damit nicht legitim, denn das Geschlechterdiskriminierungsverbot ist auch auf völkerrechtlicher Ebene verankert, zum Beispiel in Art. 14 EMRK und Art. 2 Abs. 1 respektive Art. 3 UNO-Pakt II. Das Völkerrecht geht als höherrangiges Recht dem Verfassungsrecht vor, auch einer *lex specialis*. Zudem ist die Legitimität der Beschränkung der Wehrpflicht auf Männer nicht nur formell juristisch, sondern auch aus rechtspolitischer Sicht zu betrachten: So führte denn auch der Bundesrat im Jahr 1979 in der Botschaft zur Initiative «Gleiche Rechte für Mann und Frau» aus, dass die Beschränkung der Wehr- und Zivilschutzdienstpflicht auf Männer im Falle der Aufnahme des Geschlechtergleichheitsartikels in die Bundesverfassung zwar nicht zwingend einer Beseitigung bedürfe, da sie sich – jedenfalls rechtlich gesehen – als Ausnahmeregelung gegenüber dem Geschlechtergleichheitsartikel rechtfertigen lasse, stellte dann aber die Frage, ob der Verfassungsgeber nicht auch ohne rechtliche Verpflichtung bestrebt sein sollte, dem Gedanken der Gleichstellung der Geschlechter durch einen verstärkten Einbezug der Frau in die Landesverteidigung Rechnung zu tragen.^[13] Es spreche einiges dafür, die Verfassungsbestimmungen betreffend der Wehrpflicht und der Zivilschutzdienstpflicht im Hinblick auf die Geschlechtergleichbehandlung zu harmonisieren.

Es spreche einiges dafür, die Verfassungsbestimmungen betreffend der Wehrpflicht und der Zivilschutzdienstpflicht im Hinblick auf die Geschlechtergleichbehandlung zu harmonisieren.

Dabei falle weniger die Ausdehnung der Wehrpflicht auf Frauen in Betracht, sondern eher die Einführung einer allgemeinen, grundsätzlich auch Frauen erfassenden Dienstpflicht im Rahmen der Gesamtverteidigung. Der Bundesrat führte nicht weiter aus, weshalb eine Wehrpflicht im klassischen Sinne für Frauen eher nicht in Frage käme. Möglicherweise standen die biologischen Unterschiede zwischen den Geschlechtern im Vordergrund, denn in der Geschichte

wurde von der Prämisse ausgegangen, Frauen seien qua natura für den Militärdienst ungeeignet. So schrieb beispielsweise der Jurist Wilhelm Frick im Jahre 1920, Frauen seien nach Entwicklung und moderner Auffassung von vornherein für den Militärdienst untauglich.^[14] Auch heute noch stützt sich eines der Hauptargumente gegen die Wehrpflicht für beide Geschlechter auf die biologischen und physiologischen Unterschiede zwischen Frauen und Männern. Das Bundesgericht beispielsweise sieht die Beschränkung der Wehrpflicht auf Männer als zulässig an, da gewichtige physiologische und biologische Unterschiede zwischen den Geschlechtern bestünden, welche Frauen im Durchschnitt als weniger gut geeignet für den Militärdienst erscheinen liessen (BGer 2C_221/2009, E. 7.1 S. 10). Auch der bekannte israelische Militärhistoriker Martin Van Creveld ist der Ansicht, dass Frauen körperlich nicht in der Lage seien, den Anforderungen im Militärdienst zu genügen, was er in mehreren Publikationen mit konkreten Beispielen untermauert hat.^[15]

Tatsächlich bestehen zwischen den Geschlechtern einige *durchschnittliche* Unterschiede (was eine Reihe von Abweichungen im Einzelfall nicht ausschliesst):

Es ist daher nicht sachgerecht, Frauen aufgrund ihres Geschlechts pauschal für den Militärdienst als untauglich zu erklären.

Frauen sind durchschnittlich kleiner als Männer, sie haben weniger Muskel- dafür mehr Fettgewebe, einen leichteren Körperbau sowie ein geringeres Blut- und Lungenvolumen. In Anbetracht dieser biologischen Unterschiede erstaunt es nicht, dass sehr viele Sportwettkämpfe geschlechtergetrennt ausgetragen werden. Ausserhalb des Spitzensportes ist aber

[10] Im Jahr 2011 nahmen von den 1053 weiblichen AdAs 280 einen Offiziersrang und 270 einen Unteroffiziersrang ein. Siehe Armeeauszählung 2011, Kurzfassung.

[11] Vgl. Cordula Dittmer, Krieg, Militär und Geschlechterverhältnisse, in: Maja Apelt (Hrsg.), Forschungsthema: Militär, Militärische Organisationen im Spannungsfeld von Krieg, Gesellschaft und soldatischen Subjekten, Wiesbaden 2010, S. 87-106; Maja Apelt, Soldatinnen in den westlichen Streitkräften und den «Neuen» Kriegen, in: Klaus Latzel/Franka Maubach/Silke Satjukow (Hrsg.), Soldatinnen, Gewalt und Geschlecht im Krieg vom Mittelalter bis heute, Paderborn 2011, S. 465-484.

[12] Combined initial and second periodic reports of Switzerland (CEDAW), Rz. 225.

[13] Botschaft über die Volksinitiative «Gleiche Rechte für Mann und Frau» vom 14. November 1979, BBl 1980 I 69, S. 126.

[14] Wilhelm Frick, Die Wehrpflicht und die ausserdienstlichen militärischen Pflichten nach schweizerischem Recht, Diss. Zürich, Basel 1920.

[15] Martin Van Creveld, Frauen und Krieg, München 2001; Das bevorzugte Geschlecht, München 2003, S. 290 ff.; The Culture of War, New York 2008, S. 400 ff.

[7] Weibliche Armeeangehörige und Bestände der Gesamtarmee 2011. Die Grafik basiert auf Zahlen der Armeeauszählung 2011, Kurzfassung.

[8] Juristische Begründungen gegen die Frauenwehrpflicht

[9] Das Geschlechterdiskriminierungsverbot bildet zweifelsfrei eine *lex specialis* zum Gebot der Rechtsgleichheit, weil es einen spezifischeren Bereich regelt als das allgemeine Gebot der Gleichbehandlung, gleichzeitig aber vom Gebot der Rechtsgleichheit vollumfänglich erfasst wird, d.h. wenn es kein Diskriminierungsverbot in der Verfassung gäbe, würden Fälle der Ungleichbehandlung der Geschlechter nach dem allgemeineren Gebot der Rechtsgleichheit beurteilt (wie dies früher der Fall war).

[10] Die Wehrpflicht nach Art. 59 Abs. 1 BV überschneidet sich in einem Teilbereich, nämlich der Beschränkung auf Männer, mit dem Geschlechterdiskriminierungsverbot nach Art. 8 Abs. 2 und 3 BV.



[11]

zumeist nicht das Geschlecht ausschlaggebend für die Leistung des Einzelnen, sondern die persönliche Konstitution sowie das individuelle Training. Bei Durchschnittswerten ist zu bedenken, dass diese lediglich den Mittelwert aller zusammengezahlter Werte wiedergeben und sie damit noch nichts über die Verteilung aussagen. So kommt es, dass wir alle in unserem persönlichen Umfeld eine Reihe von Frauen kennen, die bei weitem sportlicher, grösser oder kräftiger sind als viele der uns bekannten Männer. Es ist daher nicht sachgerecht, Frauen aufgrund ihres Geschlechts pauschal für den Militärdienst als untauglich zu erklären. Diejenigen Frauen, welche auf freiwilliger Basis Militärdienst leisten, beweisen, dass es durchaus Frauen gibt, welche militärdiensttauglich wären. Daher wäre es sinnvoller, individuelle Tauglichkeitsprüfungen für *beide* Geschlechter durchzuführen. Beim Argument der biologischen Gründe geht zudem vergessen, dass es eine Reihe von Aufgaben gäbe, die von einer durchschnittlichen Frau ohne weiteres bewältigt werden können, nicht zuletzt beim Zivilschutz, beim Zivildienst sowie im Sanitätsbereich.

Zu den biologischen Unterschieden in einem weiteren Sinne kann auch die Gefahr der sexuellen Gewalt durch den Feind gezählt werden, welche eine Wehrpflicht für Frauen allenfalls ausschliesst. Allerdings darf nicht vergessen werden, dass auch Männer im Krieg und im Frieden Opfer von Sexualdelikten werden. Dennoch kann davon ausgegangen werden, dass für Frauen die Gefahr besonders gross ist. Die Gefahr der sexuellen Gewalt hängt freilich von dem konkreten Gegner ab und ist bei vielen Aufgaben der Schweizer Armee, wie beispielsweise dem Katastrophenschutz, von vornherein kein Thema. Frauen wegen der Gefahr der sexuellen Gewalt von der Wehrpflicht auszunehmen, scheint daher eine unverhältnismässige Reaktion zu sein.

Als weitere Begründung gegen die Wehrpflicht für beide Geschlechter wird zuweilen vorgebracht, solange Frauen und Männer nicht faktisch gleichgestellt seien ...

Als weitere Begründung gegen die Wehrpflicht für beide Geschlechter wird zuweilen vorgebracht, solange Frauen und Männer nicht faktisch gleichgestellt seien, dürfe man den Frauen keine zusätzlichen Pflichten auferlegen. Frauen sind den Männern in der Schweiz tatsächlich in einigen Berei-



[12]

chen noch nicht faktisch gleichgestellt, d.h. sie verdienen durchschnittlich weniger, sind in Führungspositionen geringer vertreten und sie übernehmen mehr Kinderbetreuungs- und Hausarbeit. Eine «Verrechnung» der faktischen Benachteiligungen der Frauen mit einer rechtlichen Benachteiligung der Männer ist aus juristischer Sicht jedoch nicht zulässig, vielmehr müssen jegliche faktischen und rechtlichen Ungleichheiten zwischen den Geschlechtern bekämpft werden. Lediglich das sog. Egalisierungsgebot kann eine rechtliche Ungleichbehandlung der Geschlechter rechtfertigen. Das Egalisierungsgebot wird aus Art. 8 Abs. 3 Satz 2 BV («Das Gesetz sorgt für ihre rechtliche und tatsächliche Gleichstellung, vor allem in Familie, Ausbildung und Arbeit.») abgeleitet und erlaubt positive Fördermassnahmen zugunsten von Frauen, um die tatsächliche Gleichstellung der Geschlechter voranzutreiben. Diese Fördermassnahmen müssen angemessen und verhältnismässig sein, sie müssen mit anderen Worten geeignet und erforderlich sein, die tatsächliche Gleichstellung der Geschlechter zu verwirklichen oder mindestens einen Beitrag hierzu zu leisten. Es ist zweifelhaft, dass die Beschränkung der Wehrpflicht auf Männer zur faktischen Gleichstellung der Geschlechter in der Gesellschaft beitragen kann, bisher hat sie es jedenfalls nicht getan. Daher kann auch das Egalisierungsgebot die Beschränkung der Wehrpflicht auf Männer nicht rechtfertigen.

Aus juristischer Sicht könnte des Weiteren die Mutterschaft ins

Die Mutterschaft könnte aber auch als «gesellschaftlicher Beitrag» der Frauen angesehen werden, welcher die Wehrpflicht für Männer kompensiert.

Feld geführt werden, welche zuweilen rechtliche Ungleichbehandlungen der Geschlechter legitimiert. Soweit es um eine Mutterschaft während des Dienstes geht, könnte dem Problem relativ einfach auf dem Weg der Dienstverschiebung oder Dienstbefreiung begegnet werden und so gesehen kann die Mutterschaft eine Beschränkung der Wehrpflicht auf Männer nicht rechtfertigen. Die Mutterschaft könnte aber auch als «gesellschaftlicher Beitrag» der Frauen angesehen werden, welcher die Wehrpflicht für Männer kompensiert. So argumentierte auch die bereits zitierte Frauenrechtlerin Lina Morgenstern im Jahre 1894, dass die Frau, welche als Mut-



[13]

ter dem Staate die Söhne und Töchter gibt, bei deren Geburt auch ihr Leben einsetzt und ein schwereres Dienstjahr durchzumachen hat, von dem die Männer gänzlich befreit sind. Auch ein im Jahr 2011 von der Eidgenössischen Kommission für Kinder- und Jugendfragen herausgegebener Bericht über einen Dienst für das Gemeinwohl (*LE CONTRAT CITOYEN*) stellt die Frage, ob man nicht die Mutterschaft als Beitrag zur Gemeinschaft betrachten könne.^[16] Frauen zu verpflichten, Militär- oder Zivildienst zu leisten, sei in einer Gesellschaft, in der ihnen noch immer ein Grossteil der Kindererziehung überlassen werde, nur schwer möglich und würde den Frauen bei der Vereinbarung von Berufs- und Familienleben noch mehr Steine in den Weg legen, was im Hinblick auf die Geburtenrate in der Schweiz von 1,5 Kindern pro Frau unangebracht sei. Solche Begründungen sind aus juristischer Sicht abzulehnen, denn sie stützen sich auf eine traditionelle Rollenteilung, welche den Paaren nicht (mehr) rechtlich vorgeschrieben ist, sondern freiwillig überdurchschnittlich häufig gewählt wird. Die Statistik schliesst nicht aus, dass es eine Reihe

Einem Mann, der versucht, sein Berufs- und Familienleben miteinander zu vereinbaren, werden mit der Wehrpflicht ebenfalls noch mehr Steine in den Weg gelegt.

von Männern gibt, die bei der Kindererziehung ebenso stark oder gar in grösserem Mass engagiert sind als ihre Partnerinnen. Einem Mann, der versucht, sein Berufs- und Familienleben miteinander zu vereinbaren, werden mit der Wehrpflicht ebenfalls noch mehr Steine in den Weg gelegt. Man wird dem Individuum nicht gerecht, wenn man auf Statistiken abstellt. Würde man also wirklich demografische Überlegungen berücksichtigen sowie im Interesse der Kinder die familiäre Betreuung auch während des Militärdienstes sicherstellen wollen, so müssten Wehrpflichtige mit Kindern von der Dienstpflicht suspendiert oder befreit und Frauen ohne Kinder der Wehrpflicht unterstellt werden. Gerade in einem Land mit einer Geburtenrate von 1,5 Kindern pro Frau ist es nicht sachgerecht, Frausein mit Muttersein gleichzusetzen und daraus folgend rechtliche Unterschiede aus dem Geschlecht fliessen zu lassen. Der Bericht der Eidgenössischen Kommission für Kinder- und Jugendfragen über einen allfälligen Gemeinschaftsdienst nimmt Frauen von der vorgeschlagenen Dienstpflicht aus und schlägt einen frei-

willigen Militär- und Zivildienst für Frauen vor. Im Bericht steht, dass theoretisch zwar Frauen jetzt, da der «Ausgleich» Stimmrecht gegen Militärdienst nicht mehr aktuell sei, Militär- oder Zivildienst leisten müssten, dass allerdings allein schon die Tatsache, dass diese Frage überhaupt gestellt werde, garantiert auf heftigen Widerstand stossen würde. Dies mag sein, denn in Umfragen sprechen sich weniger als 30% der Befragten für die Ausweitung der Wehrpflicht auf Frauen aus: Im Jahr 2005 führte Vimentis eine Umfrage über die Forderung «*Frauen müssen wie die Männer entweder Militär- oder Zivildienst leisten*» durch.^[17] 54% der Befragten antworteten mit Nein, 18% neutral/weiss nicht und lediglich 29% waren dafür. In einer Umfrage aus dem Jahr 2011 befürworteten insgesamt lediglich 25% der Befragten die Erweiterung der Wehrpflicht auf Frauen. Hingegen stimmen 52% der Befragten der Einführung einer allgemeinen Dienstpflicht für Männer und Frauen mit freier Wahl für Militärdienst, Zivildienst oder Sozialdienst zu. Allerdings ist die Zustimmung zu einer allgemeinen Dienstpflicht nur für Männer mit 70% der Befragten erheblich grösser. Eine Dienstpflicht für Frauen^[18] – ob militärisch oder zivil – scheint also tatsächlich politisch schwierig umsetzbar zu sein. Juristisch ist dies jedoch kein Argument. Auch das Stimmrecht für Frauen war lange Zeit politisch umstritten und wurde erst nach mehreren gescheiterten Anläufen vom damals männlichen Stimmvolk angenommen.

Eine Dienstpflicht für Frauen – ob militärisch oder zivil – scheint also tatsächlich politisch schwierig umsetzbar zu sein. Juristisch ist dies jedoch kein Argument.

Dies ändert jedoch nichts an der juristischen Einschätzung, dass die Beschränkung des Stimmrechts auf männliche Schweizer diskriminierend war.

[16] Eidgenössische Kommission für Kinder- und Jugendfragen (EKKJ), Ein Dienst für das Gemeinwohl (*LE CONTRAT CITOYEN*), Damit die Dienstpflicht wieder sinnvoll und glaubwürdig wird, Oktober 2011.

[17] <http://www.vimentis.ch/d/umfrage/ergebnisse/9/170/.html>.

[18] Tibor Szvircsev Tresch/Andreas Wenger/Silvia Würmli/Esther Bisig, Center for Security Studies, ETH Zürich und Militärakademie an der ETH Zürich, Sicherheit 2011, Aussen-, Sicherheits- und Verteidigungspolitische Meinungsbildung im Trend, Zürich 2011, S. 168 f.

[11] Es wird befürchtet, dass Frauen aufgrund der geringeren Körperkraft ihren Kameraden nicht beistehen können. (Foto: Schweizer Armee – ZEM)

[12] Übungen im kalten Wasser können für weibliche AdAs besonders belastend sein, da Frauen aus anatomischen Gründen anfälliger für Entzündungen der Harnwege und der Geschlechtsorgane sind. (Foto: Schweizer Armee – ZEM)

[13] Politische Begründungen gegen die Frauenwehrpflicht

Ein weiteres Argument gegen die Ausweitung der Wehrpflicht auf Frauen bringen die «SP-Frauen» in ihrem bereits erwähnten Positionspapier an:^[19] Eine Wehrpflicht für Frauen führe zu einer völlig überdimensionierten, der Bedrohungslage in keiner Weise angepassten und viel zu teuren Armee. Die Gleichberechtigung der Geschlechter könne nur in der Art erreicht werden, dass der obligatorische Militärdienst für Männer aufgehoben und durch eine Armee und einen Zivildienst von Freiwilligen ersetzt würde, zu denen Frauen und Männer nach gleichen Massstäben Zugang hätten. Ob eine Wehrpflicht für beide Geschlechter zu einer überdimensionierten und der Bedrohungslage nicht angepassten sowie zu teuren Armee führen würde, ist vorderhand eine sicherheitspolitische Frage, welche nicht von Juristinnen und Juristen beantwortet werden kann, sondern von Sicherheitsexperten und Expertinnen, von Politikern und Politikerinnen sowie in letzter Instanz vom Stimmvolk. Aus gleichstellungsrechtlicher Sicht kann lediglich die Gleichbehandlung der Geschlechter gefordert, nicht jedoch über die Art der Umsetzung in militärorganisatorischer Hinsicht entschieden werden.

Aus militärischer Sicht kann die Effizienz der Organisation der Streitkräfte gegen die Einführung einer Wehrpflicht für Frauen in die Waagschale geworfen werden.

Sollte sich die Annahme des Bundesgerichts, Frauen seien im Durchschnitt weniger für den Militärdienst geeignet, belegen lassen, so könnte die Verwaltungsökonomie gegen eine Ausweitung der Wehrpflicht auf Frauen vorgebracht werden, da sich die Rekrutierung der Frauen im Vergleich zu derjenigen der Männer weniger «lohnend» würde. Der Aufwand der Rekrutierung ist allerdings nicht derart gewaltig, dass er unverhältnismässig wäre. Die Rekrutierung hat zudem den Vorteil, dass Statistiken erhoben werden können und dass die Wehrpflichtigen einem medizinischen Gesamtcheck unterzogen werden, was den Frauen nicht vorenthalten werden sollte. Da bereits heute mehr als die Hälfte der Stellungspflichtigen entweder eine Ersatzabgabe bezahlt oder einen Zivildienst leistet, spricht einiges für die Ausweitung der Wehrpflicht auf Frauen, auch wenn eine durchschnittlich geringere Wehrtauglichkeit des weiblichen Geschlechts zu erwarten wäre. Die untauglichen Frauen würden Wehersatz bezahlen und ein Teil von ihnen Zivildienst leisten, was auf der Ertragsseite zu Buche schlagen würde. Das Verhältnis des Aufwands zum Ertrag ist daher nicht als völlig unverhältnismässig einzustufen.

Aus militärischer Sicht kann die Effizienz der Organisation der Streitkräfte gegen die Einführung einer Wehrpflicht für Frauen in die Waagschale geworfen werden. Nun ist aber gerade das gegenwärtige Modell der Wehrpflicht für Männer und Freiwilligkeit für Frauen besonders ineffizient, da für sehr wenige Personen (0.6% der Effektivbestandes) Sondereinrichtungen erstellt und Sondernormen erlassen werden müssen. Eine Wehrpflicht für Frauen würde diesen Aufwand eher rechtfertigen, da Aufwand und Ertrag in einem vernünftigeren Verhältnis stehen würden.

Aus militärpolitischer Sicht könnte auch vorgebracht werden, dass kein zusätzlicher Personalbedarf besteht, da die Bestände in den letzten Jahrzehnten ständig verkleinert wurden. Die Bestände der Schweizer Armee werden aber unter anderem auch gerade deshalb verkleinert, weil aufgrund der Jahrgangsrückgänge befürchtet wird, dass die Sollbestände nicht mehr alimentiert werden können, da bei unveränderter Tauglichkeit der Bestand der aktiven Formationen zwischen 2011 und 2025 um rund ein Viertel sinken wird.^[20] Laut SIPOL B 2010 wird die demografische Entwicklung bereits mittelfristig Anpassungen am von der Armee zu erbringenden Leistungsumfang und/oder des Wehr- und Dienstpflichtmodells nötig machen.^[21] Ein fehlender Personalbedarf kann folglich nicht vorgebracht werden, eher im Gegenteil. Ohnehin sind politische Erwägungen über die Truppenbestände und den Personalbedarf im Bereich der Geschlechterdiskriminierung keine legitimen Gründe zur Rechtfertigung einer Ungleichbehandlung. In einem Entscheid zur Feuerwehr hielt das Bundesgericht denn auch fest, ein fehlender Bedarf an Frauen mache die Beschränkung der Feuerwehrdienstpflicht auf Männer nicht verfassungskonform (BGer in: ZBI Band 88, Jahrgang 1987, S. 306-314, E. 4b/bb). Dies muss auch für die Wehrpflicht gelten. Wenn aus politischen Gründen eine Senkung der Truppenbestände angestrebt wird, muss das Dienstpflichtmodell an sich überdacht und nicht an der Anknüpfung an das Geschlecht festgehalten werden.

Es können folglich keine Gründe gefunden werden, die aus rechtlicher Sicht die Beschränkung der Wehrpflicht auf Männer in überzeugender Weise rechtfertigen könnten. Es ist daher aus rechtspolitischer Sicht eine Verfassungsänderung anzustreben, welche die Gleichbehandlung der Geschlechter hinsichtlich der Wehrpflicht gewährleistet.

Rechtfertigung der Zivildienstpflicht nur für Männer?

Auch die Beschränkung der Zivildienstpflicht auf Männer ist wohl als geschlechterdiskriminierend zu erachten: Es bestehen heute keine legitimen Gründe mehr, die Frauen von der Zivildienstpflicht auszunehmen. Eine Zivildienstpflicht für Frauen ist bereits einmal in Erwägung gezogen worden: Im Jahr 1957 wurde eine Initiative betreffend den Zivildienst, welche eine Zivildienstpflicht für Frauen vorgesehen hätte, abgelehnt.

Wie bereits dargelegt, sind Erwägungen hinsichtlich des Bedarfs keine juristisch legitimen Gründe für eine Ungleichbehandlung der Geschlechter ...

Vor allem Frauenorganisationen protestierten gegen die Vorlage, da Frauen zu diesem Zeitpunkt noch kein Stimmrecht besaßen.^[22] Heute stellt das Stimmrecht keinen Hinderungsgrund gegen die Ausweitung der Zivildienstpflicht auf Frauen mehr dar, da dieses inzwischen beiden Geschlechtern zusteht. Das Bundesgericht sieht die Beschränkung der Zivildienstpflicht auf Männer aber dennoch als gerechtfertigt an, da zwischen der Wehrpflicht und der Zivildienstpflicht ein Konnex bestehe und die Beschränkung der Wehrpflicht auf Männer aufgrund biologischer und

funktionaler Gründe angebracht sei (BGE 118 Ia 341). Zudem sei zur Sicherstellung der notwendigen Bestände bei den Zivildienstorganisationen ein allgemeines Obligatorium für Männer und Frauen nicht erforderlich, sondern würde zu weit gehen. Wie bereits dargelegt, sind Erwägungen hinsichtlich des Bedarfs keine juristisch legitimen Gründe für eine Ungleichbehandlung der Geschlechter, da zur Berücksichtigung des Bedarfs auf weniger problematische Personenkategorien abgestellt werden kann. Bezüglich des angeblichen Konnexes zwischen der Wehrpflicht und der Zivildienstpflicht ergeben sich Zweifel, denn die Zivildienstpflicht ist, wie bereits erwähnt, *keine* Surrogatspflicht. Die Befreiung der Militärdienst- und Zivildienstleistenden von der Schutzdienstpflicht könnte jederzeit durch eine Gesetzesänderung aufgehoben werden, ohne dass eine Verfassungsänderung notwendig wäre, denn nach Art. 61 Abs. 3 BV kann der Bund «den Schutzdienst für Männer obligatorisch erklären», d.h. grundsätzlich könnten nach der Verfassung *alle* Männer zum Dienst verpflichtet werden (auch Ausländer und Militärdiensttaugliche). Aber auch wenn diese Regelung als Konnex zwischen der Wehrpflicht und der Zivildienstpflicht anerkannt würde, so kommt die Abstellung auf den Konnex einer Umgehung der materiellen Prüfung gleich, was nicht sachgerecht ist. Die Beschränkung der Zivildienstpflicht auf Männer muss sich sachlich begründen lassen, ob nun ein Konnex zwischen der Wehrpflicht und der Zivildienstpflicht vorliegt oder nicht. Die Legitimität der Beschränkung der Zivildienstpflicht auf Männer muss insbesondere deshalb getrennt von der Zulässigkeit der Beschränkung der Wehrpflicht auf Männer geprüft werden, da sich gegen die Leistung von Zivildienst die biologischen Unterschiede der Geschlechter nicht anbringen lassen, sind es doch gerade die Militärdienstuntauglichen, die diesen Dienst leisten. Eine Verfassungsänderung, welche die Zivildienstpflicht auf Frauen ausweiten würde, ist aus rechtspolitischer Sicht also wünschenswert.

Verwirklichung der Gleichbehandlung

Die Gleichbehandlung der Geschlechter in Bezug auf die Wehrpflicht kann auf verschiedene Weise verwirklicht werden, wobei es aber in jedem Fall einer Verfassungsänderung bedarf. Die GSoA (Gruppe für eine Schweiz ohne Armee) möchte das Problem dergestalt lösen, dass die Wehrpflicht für Männer abgeschafft wird und sammelte Unterschriften für eine dahingehende Initiative. Aus gleichstellungsrechtlicher Sicht wäre die Geschlechterdiskriminierung mit Aufhebung der Wehrpflicht behoben, doch ist die Abschaffung der Wehrpflicht nicht der einzig mögliche Weg, die Geschlechtergleichbehandlung zu gewährleisten. Vermutlich wird die Herstellung der Geschlechtergleichheit durch Abschaffung der Wehrpflicht nicht zustande kommen, Umfrageergebnisse erlauben nämlich die Voraussage, dass die Initiative vom Volk abgelehnt wird: Nur 38% der Befragten in einer Umfrage aus dem Jahr 2011 befürworteten die Abschaffung der Wehrpflicht.^[23] Die grundsätzliche Befürwortung der Schweizer Armee scheint in der Bevölkerung sehr hoch zu sein: 79% der Befragten hielten die Schweizer Armee für notwendig und 68% der Befragten sprachen sich für eine gut ausgerüstete und ausgebildete Armee aus. Es wird sich also aller Wahrscheinlichkeit nach die Frage stellen, wie die Gleichbehandlung der Geschlechter trotz Beibehaltung der Wehrpflicht gewährleistet werden kann, wobei sich in erster Linie die Frage stellen wird, ob die Wehrpflicht auf Schweizerinnen ausge-

dehnt werden soll. Dies ist grundsätzlich denkbar, wie das Beispiel Israel zeigt, doch lassen auch hier Umfrageergebnisse darauf schliessen, dass eine dahingehende Vorlage vom Stimmvolk abgelehnt würde. Die Einführung einer allgemeinen Dienstpflicht für Frauen und Männer hätte allenfalls bessere Aussichten auf Zustimmung, denn mehr als die Hälfte der Befragten konnte sich für eine allgemeine Dienstpflicht sowohl für Männer als auch für Frauen erwärmen. Als weiteres Modell bestünde die Möglichkeit, die Frauen anstatt der Wehrpflicht der Ersatzabgabepflicht zu unterstellen. Damit würden sie rechtlich mit den untauglichen Männern gleichgestellt, was der These folgen würde, Frauen seien aufgrund ihres Geschlechts für den Militärdienst ungeeignet. Aus diskriminierungsrechtlicher Sicht wäre es allerdings problematisch, die Frauen der Ersatzabgabepflicht zu unterstellen, ohne sie individuell auf ihre Diensttauglichkeit hin zu prüfen und ihnen die Möglichkeit der Erfüllung der Wehrpflicht in Form eines Dienstes zu bieten. Der EGMR hat im Urteil *Glor v. Switzerland* (Application No. 13444/04) die Regelung, wonach Teilinvalide der Ersatzabgabepflicht unterstellt werden, ohne der Möglichkeit der Wehrpflichtenerfüllung durch einen Dienst, als diskriminierend erachtet.

... denn mehr als die Hälfte der Befragten konnte sich für eine allgemeine Dienstpflicht sowohl für Männer als auch für Frauen erwärmen.

Aus juristischer Sicht wäre also auch eine analoge Regelung mit Anknüpfung an das Geschlecht diskriminierend. Eine Regelung, wonach Frauen frei zwischen der Ersatzabgabe und dem Militärdienst wählen könnten, ist aus juristischer Sicht ebenfalls abzulehnen, da keine legitimen Gründe für eine solche Ungleichbehandlung der Geschlechter ersichtlich sind. Welches Wehrmodell auch immer politisch gewählt wird, aus juristischer Sicht sollten die Gleichbehandlung der Geschlechter so weit als möglich gewährleistet werden und keine unterschiedlichen Rechtsfolgen an das Geschlecht anknüpft werden.

[19] Medienmitteilung der SP-Frauen vom 1. Oktober 2008, Die Armee: freiwillig. Die Gleichstellung: obligatorisch! und Julia Gerber Rüegg, Gleichstellung auch in der Armee, 19. August 2008, abrufbar unter www.sp-frauen.ch.

[20] Armeebereich 2010 vom 1. Oktober 2010, BBl 2010 8871 ff., S. 79, Fn. 93; Bericht des Bundesrates an die Bundesversammlung über die Sicherheitspolitik der Schweiz vom 23. Juni 2010 (SIPOL B 2010), BBl 2010 5133 ff., S. 46.

[21] Bericht des Bundesrates an die Bundesversammlung über die Sicherheitspolitik der Schweiz vom 23. Juni 2010 (SIPOL B 2010), BBl 2010 5133 ff., S. 46.

[22] Vgl. Karl Haltiner/Ruth Meyer, Frau und Armee in der Schweiz, in: Bulletin des Schweizerischen Arbeitskreises Militär und Sozialwissenschaften, Frau und Gesamtverteidigung, 6. Jahrgang, Nr. 2, Bern 1982, S. 65, 71; Regula Stämpfli, Mit der Schürze in die Landesverteidigung, 1914-1945, Staat, Wehrpflicht und Geschlecht, Diss. Bern, Bern 1999, S. 46 f.

[23] Tibor Svircev Tresch/Andreas Wenger/Silvia Würmli/Esther Bisig, Center for Security Studies, ETH Zürich und Militärakademie an der ETH Zürich, Sicherheit 2011, Aussen-, Sicherheits- und Verteidigungspolitische Meinungsbildung im Trend, Zürich 2011, S. 142 f., 146 ff., S. 159.

Der «Volksaufstand»: Vorstellungen und Vorbereitungen der Schweiz im 19. und 20. Jh.^[1]

Seit den Rebellionen im ersten Jahr der französischen Besetzung von 1798-1803 und bis in die jüngere Vergangenheit hinein erlebte die Schweiz wiederkehrende und zumeist öffentliche Debatten darüber, ob und gegebenenfalls wie ein Volksaufstand zu organisieren sei. Dieser Beitrag befasst sich mit den Konzeptionen und Vorbereitungen auf die Fortsetzung des bewaffneten Kampfes in einem vom Feind besetzten Landesteil oder auch landesweit, nach einem Rückzug oder der Kapitulation der Schweizer Armee.

Mauro Mantovani

Dr., Dozent Strategische Studien, Militärakademie an der ETH Zürich, Militärakademie an der ETH Zürich (MILAK), Höhere Kaderausildung der Armee. Kaserne, 8903 Birmensdorf.
E-Mail: mauro.mantovani@vtg.admin.ch

Der Volkskrieg als theoretische Ultima ratio: 1820er Jahre bis 1907

Erst mit der Gründung des Bundesstaates 1848 wurden eidgenössische Truppen geschaffen. Zwischen 1815 und 1874 galt in der Schweiz das so genannte «Bundeskontingentsystem», d.h. die einzelnen Kantone stellten der Eidgenossenschaft ihrer Grösse entsprechende bewaffnete Kontingente zur Verfügung, bestehend aus Milizionären. Manche Kantone hielten sich darüber hinaus eine eigene Reserve, den Landsturm. Dieser sollte immer nur ergänzend zu den regulären kantonalen und eidgenössischen Truppen eingesetzt werden.^[2]

Seit dem frühen 19. Jahrhundert orientierte sich die Mehrzahl der Schweizer Offiziere an der napoleonischen Truppenführung: Durch ausgefeiltes Exerzieren, das absolute Subordination und Disziplin verlangt, sollten die schweizerischen Milizeinheiten die Schlagkraft von stehenden Truppen erlangen. Dem stand eine Minderheit von «Romantikern» gegenüber, die eine Schützen- und Volksarmee forderten. Zu ihnen gehörten Heinrich Zschokke und Rudolf von Tavel, die in den Jahren um 1820 im bewaffneten, lokalen Widerstand die wirksamste Form der Verteidigung sahen, einer spezifisch schweizerischen, dem Gelände angepassten und aus dem Bürgersinn schöpfenden Kampfweise. Diese «Romantiker» blieben weitgehend wirkungslos, denn die Mehrheit der Offiziere betrachtete den Volkskrieg nur als Ergänzung, als Ultima ratio, wenn alle übrigen Mittel erschöpft wären.^[3]

Ein nächster Impuls für die Diskussion ging vom Neuenburgerhandel von 1856 und der damals «von Seiten Preussens drohenden Kriegsgefahr» aus. Hiermit begründete Heinrich Leemann, «gewesener zweiter Sekretär des schweizerischen Militärdepartements» seine «Abhandlung über den Gebirgskrieg», die zwei Schriften aus dem spanischen Guerilla-Krieg publiziert und einen längeren Exkurs über die Kriegshandlungen von 1798 in der Schweiz enthält. Daraus zog Leemann die Konsequenzen unter den Überschriften «Ueber die Anwendung des kleinen Krieges in der Schweiz» und «Ueber den Landsturm».^[4] Leemanns Konzeption sieht die Hauptoperationen durch ein reguläres Kriegsheer vor, das unterstützt werden solle durch einen «kleinen Krieg», «Parteigänger- oder Guerillaskrieg» (sic), getragen durch den Landsturm, welche aus der jahrhundertalten «Vorliebe des Schweizervolkes für das Schiesswesen» schöpfen könne. Allerdings müsse dieser «Strom» gelenkt werden, um nicht «alle Schranken zu durchbrechen ... und das eigene Feld [zu] verwüsten», mahnte Leemann. Er erkannte also die Gefahr, dass ein solcher Volkskrieg die bestehende Ordnung stürzen, statt stützen könnte, unterliess es jedoch, Mittel zur Kontrolle vorzuschlagen. Dieser Einwand sollte ein zentraler Punkt der Debatten um den Volkskrieg bleiben.

Drei Jahre später, 1861, entstand die bis dahin umfassendste und detaillierteste Konzeption eines Jagdkampfes, der bei gegnerischem Rückzug sogar zu einem allgemeinen Volkskrieg hätte eskalieren sollen, vorgelegt vom Patrizier Aymon de Gingins-La Sarraz.^[5] Der damalige Waadtländer Verfassungsrat und spätere Nationalrat und Oberst sah sich als «promoteur de l'idée d'une guerre insurrectionnelle» und forderte einen zusätzlichen «auxilière national» in Form freiwilliger «corps de partisans» oder «compagnies franches». Diese Partisanenkörper sollten ihre Anführer selber wählen, in ziviler Bekleidung und mit Schiess- ebenso wie Blankwaffen, lokal und autonom kämpfen, aber mit der regulären Ar-



[1]

mee zusammenwirken. Eine solche organisierte Partisanenarmee kompromittiere das Land weniger und sei ausdauernder als die *Levée en masse*. Die Partisanenkörper sollten nur ein (zusätzliches) Prozent der Bevölkerung ausmachen und in Kleingruppen von sechs bis zwölf Männern, nach dem Prinzip Dispersion und Konzentration, operieren. Die Gefahr von Repressalien wischte de Gingins – unter Ausblendung der Erfahrungen von 1798 – vom Tisch: Der Feind *müsse* ganz einfach darauf verzichten, um sich nicht die Feindschaft der Zivilbevölkerung zuzuziehen. Als Begründung für seine

Eine solche organisierte Partisanenarmee kompromittiere das Land weniger und sei ausdauernder als die *Levée en masse*.

Forderungen nannte de Gingins die manifeste Aggressionsbereitschaft der weit grösseren Nachbarn Österreich und Frankreich/Piemont. Der flexible Einsatz von zerstreuten und wieder vereinten Formationen durch die französische Armee im zweiten italienischen Unabhängigkeitskrieg von 1859 beeindruckte tatsächlich weite militärische Kreise in der Schweiz und führte zu einer Verbesserung und Flexibilisierung der eidgenössischen Schiessausbildung ab 1862.^[6]

Keine derartigen politischen Postulate erhob hingegen der damalige Hauptmann und Dozent an der Zentralschule Thun, Carl von Elgger, in seinem – stark von Jomini inspirierten – Lehrbuch von 1870 «Ueber Die Strategie», dessen Schlusskapitel dem Volkskrieg gewidmet ist. Dabei werden Vorteile (insbesondere die Wirkungskraft im Rücken des Feindes) und Nachteile (materielle und moralische Verheerungen) einander gegenübergestellt. Besonders günstige Voraussetzungen für den Volkskrieg seien Tapferkeit, Opferbereitschaft, Ausdauer und Vaterlands- und Freiheitsliebe des Volkes sowie ein gebirgiges Kriegstheater. Untermauert werden diese Aussagen mit historischen Beispielen für Volksaufstände bis zurück in die Antike, bemerkenswerterweise aber nicht mit der schweizerischen Erfahrung von 1798 – obwohl von Elgger diese in verschiedenen früheren Publikationen behandelt hatte.^[7]

Ein weiterer Zeitgenosse, Oberstleutnant Franz von Erlach, propagierte dagegen ein Armeekonzept, das ... eine vollständige Verschmelzung von Volk und Armee vorsah. In seinem 1873 erschienenen Buch «Wiedergeburt des eidgenössischen

Wehrwesens» forderte er in Anlehnung an die Befreiungskämpfe kleiner Völker wie der Griechen oder der Polen auch für die Schweiz eine Organisation, die das ganze Volk erfasst, aber auf Freiwilligkeit beruht, auf Uniformen verzichtet, ihre «Anführer» selber wählt, sich auf die kommunalen Schützengesellschaften und Feuerwehren abstützt und erst sekundär kantonale und bundesstaatlich organisiert wäre. Diese Armee sollte aus befestigten Gemeinden heraus einen hinhaltenden Kampf führen und damit die Entscheidung suchen. Mit seinem Bemühen, ein alteidgenössisches Kriegerertum wiederzuerwecken, befand sich von Erlach jedoch allein auf weiter Flur, nicht aber mit der Idee eines Schützenheeres.^[8] Auch der Landwehrhauptmann Karl Bürkli dachte in Richtung einer Volkswehr in Zivilkleidern und mit Präzisionswaffen, die «besonders in einem Volkskrieg eine ganz andere Kampfweise angewendet hätte.» Beide, von Erlach und Bürkli, standen für ein national-republikanisches Militärdenkmal, das in der Schweiz in den 1870er Jahren einen Aufschwung nahm vor dem Hintergrund der nationalen Einigungskriege in Italien und Deutschland.^[9]

Die fortschreitende Technisierung des Krieges durch Massenproduktion der Waffen und Steigerung der Feuerkraft in der zweiten Hälfte des 19. Jahrhunderts gab, zusammen mit den eindrücklichen preussischen Siegen von 1866 und 1870/71,

- [1] Dieser Beitrag stellt eine überarbeitete Version des Beitrages zum Jahreskongress der Internationalen Kommission für Militärgeschichte dar, vgl. Mauro Mantovani, Switzerland's Concepts and Preparations for a Popular Uprising in the 19th and 20th Century, in: *Insurgency and Counterinsurgency: Irregular Warfare from 1800 to the present*, CIHM Congress 2010 in Amsterdam, Den Haag, 2011, pp. 311-321. Ich danke Dr. Adrian Wettstein für seine Vorarbeiten und lic. phil. Titus Meier sowie Felix Nöthiger für ihre Kommentare.
- [2] Vgl. Hans Rudolf Fuhrer, Das Schweizer System. Friedenssicherung und Selbstverteidigung im 19. und 20. Jahrhundert, in: *Die Wehrpflicht. Entstehung, Erscheinungsformen und politisch-militärische Wirkung*, in: Beiträge zur Militärgeschichte, hg. vom Militärgeschichtlichen Forschungsamt, Bd. 43, München 1994, S. 193-206.
- [3] Vgl. Rudolf Jaun, Vom Bürger-Militär zum Soldaten-Militär. Die Schweiz im 19. Jahrhundert, in: U. Frevert (Hg.): *Militär und Gesellschaft*, Stuttgart 1997; ders., *Armee und Nation. Schweizerische Militärdiskurse des 19. Jahrhunderts im Widerstreit*, in: *Die Konstruktion einer Nation. Nation und Nationalisierung in der Schweiz, 18.-20. Jahrhundert*, hg. v. U. Altermatt, C. Bosshart-Pflugler, A. Tanner, Zürich 1998, S. 149-166; ders., *Preussen vor Augen. Das schweizerische Offizierskorps im militärischen und gesellschaftlichen Wandel des Fin de siècle*, Zürich 1999, besonders S. 92-114; ders., *Die Schweizer Milizarmee als Idealbild einer nationalen Staatsbürgerarmee: von Rüstow zu Bebel und Jaurès*, in: *Nationalstaat, Nationalismus und Militär*, Potsdam 2007, S. 417-430.
- [4] Heinrich Leemann, Abhandlung über den Gebirgskrieg. Nach dem Spanischen des D. Santiago Pasqual y Rubio. Durch kriegsgeschichtliche Beispiele vermehrt von H. Leemann, Zürich 1858, besonders S. 124-134.
- [5] Aymon de Gingins-La Sarras, *Les partisans et la défense de la Suisse*, Lausanne 1861, pp. 5-30 und 129-131. Vgl. auch Alfred Ernst, *Konzeption der schweizerischen Landesverteidigung 1815-1966*, Frauenfeld, Stuttgart 1971, S. 154-156.
- [6] Vgl. Jaun, *Preussen vor Augen* (A. 3), S. 99f.
- [7] Carl von Elgger, *Ueber Die Strategie*. Mit Berücksichtigung der neuen Kriegsmittel, Basel 1870. Vgl. auch seine Artikelserie über den «Kampf der schweizerischen Bergkantone gegen die Franken», in: *Allgemeine Schweizerische Militärzeitschrift (ASMZ)* 1868, S. 249-277.
- [8] Franz von Erlach, *Kriegführung des Bundesheeres mit Hilfe der Volksbewaffnung*, ASMZ 1860, S. 404-407; ders., *Die Freiheitskämpfe kleiner Völker gegen grosse Heere*, Bern 1867; ders. *Wiedergeburt des eidgenössischen Wehrwesens*, Gotha 1873. Die Idee des Schützenheeres scheint von Erlach von Johann Ludwig Wursterberger übernommen zu haben, vgl. Jaun, *Preussen vor Augen* (A. 3), S. 106.
- [9] Vgl. dazu Jaun, *Preussen vor Augen* (A. 3), S. 105-108.

[1] Der Aufstand gegen die französische Besatzungsarmee 1798/99. Der Landsturm von 1798, 1825 Zb LU, in: *Das Werden der modernen Schweiz*, Bd. 1, hg. v. J. Hardegger u.a., Basel 1986, S. 20

der sogenannten «neuen Richtung» Auftrieb. Demgegenüber verlor die «nationale Richtung», welche die Vision einer aus Einzelkämpfern bestehenden Schützenarmee vertrat – und sich dabei ebenfalls auf die Verbesserung der Handfeuerwaffen und Sprengstoffe hätte berufen können –, an Anhängerschaft und mit ihr die Ideen einer Volksbewaffnung. Nur kurzzeitig um die Jahrhundertwende, als die Begeisterung für die südafrikanischen Buren auch die Schweiz erfasste, wurde in Tageszeitungen noch einmal die Forderung nach lokalen Milizen erhoben. Solche Ideen wurden vom militärischen Establishment vehementer denn je abgelehnt, allen voran von General Ulrich Wille, dem Oberbefehlshaber der Schweizer Armee im Ersten Weltkrieg.

Nur kurzzeitig um die Jahrhundertwende ... wurde in Tageszeitungen noch einmal die Forderung nach lokalen Milizen erhoben.

Denn Volkskriegskonzepte waren unvereinbar mit seinen Führungs- und Erziehungsgrundsätzen, mit denen aus den Milizen gedrillte Soldaten gemacht werden sollten, was für Wille ein Gebot militärischer Effizienz und Merkmal europäischer Kulturvölker war. Anscheinend mochte aber auch Wille den Volkskrieg als *Ultima ratio* für die Schweiz nicht völlig ausschliessen.^[10]

Distanzierung der offiziellen Schweiz vom Volkskrieg 1907/1915

Während unter den Militärexperten des 19. Jhs. also nur Aussenseiter für den Volkskrieg eintraten, waren der Bundesrat und das Parlament lange bestrebt, diese Option für den äussersten Fall offenzuhalten. Bereits an der Brüsseler Konferenz zur Kodifizierung des Landkriegsrechtes von 1874 widersetzte sich die Schweiz zusammen mit anderen Kleinstaaten dem Versuch, den Volkskrieg für unrechtmässig zu erklären, was dem Gegner erlauben würde, mit Repressalien darauf zu reagieren. Über dieser Frage sollte die Konferenz dann scheitern.^[11] In den Verhandlungen an der ersten Haager Konferenz von 1899 entzweiten sich die Auffassungen v. a. darüber, ob auch die im besetzten Gebiet sich erhebbende Bevölkerung die Privilegien von Kriegführenden erhalten solle. Der schweizerische Delegierte setzte sich natürlich dafür ein und unterstützte den britischen Antrag, das Recht auf Widerstand der Bevölkerung gegen einen Feind zu verankern und beantragte darüber hinaus, Vergeltungsmassnahmen gegen ein Volk, das sich im besetzten Gebiet bewaffnet zur Wehr setzt, seien zu verbieten. Schliesslich wurden diese Anträge aber zugunsten einer allgemein gehaltenen Eingangsformel zurückgezogen, die für alle nicht geregelten Fälle die «Grundsätze des Völkerrechts», die «Gesetze der Menschlichkeit» und die «Forderungen des öffentlichen Gewissens» anruft (Martens'sche Klausel). Damit konnte zwar die Konferenz gerettet werden, allerdings um den Preis, dass das Verhalten der Bevölkerung im besetzten Gebiet ungeregelt blieb. Unzufrieden hiermit ratifizierte die Schweiz die Haager Landkriegsordnung erst 1907, zwar ohne Vorbehalt, aber als letzter europäischer Staat. Der Gesinnungswandel war dabei offenbar herbeigeführt worden durch die Einsicht, dass eine halbwegs befriedigende Regelung gar keiner Regelung vorzuziehen sei.^[12]

Offensichtlich unter Eindruck des harten deutschen Vorgehens gegen «Franktireurs» in Belgien 1914 ergriff der Bundesrat in den folgenden (Kriegs-)Jahren eine Reihe von Massnahmen, um einen irregulären Volkskrieg in der Schweiz zu verhindern. Die Massnahmen zielten darauf ab, möglichst viele Wehrfähige einzuziehen, mithin möglichst viele private Waffen zu erfassen. Sie bestanden namentlich im

... unter Eindruck des harten deutschen Vorgehens gegen «Franktireurs»... ergriff der Bundesrat ... Massnahmen, um einen irregulären Volkskrieg in der Schweiz zu verhindern.

Bundesratsbeschluss vom 3. August 1915 über die «Kontrolle der nichtdienstpflichtigen Vereinsschützen», in der Verordnung vom 1. Februar 1916 über die «Musterung der nichtmilitärdienstpflichtigen Schweizer und der Privatwaffen» sowie in der Verordnung vom 11. Mai 1917 über die «Schiesfertigen der Altersjahre 16–60», welche diese zur Mitwirkung bei der Verteidigung des Landes verpflichtete und sie formell der Heeresklasse Landsturm zuteilte. Ein Aufgebot erfolgte bis zum Ende der Mobilmachung zwar nicht und die Verordnung wurde auf den 31. Januar 1920 aufgehoben.^[13] Diese Massnahmen wurden von gewissen Seiten als «Bruch ... mit der geschichtlichen Tradition unseres Landes» betrachtet, jedoch offenbar überwiegend befürwortet.^[14] Der bemerkenswerte diplomatische Effort der Schweiz zugunsten des Volkskrieges von 1899 sollte sich übrigens in den Verhandlungen über die Genfer Konventionen von 1949 nicht wiederholen. Man sah damals nur eine Intervention vor, falls Kundschafter und Ortswehren (s.u.) nicht unter den Schutz von Kriegsgefangenen fallen würden – was sich als nicht notwendig erwies, weil die Schweiz am Verhandlungstisch auf eine Mehrheit von Staaten traf, die gewillt waren, die Rechte von «militias and other volunteer corps» in Kriegszeiten zu verbessern.^[15]

Renaissance der Volkskriegsideen unter dem Eindruck der totalitären Bedrohung

Bis in die 1930er Jahre hinein herrschte in der Schweiz ein breiter Konsens darüber, dass die starke Schützentradition mit weiter Verbreitung von Waffen im Volk die Gefahr der Eskalation des Krieges berge. Diese galt es unbedingt zu verhindern bzw. die Bestimmungen der Haager Landkriegsordnung strikte einzuhalten. Gleichzeitig wurde der Volkskrieg weiterhin als Notlösung für den äussersten Fall betrachtet. Für diese nicht angefochtene, offizielle Position steht beispielhaft ein Vortrag von Theophil Sprecher von Bernegg, dem Generalstabschef im Ersten Weltkrieg, von 1927.^[16]

«Kleinkrieg» wurde in dieser Zeit ausschliesslich als Taktik der regulären Armee verstanden. Gemäss der Felddienstordnung von 1927 sollte damit dem Feind die Aufklärung erschwert werden. Umgekehrt sollte ein vorbereiteter Kundschafterdienst Informationen über den Feind einbringen, wobei hier eingeschoben wird: «Der Dienst des Kundschafter ist Dienst fürs Vaterland; sein Tod wird als Tod in der Schlacht bewertet.»^[17] Gerade diese Passage zeugt von der

Absicht, Akteure, die nicht von allen Kriegsparteien als reguläre betrachtet worden wären, quasi unilateral zu «regulalisieren».

Die Diskussion um den Volkskrieg wogte erst Ende der 1930er Jahre wieder auf. Insbesondere der Anschluss Österreichs an das Dritte Reich im März 1938 und die Besetzung der «Resttschechei» im März 1939 schürten in breiten Kreisen die Angst, die Schweiz könnte ebenfalls überumpelt werden, bevor die Armee mobilisiert hatte, oder gar kampfflos fallen.

Die Diskussion um den Volkskrieg wogte erst Ende der 1930er Jahre wieder auf.

Die Debatte wurde vom Gymnasiallehrer und Bibliothekar Hans Strahm eröffnet. Dieser bezeichnete die Haager Landkriegsordnung angesichts der gesteigerten Mobilität moderner Armeen und der Auflösung klarer Frontverläufe als nicht mehr zeitgemäss, insbesondere bezüglich ihres Artikels 2, der nur der Bevölkerung eines *unbesetzten* Gebiets erlaubt, zu den Waffen zu greifen (s.o.). Die Schweiz als niemals aggressives Land sollte, so Strahm, «das Recht auf den uneingeschränkten Volkskrieg» und einen «Krieg aus dem Hinterhalt gegen jeden einbrechenden Feind» unter Einbezug der 14-Jährigen beanspruchen. Sie solle dies zur Abschreckung auch offen deklarieren, die Verfassung entsprechend ändern und die Verpflichtungen der Haager Landkriegsordnung aufkündigen.^[18] Diese radikale Position wurde von Ernst Schürch geteilt. Der Chefredaktor der überregionalen Tageszeitung «Der Bund», der 1941 auf Druck aus Berlin diese Position verlieren sollte, vertrat die Meinung, dass die Gesetze und Gebräuche des Krieges von einem totalitären Angreifer ohnehin nicht respektiert würden und wollte die Schweiz ebenfalls von den völkerrechtlichen Bindungen befreit sehen. Als Träger des Kampfes sah Schürch sogar alle Wehrfähigen des Landes, also auch Frauen und Kinder, nicht nur die ausgebildeten Soldaten.^[19]

Bezeichnend ist für Strahm und Schürch, dass sie den Volkskrieg als Mittel der ersten Stunde betrachteten ...

Bezeichnend ist für Strahm und Schürch, dass sie den Volkskrieg als Mittel der *ersten* Stunde betrachteten, um einem überfallsartigen Angriff zu begegnen. Der regulären Armee sollte Zeit für die Mobilmachung gegeben und diese Mobilmachung überhaupt erzwungen werden – gegen eine wankelmütig erscheinende politische Führung.

Hans Georg Wirz, Dozent für Kriegsgeschichte an der Universität Bern, trat diesen Forderungen entschieden entgegen.^[20] Der «Willeaner» Wirz argumentierte, die Volkskriegsforderungen untergraben das Vertrauen in die Armee und die Landesregierung, und ihre Umsetzung zwänge einen nur «durchmarschwilligen» Gegner zu sinnlosen Zerstörungen. Ausserdem liesse ein solches Konzept Repressalien ge-

gen eine verwundbare Bevölkerung befürchten, die gerade auch die Frauen als «Spenderinnen des Lebens und Hüterinnen des Herdes mit den Kindern» gefährdeten. Schliesslich würde so die Schweiz als Rechtsstaat und bezüglich ihrer christlichen Werte unterminiert. Bei Wirz kommt also erneut die Furcht vor der Zerstörung der bürgerlichen Ordnung zum Ausdruck. Die Kontroverse Strahm/Schürch-Wirz um den Einbezug von Zivilisten in die Kriegführung wurde noch bis Juli 1939 in weiteren Artikeln fortgesetzt und mündete in einem Konsens darüber, dass bewaffnete Formationen zu schaffen seien, die der militärischen Disziplin und Befehlsgebung unterstehen und nach sehr kurzer Vorbereitungszeit lokal eingesetzt werden konnten – entsprechend einem ursprünglichen Postulat von Schürch.^[21]

Zweiter Weltkrieg: Umsetzung der Idee der Ortswehren 1940

Unter Eindruck des deutschen Polenfeldzuges schwenkte auch die Politik auf die Linie von Schürch und Wirz ein. So erliess der Bundesrat am 30. Oktober 1939 die «Weisungen an die Bevölkerung für den Kriegsfall», in denen hingewiesen wurde auf zwei nach der Haager Landkriegsordnung erlaubte Möglichkeiten, wie die Bevölkerung den Abwehrkampf auf legale Weise unterstützen könne: durch eine Organisation von Freiwilligenkorps und die «spontane Volkserhebung beim Herannahen des Feindes». Wie diese Freiwilligenkorps auszugestalten seien, blieb vorerst offen. Die Vorstellung ging offenbar dahin, dass sie sich aus ausserdienstlichen (para-)militärischen Organisationen wie Kadetten, Pfadfindern, Schützenvereinen, Pontonieren etc. rekrutieren würden.^[22]

[10] Zur Rezeption des Burenkrieges vgl. Jaun, Preussen vor Augen (A. 3), S. 184-187; zu Willes Haltung gegenüber dem Volkskrieg auch Ernst, Konzeption (A. 5), S. 156.

[11] Vgl. Actes de la Conférence de Bruxelles (1874), Bruxelles 1899; die Instruktionen des Bundesrates und die Berichte des schweizerischen Delegierten (Hammer) in Diplomatische Dokumente der Schweiz, Bd. 3, Nr. 52 (Annex) sowie 55 und 72.

[12] Vgl. Markus Hauser, Der Kampf Irregulärer im Kriegsrecht (Artikel 1 und 2 der Landkriegsordnung 1907), Zürich (Diss.) 1937; ders., Die neue Verordnung über die Hilfsdienste und die kriegsrechtlichen Regeln über den Volkskrieg, in: ASMZ 1939, S. 296-306. Vgl. auch Botschaft des Bundesrates ... betreffend die Ergebnisse der Haager Konferenz vom 22.5.1900, in: BBI III (1900), S. 1-44.

[13] Vgl. Hauser in ASMZ 1939 (A. 12), S. 304f.

[14] M., Volkskrieg, in: ASMZ Nr. 34/1915, S. 306-309, das Zitat S. 309. Entsprechende Forderungen waren ebenfalls in der ASMZ erhoben worden, vgl. [Anonym], Volkserhebung und Franktireurs, in: ASMZ Nr. 4/1915, S. 27-29; P.R., Volkserhebung und Franktireurs, in: ASMZ Nr. 5/1915, S. 37.

[15] Vgl. Vorbereitungssitzung der schweizerischen Delegation vom 5.4.1949, S. 3, in: dodis.ch/7447.

[16] Vgl. Hauser in ASMZ 1939 (A. 12), S. 301.

[17] Schweizerische Armee, Felddienst 1927, Bern 1927, S. 8, Ziffer 3; vgl. auch S. 11, Ziffer 8: «Nicht nur die Armee, das ganze Volk muss zum Widerstand bis aufs äusserste entschlossen ... sein.»

[18] Hans Strahm «Volkskrieg?», in: Berner Woche Nr. 12/1939. Der von Strahm vorgeschlagene Verfassungsartikel lautete: «Sobald eine feindliche Truppe unsere Grenze überschreitet, besteht im ganzen Gebiet der Eidgenossenschaft der Kriegsnotstand. Jeder Bürger vom 14. Lebensjahr an hat alsdann das Recht und die Pflicht, gegen eindringende Feinde sich mit allen Waffen und allen Mitteln zur Wehr zu setzen.»

[19] Ernst Schürch, Bemerkungen zum Tage, in: «Der Bund» Nr. 169 Morgenausgabe 13.4.1939. Viele Leserbriefschreiber unterstützten diese Position.

[20] Hans Georg Wirz, Totale Landesverteidigung? Volkskrieg? In: ASMZ Nr. 5, 1939, S. 285, bzw. ders., Totale Landesverteidigung? Volkskrieg? Eine Abwehr, in: ASMZ Nr. 7, 1939, S. 477.

[21] Vgl. Dario Carrozza, Totaler Widerstand und Kampf im besetzten Gebiet, Kleinkriegskonzepte in der Schweiz 1939-1948, Zürich 2005 (unveröffentlichte Lizentiatsarbeit), S. 26ff.

[22] Vgl. Carrozza (A. 21).



[2]

Als Folge wurden freiwillige bewaffnete Ortswehren geschaffen. Diese bestanden aus den ausgeschiedenen oder für untauglich erklärten Männern, Jungschützen und nicht militärdienstpflichtigen Mitgliedern von Schiessvereinen, ohne Altersbeschränkung nach oben. Uniformiert oder zumindest mit der «eidgenössischen Armbinde»

Als Folge wurden freiwillige bewaffnete Ortswehren geschaffen.

versehen und mit alten Armee- und Privatwaffen ausgerüstet, standen sie unter der Führung beurlaubter oder ausgeschiedener Offiziere und Unteroffiziere. Die fast 3000 Ortswehren zählten von Ende 1940 bis Kriegsende stets um 125 000 Mann und hatten ein schrittweise erweitertes Aufgabenfeld: Verhinderung von Sabotage, Spionage und Nachrichtenübermittlung zugunsten des Feindes, Schutz von kriegswichtigen Objekten, Abhaltung der Bevölkerung vom Kampf, Beobachtung und Meldung von Fallschirmjägern und Abwehr durchgebrochener Panzer; letzteres allerdings «gewöhnlich in Verbindung mit in der Ortschaft kämpfenden (regulären) Truppen». Diese Einschränkung, aber auch der Auftrag, die Bevölkerung vom Kampf abzuhalten, zeugen erneut vom Bestreben, dem Gegner keinen Vorwand für Repressalien zu liefern. Nach dem Krieg wurden die Ortswehren zuerst in den Territorialdienst der Armee eingegliedert (1949) und ihnen zusätzlich der Schutz von Industrieanlagen übertragen; Anfang der 1960er Jahre wurde ihre Auflösung beschlossen, allerdings erst 1967 vollzogen.^[23]

Nachkriegszeit: Verzögerte Hinwendung der offiziellen Schweiz zum Widerstand

Die öffentliche Debatte über den Volkskrieg ging 1941 in



[2]

eine neue Runde, als der Oberbefehlshaber der Armee, General Henri Guisan, eine Umfrage unter Generalstabsoffizieren über die Nachkriegskonzeption der Armee durchführte. Aus diesem Anlass trat Rolf Eberhard mit der exzentrischen Forderung auf, die Schweizer Armee zu einer ausschliesslichen Partisanenarmee umzugestalten.^[24] Etwas ernster genommen wurde Walter Allgöwer, führendes Mitglied des «Offiziersbundes», der während des Krieges sicherstellen wollte, dass die Armee auch gegen den Willen des Bundesrates kämpfen würde. Allgöwer forderte 1946 ein auf drei Säulen beruhendes Armeemodell, das erstens aus einer kleinen «technischen Kerntuppe» bestünde, die im Gebirge stationierte «Fernwaffen» bedient (und damit eine abschreckende Wirkung erzeugt), und zweitens aus einer regional verankerten «Kleinkriegsarmee», die ganz auf einen den

Etwas ernster genommen wurde Walter Allgöwer, führendes Mitglied des «Offiziersbundes», der während des Krieges sicherstellen wollte, dass die Armee auch gegen den Willen des Bundesrates kämpfen würde.

Gegner abnützenden Jagdkampf auszurichten sei. Drittens schlug Allgöwer eine «Niederlageorganisation» vor, d.h. organisierte Vorbereitungen des aktiven und passiven Widerstandes der Zivilbevölkerung.^[25] Allgöwers Forderungen wurden von der Armeeführung scharf zurückgewiesen und trugen zu dessen Ausscheiden aus der Armee im selben Jahr bei. Im Grunde aber waren Eberhard und Allgöwer in der unmittelbaren Nachkriegszeit einsame Stimmen, die ohne Widerhall blieben.

Die Bedrohungswahrnehmung gegenüber der Sowjetunion war in der Schweiz im Kalten Krieg generell hoch und erlebte Spitzenwerte während des Koreakrieges 1950/51, des Ungarnaufstandes 1956 und des Prager Frühlings 1968. Sie bildete den Hintergrund für die Diskussionen um die operative Doktrin der Armee, die besonders von 1950 bis Mitte der 1960er Jahre öffentlich und in grosser Schärfe ausgetragen wurde. In diesem «Konzeptionsstreit» standen sich die «Wille-Schüler» der dritten Generation, die eine mobile, mit schweren Waffen ausgestattete und autoritär geführte Armee forderten, die den operativen Sieg anstreben sollte, und die

«Reformer» gegenüber, die eine statische, vor allem infantile und einem republikanisch-staatsbürgerlichen Führungsverständnis verpflichtete Armee befürworteten, welche den Gegner abnützen sollte.^[26] In der Frage der Notwendigkeit einer Widerstandsorganisation im Hinblick auf eine (Teil-) Besetzung der Schweiz stimmten die «Wille-Schüler» mit den «Reformern» grundsätzlich überein.

Der Koreakrieg fachte auch in der Schweiz die Kriegsangst ganz erheblich an und gab Forderungen Auftrieb, in der neuen schweizerischen Truppenordnung eine zivile Widerstandsorganisation vorzusehen.^[27]

Der Koreakrieg ... gab Forderungen Auftrieb, ... eine zivile Widerstandsorganisation vorzusehen ...

Diesen Ideen trat der Vorsteher des Eidg. Militärdepartementes, Karl Kobelt, im September 1951 öffentlich entgegen: In den besetzten Gebieten sollte der Widerstand fortgesetzt werden durch «abgesprengte» Teile der Armee in Zusammenarbeit mit den Ortswehren.^[28] Dementsprechend enthält das Reglement «Truppenführung 51» keinen Hinweis auf Volkskrieg oder Widerstand, sondern behandelt nur den Jagdkampf.

Die offizielle Haltung der Schweiz gegenüber dem Widerstand im feindbesetzten Gebiet blieb bis zum Ende des Kalten Krieges grundsätzlich unverändert: Nach dem operativen Zusammenbruch sollten versprengte Teile der Armee den Kampf im feindbesetzten Gebiet im Kleinkrieg fortführen. Währenddessen und danach sollte die Zivilbevölkerung den Kampf völkerrechtskonform, d.h. ohne Gewaltanwendung fortsetzen. Die Risiken dieses anhaltenden Widerstands in Form von Entbehrungen und Repressalien wurden erkannt, aber nicht als ausreichender Grund gewertet, und gleichzeitig wurden Absichten geäußert, diesen Kampf materiell und geistig vorzubereiten.^[29]

Auch die Gesamtverteidigungskonzeption von 1973 wertete den Widerstand im feindbesetzten Gebiet als «strategische Hauptaufgabe» im Besetzungsfall ...

Dazu gehörte die Absicht, den Widerstand von einer verantwortlichen Behörde führen zu lassen, die entweder die Exilregierung oder das Armeekommando sei. Darüber hinaus verdienen ein paar Beobachtungen besondere Erwähnung: Ein Jahr nach der Niederschlagung des Prager Frühlings erklärte die Landesregierung erstmals öffentlich, nach der militärischen Niederlage sei auch ein *bewaffneter* Widerstand notwendig.^[30] Ebenfalls im Jahr 1969 bezeichnete der Bericht Schmid, der ausführlich auf den (bewaffneten) Widerstand einging, diesen zum «strategischen Mittel» der Schweiz, betonte dessen moralischen Wert für die Bevölkerung und nannte die Schweiz wegen ihrer föderalen Struktur als dafür besonders geeignet. Auch die Gesamtverteidigungskonzeption von 1973 wertete den Widerstand im feindbesetzten Gebiet als «strategische Hauptaufgabe» im Besetzungsfall

und betonte den positiven Wert für die Moral der Bevölkerung. Die offiziellen Konzeptionen bezeugen, dass im Laufe der 1960er Jahre der Widerstandskampf im feindbesetzten Gebiet konsensfähig wurde – nachdem armeeintern schon vor dem Ungarnaufstand entsprechende Aktionen ausgelöst worden waren (s. unten). Gemein ist diesen offiziellen Dokumenten aber auch, dass sie keine Aufschlüsse darüber zulassen, wie weit eine Widerstandsorganisation bereits aufgebaut war. Die Öffentlichkeit konnte einzig aufgrund eines 1984 erschienenen Papiers des rechtsbürgerlichen «Instituts für politologische Zeitfragen», das exklusive Einblicke zu haben schien, gewisse Schlüsse ziehen: Das Papier forderte Weisungen des Bundesrates für das Verhalten der politischen Behörden, die Unterscheidung von «Aktionsräumen» und «Basisräumen», die Bestimmung von Verbindungsoffizieren der Armee bei den zivilen (Krisen-)Führungsstäben und die Durchführung entsprechender Übungen. Ausserdem sollten neue Ortswehren geschaffen werden, welche Luftlandetruppen bekämpfen sollten, mit Bewachung beauftragt würden und den Nukleus für Kleinkriegseinheiten bildeten, indem sie Logistik und Führungsinfrastruktur vorbereiten sollten. Schliesslich sollten Eliteeinheiten der Armee für den Jagdkampf und für eine Stadt-Guerilla aufgestellt werden.^[31] Alle diese Vorkehrungen war bis 1984 tatsächlich nicht erfolgt, und sollten es bis Ende des Kalten Krieges auch nicht mehr werden.

[23] Vgl. Hans Senn, Anfänge einer Dissuasionsstrategie während des Zweiten Weltkrieges, in: Der Schweizerische Generalstab Bd. 7, Basel-Frankfurt a. M. 1995, S. 199-201; Schweizerische Militärgesetzgebung: Der Beschluss über die Ortswehren, in: Schweizer Soldat 24 (1962), S. 565-566; Peter Reichert, Die Ortswehren 1940-1967, Zofingen 2002.

[24] Rolf Eberhard, Das Gesicht des Krieges, in: Annalen 12/1945, S. 701. Eberhard erwähnt allerdings den Widerstand der Bevölkerung nicht.

[25] Zu Walther Allgöwer vgl. Braun (A. 26), S. 133-144, und Carrozza (A. 21), S. 87ff.

[26] Vgl. Peter Braun, Von der Réduit-Strategie zur Abwehr. Die militärische Landesverteidigung der Schweiz im Kalten Krieg 1945-1966 (= Geschichte des Generalstabs vol. 10/1 und 2), Baden 2006, besonders S. 129-242.

[27] Vgl. etwa Oberstleutnant Heinrich von Muralt, Der Partisanenkrieg und seine Bedeutung für die Verteidigung der Schweiz, in: Der Schweizer Soldat, 15.7.1951, Nr. 21, S. 357-360 (ebenso in: Der Schweizer Artillerist, 10/1951, S. 134-137, 147-150); oder [Anonym], Schweizerische Partisanen, in: Der Schweizerische Beobachter, September 1951, S. 818f. und die Entgegnung von Ernst Uhlmann, Schweizerische Partisanen? in: ASMZ 10/1951, S. 679-689.

[28] Kobelt-Rede vom 30.9.51 nach IPZ Information W/2 1984 (A. 29), S. 27.

[29] Vgl. die Übersicht über die konzeptionellen Grundlagen für einen organisierten Widerstand in einer besetzten Schweiz – namentlich die Grundlagen einer strategischen Konzeption der Schweiz. Bericht der Studienkommission (Schmid) für strategische Fragen vom 14. November 1969, Grundlagen einer strategischen Konzeption der Schweiz; den Bericht des Bundesrates an die Bundesversammlung über die Sicherheitspolitik der Schweiz (Konzeption der Gesamtverteidigung) vom 27. Juni 1973; den Bericht des Bundesrates an die Bundesversammlung über das Leitbild der militärischen Landesverteidigung in den achtziger Jahren vom 29. September 1975 («Armeeleitbild 80»); den Zwischenbericht (des Bundesrates) zur Sicherheitspolitik vom 3. Dezember 1979 – in: Robert Vögeli (Hg.), Widerstand in einer besetzten Schweiz, IPZ Information Nr. W/2 August 1984, S. 38-48.

[30] Das an alle Haushaltungen gesandte Buch «Zivilverteidigung», hg. vom Eidg. Justiz- und Polizeidepartement, verfasst von Albert Bachmann und Georges Grosjean, Aarau [September 1969], erweckte allerdings den Eindruck, die Vorbereitungen für den Widerstand würden erst nach der Kapitulation beginnen.

[31] Robert Vögeli (A. 29), S. 53–64. Schon drei Jahre zuvor hatte eine Arbeitsgruppe der CVP Schweiz festgestellt, dass die Umsetzungen weitgehend ausgeblieben seien und einen Forderungskatalog erhoben, vgl. Kleinkrieg und ziviler Widerstand im feindbesetzten Gebiet, ausgearbeitet von der Studiengruppe für Aussen- und Sicherheitspolitik, verabschiedet vom Vorstand der CVP der Schweiz, Bern, Januar 1981.

[2] Ortswehren (1940–1967) Quellen: links: Zivilschutzmuseum; rechts: Jungfrauzeitung



[3]

Hans von Dachs Konzeption des Guerilla-Krieges: Teil der schweizerischen «Dissuasion»?

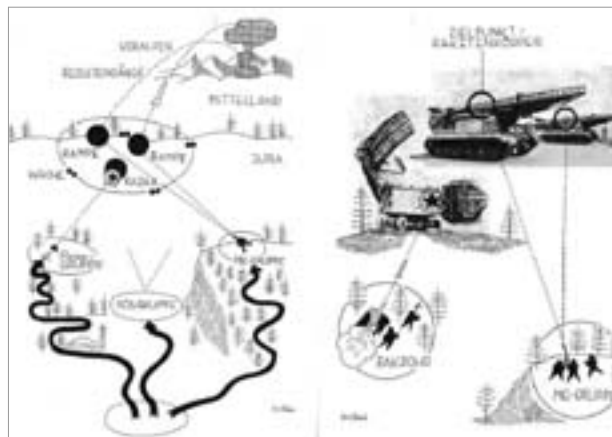
Die Kleinkriegführung hatte also ihren festen Platz in der Verteidigungskonzeption und zunehmend in der Truppenausbildung, die sich auch in Taktik-Reglementen der Armee zum Jagdkampf niederschlugen. Da die Zivilbevölkerung offiziell nicht in den (Widerstands-)Kampf eingreifen durfte, unterblieben jedoch entsprechende offizielle Anweisungen. Diese Lücke füllte insbesondere ein Teil des umfangreichen Schrifttums von Hans von Dach.

Mit seinem Hauptwerk «Der totale Widerstand - Eine Kleinkriegsanleitung für jedermann», das ab 1957 erschien, sieben Bände umfasste, fünfmal neu aufgelegt wurde und sich zehntausendfach in der BRD und in Österreich verkaufte, wurde der damalige Hauptmann und spätere Major von Dach zweifellos der international bekannteste Schweizer

Mit seinem Hauptwerk «Der totale Widerstand – Eine Kleinkriegsanleitung für jedermann», ... wurde der ... spätere Major von Dach zweifellos der international bekannteste Schweizer Kleinkriegstaktiker und Gefechtstechniker.

Kleinkriegstaktiker und Gefechtstechniker. Dies umso mehr, als sein Buch 1965 in englischer Übersetzung erschien mit dem irreführenden Untertitel «Swiss Army Guide to Guerrilla Warfare and Underground Operations».

Von Dachs Werk ist eine mit Skizzen bebilderte Lehrschrift für militärische Laien mit detaillierten Anleitungen für den Kampf gegen einen (sowjetischen) Besatzer.^[32] In über hundert weiteren Publikationen behandelte von Dach bis Ende der 1980er Jahre detailliert zahlreiche Taktiken und Techniken der Kleinkriegführung (Hinterhalt, Handstreich, Überfall, Sabotage), ausserdem Struktur und Waffensysteme der Sowjetarmee. Anfangs forderte von Dach, die Schweiz solle 30 000 Mann Kleinkriegstruppen aufstellen, um den Gegner zur Dislozierung von fünfmal mehr Truppen zu zwingen und um durchhalten zu können, bis der Gegner auf dem «grösseren Kriegsschauplatz», also ausserhalb der Schweiz, in die Defensive geraten sei. Im Laufe der Zeit reduzierte er diese Forderung dahingehend, nur die reguläre Truppe solle ausgebildet werden, nach der Zerschlagung des Heeres diesen Widerstand fortsetzen zu können.



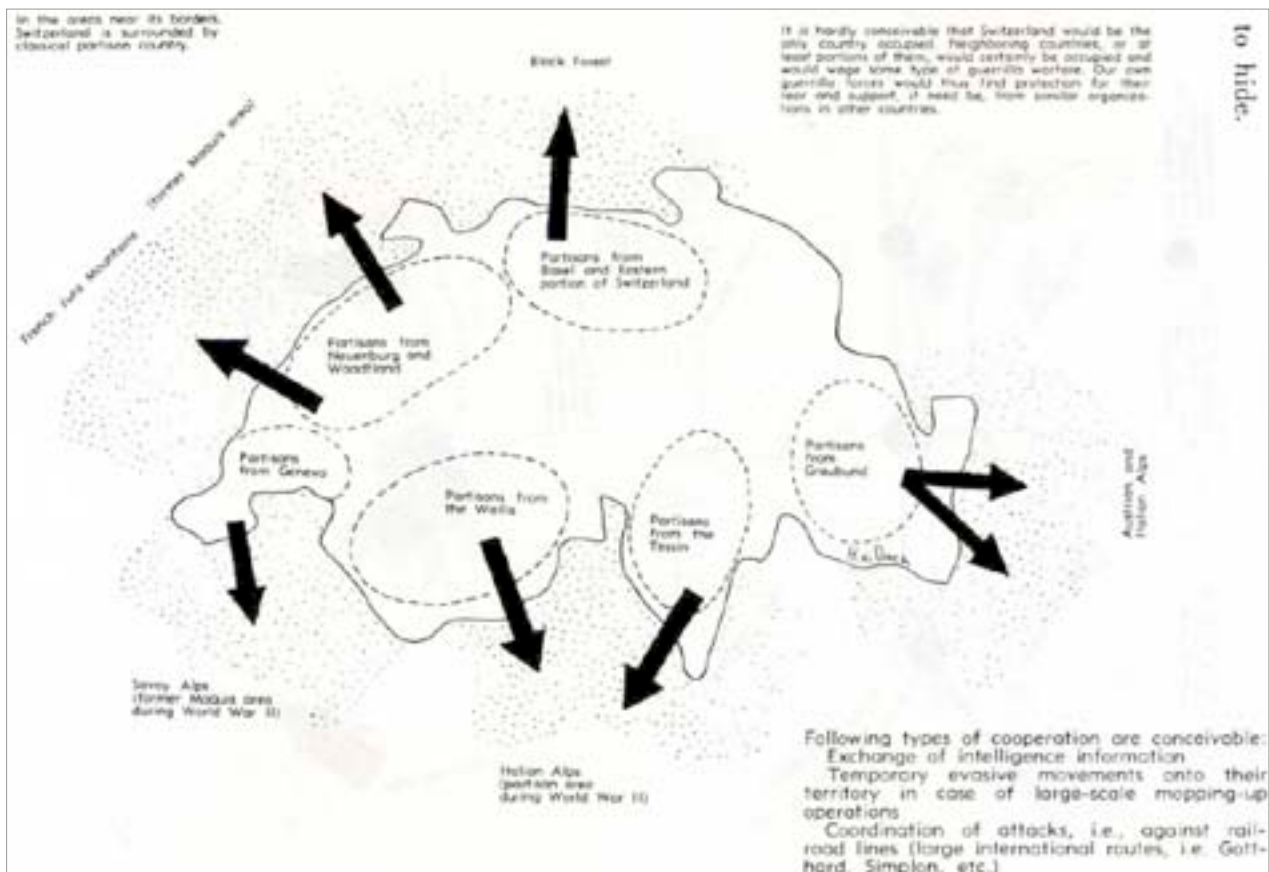
[4]

Als Mitarbeiter in der Gruppe für Ausbildung des Eidgenössischen Militärdepartementes im Zeitraum 1970–1980 dürfte von Dach Gelegenheit gehabt haben, seine Ideen in die taktische Ausbildung der Armee und – möglicherweise auch der geheimen Widerstandsorganisation (s. unten) – einfließen zu lassen. Von der Androhung eines Kleinkrieges versprach sich von Dach eine abschreckende Wirkung, von seiner Führung eine moralisch und politisch überlegene Position für die Nachkriegszeit. Die Einwände gegen den Kleinkrieg liess von Dach nicht gelten: Die innere Ordnung würde vom einzig anzunehmenden, totalitären Gegner auch nicht respektiert werden, Gewaltexzesse würden ohnehin stattfinden und mit den Verletzungen des Haager und Genfer Rechts, soweit überhaupt nötig, würden lediglich die verrohten Kriegssitten des Aggressors teilweise egalisiert.

Von der Androhung eines Kleinkrieges versprach sich von Dach eine abschreckende Wirkung ...

Von Dachs Publikationstätigkeit, zu einem grossen Teil in militärnahen Zeitschriften, scheint von offizieller Seite zwar nicht unterbunden worden zu sein, hat aber dessen militärische Karriere ganz offensichtlich auch nicht gefördert: So fand von Dachs letzte Beförderung (zum Major) 25 Jahre vor seiner Pensionierung 1988 statt. Als Erklärung dafür bietet sich an, dass von Dachs Schriften die offizielle Doktrin der Landesverteidigung («Dissuasion») unterstützten, sein militärischer Rang der offiziellen Schweiz jedoch eine Distanzierung von seinen kriegsvölkerrechtlich heiklen Schriften erlaubte.

Die öffentlichen Debatten, die sich immer wieder um die teilweise oder vollständige Ersetzung der regulären Armee durch eine Kleinkriegsarmee drehten, sollten keine originellen Aspekte mehr bringen. Ein Beispiel hierfür ist die 1980 publizierte Habilitationsschrift von Albert A. Stahel, damals Privatdozent an der Universität Zürich, in welcher der Autor von Kleinkriegs-Theorien, Modellbildungs- und Simulationsversuchen sowie historischen Guerilla-Kriegen (in Südsudan und Jugoslawien) eine Skizze einer schweizerischen Guerilla-Armee ableitet. Diese beinhaltet die Forderung, erneut bewaffnete Ortswehren im Umfang von diesmal rund 300 000 Mann zu schaffen sowie Eliteverbände für den Jagdkampf



[5]

und Stadtguerilla-Einheiten als Terrorspezialisten, wobei die bestehende Armee entsprechend hätte abgebaut werden müssen. Der bewaffnete Widerstand sei mit den Nachbarstaaten und dem passiven Widerstand der Bevölkerung umfassend abzustimmen.^[33] Qualitativ neue Ideen zum Widerstand fehlen allerdings bei Stahel. Auch wurde schon damals mit Recht die Methodik der Arbeit in Frage gestellt und bezweifelt, wie weit sich ausländische Lehren überhaupt auf die Schweiz übertragen liessen.^[34] Eine politische Wirkung dieser Arbeit ist ebenfalls nicht erkennbar.

Zaghafter Aufbau einer geheimen Widerstandsorganisation ab 1956

Während also Kleinkriegstaktiken in der Armee zur Verzögerung des Kampfes und zur Fortsetzung nach den Hauptkampfhandlungen seit langem etabliert waren, blieb der Aufbau einer eigentlichen Widerstandsorganisation der Öffentlichkeit bis 1990 verborgen. Der Bericht einer ausserordentlichen parlamentarischen Untersuchungskommission PUK legte dann eine geheime Widerstandsorganisation offen, die ab 1979 den Namen P[rojekt]-26 trug (und von einem im Ausland tätigen Nachrichtendienst unter dem Namen P[rojekt]-27 ergänzt wurde). Nach diesem Bericht hatte Generalstabschef Louis de Montmolin dem Unterstabschef Territorialdienst, Divisionär Franz Wey, 1956 den Auftrag erteilt, eine vor allem auf Nachrichtenübermittlung aus dem besetzten Gebiet spezialisierte Organisation aufzubauen, die geeignet wäre, den Widerstand im feindbesetzten Gebiet zu unterstützen. Die Organisation wurde 1968 in der neuen Sektion «Spezialdienst» der Untergruppe Nachrichtendienst und Abwehr angesiedelt, und ihr Aufgabenfeld in den 1970er Jahren um Sabotage und den Waffengebrauch erweitert. Die

Widerstandsorganisation wurde zwar stets mit Bundesgeldern alimentiert und blieb formell dem Generalstabschef unterstellt. Faktisch entfernte sie sich jedoch sukzessive von der Armee und der Verwaltung – und entzog sich damit auch der politischen Kontrolle.

Die P-26 war eine zellenartig aufgebaute Kaderorganisation von zuletzt rund 400 Personen, die sich auf ihre primäre Tätigkeit im Rahmen der Propaganda und des Nachrichtendienstes zugunsten des Bundesrates oder einer Exilregierung, sekundär aber – nach einem entsprechenden Aufwuchs – auch auf die bewaffnete Führung des Widerstandes vorberei-

[32] Hans von Dach, Der totale Widerstand. Kleinkriegsanleitung für jedermann, in: Schriftenreihe des Schweizerischen Unteroffiziersverbandes Nr. 4, Biel 1957. Bd. 1 behandelt die technischen und taktischen Grundlagen eines Kleinkrieges, die folgenden Bände sind dann einzelnen Waffen gewidmet (Bd. 2 chemischen Waffen, Bd. 3 der MP-Partisan 9mm-Maschinenpistole, Bd. 4 der Pistole Modell TARN, Bd. 5 Sprengfallen, Bd. 6 dem Schalldämpfer Modell TELL, Bd. 7 Handgranaten).

[33] Albert A. Stahel, Simulationen sicherheitspolitischer Prozesse anhand von Beispielen und Problemen der schweizerischen Sicherheitspolitik, Zürcher Beiträge zur politischen Wissenschaft Band 2, Frauenfeld 1980, besonders S. 331-351.

[34] Albert A. Stahel, Vom Feind besetzte Schweiz: Nationaler Widerstand, aber wie? In: Tages-Anzeiger, 4.6.1981; die Entgegnung durch [u.z.], Skizze einer schweizerischen Guerillakriegskonzeption, in: NZZ, 29.7.1981.

[3] Major Hans von Dach (1926 - 2002) Der totale Widerstand. Kleinkriegsanleitung für jedermann, in: Schriftenreihe des Schweizerischen Unteroffiziersverbandes (SUOV). Nr. 4, Biel 1957.

[4] Ein Beispiel von von Dachs taktischen Anweisungen für einen Überfall, aus Hans von Dach, Der totale Widerstand ... Angriff auf sowjetischen taktischen Raketenwerfer. S. 200

[5] von Dachs Forderung nach Abstimmung der schweizerischen Kleinkriegsvorbereitungen mit dem Ausland. Hans von Dach, R.K. Brown (Hrsg.), Total Resistance, Boulder 1965



[6]

tete und hierfür verschiedene Ausbildungs- und Führungsanlagen sowie Waffen- und Versorgungslager betrieb und eine Kriegskasse zur Verfügung hatte, welche zuletzt 214 kg Gold enthielt. Die P-26 arbeitete zwar offenbar nicht mit der NATO (Gladio) zusammen, wohl aber mit dem britischen MI6, insbesondere in der Ausbildung und in Übungen (über konspiratives Verhalten, Sabotage, Kurierdienst etc.) sowie bei der Einführung eines Übermittlungsgeräts. Sie bereitete sich auf vier kriegerische Szenarien in der Schweiz vor: Durchmarsch, Einfall, vollständige Besetzung und «Umsturz». Dieses letzte Szenario löste nach der Enttarnung der P-26 heftige innenpolitische Kontroversen aus, weil – sehr wahrscheinlich zu Unrecht – der Eindruck entstand, die über eine beschränkte Anzahl Handfeuerwaffen verfügende Organisation sei autorisiert gewesen, selbständig über die Legitimität der Regierung zu befinden.^[35]

Als Folge dieser parlamentarischen Untersuchung wurde die P-26 1990 aufgelöst. Damit kam gleichzeitig mit dem Kalten Krieg, dessen Kind die P-26 eigentlich war, die zentrale Struktur im Hinblick auf den schweizerischen Widerstand im feindbesetzten Gebiet zu ihrem Ende. Trotz der öffentlichen Empörung über die P-26 nach ihrer Enttarnung muss festgehalten werden, dass die tatsächlich erfolgten Vorbereitungen auf den Widerstand im feindbesetzten Gebiet weit hinter den Absichtserklärungen der politisch mehrheitsfähigen, offiziellen Konzeptionen seit 1969 zurückblieben.

Schlussfolgerungen

Die Konzeption des Volksaufstandes war in der Schweiz zwischen 1820 und 1990 stets gegen eine fremde Besatzungsmacht gerichtet. Die Debatten dieses Zeitraums waren rein theoretischer Natur und inspiriert durch ausländische Erfahrungen, die zwar zum Vergleich herangezogen, nie aber bezüglich ihrer Übertragbarkeit auf schweizerische Verhältnisse kritisch hinterfragt wurden; die P-26 war insofern eine Ausnahme, als mit ihr immerhin der Kern einer Widerstandsorganisation geschaffen worden war.

Bei allen diesen Debatten bestand ein stabiler Konsens darin, dass ein über die reguläre Milizarmee hinausgehender Volksaufstand als *Ultima ratio* gerechtfertigt wäre. Für die Verbriefung dieses Rechts und den Schutz der Träger des Aufstandes setzte sich die schweizerische Diplomatie auch auf internationaler Ebene ein, besonders an der ersten Haager Konferenz von 1899.

Befürworter und Gegner des Volksaufstandes brachten stets



wiederkehrende Argumente für ihre Position vor, die teilweise einen typisch schweizerischen Hintergrund erkennen lassen: So argumentierten diese mit den topographischen Vorteilen des Landes, seiner dezentralen politischen Struktur, dem angeblich zähen Volkscharakter, dem freiheitlichen Bürgerverständnis sowie der Tradition des aussermilitärischen Schiesswesens. Jene befürchteten dagegen einen Schwund der Ressourcen der regulären Armee, Repressalien eines Besatzers, eine Konflikteskalation, einen Zerfall der bürgerlichen Ordnung und – v. a. in der Nachkriegszeit – eine ungenügende Leidensfähigkeit der Bevölkerung. Der Bundesrat neigte den Gegnern zu und mochte jeweils in Zeiten erhöhter Bedrohungswahrnehmung eher die reguläre Armee vergrössern als Vorkehrungen für einen vom Volk geführten Widerstand ausserhalb der Armee zu treffen.

... bestand ein stabiler Konsens darin, dass ein über die reguläre Milizarmee hinausgehender Volksaufstand als *Ultima ratio* gerechtfertigt wäre.

Die Regierung tat dies auch im Wissen um die Abneigung des Staatsbürgers in der Demokratie gegen Untergrundorganisationen. Die politische Kontrolle privater Waffenbestände blieb allerdings stets unvollständig, ebenso wie die Kontrolle der P-26, der einzigen jemals realisierten, wenn auch gegenüber den politischen Absichtserklärungen weit zurückbleibenden Widerstandsorganisation. Grossen Spielraum genoss auch der Militärpublizist Hans von Dach, der mit seinem Schrifttum im Kalten Krieg über die Landesgrenzen hinaus als Taktiker und Techniker des Kleinkrieges gegen eine (rote) Besatzungsarmee beachtet (und besonders von der linksradikalen Roten Armee Fraktion pervertiert) wurde. Von Dach war damit, wie hier argumentiert wird, eine inoffizielle Komponente der damaligen schweizerischen Strategie der «Dissuasion».

[35] Vgl. Titus J. Meier, Schweizerische Widerstandsvorbereitungen für den Besatzungsfall 1940-1990, Zürich 2010 (unveröffentlichte Lizentiatsarbeit). Dass die P-26 die «Lizenz zum Umsturz» besessen hätte, wurde v.a. vom ehemaligen SP-Präsidenten Helmut Hubacher behauptet und liegt dem satirischen Kinofilm «Beresina oder Die letzten Tage der Schweiz» von 1999 zugrunde.

[6] Geheime Widerstandsorganisation (P 26), 1979–1990. Friedenshauptquartier der P 26 in Lochbach bei Burgdorf. Lager mit Waffenbehältern, die vor einer Invasion hätten vergraben werden müssen

Allied Air Power over Libya

A preliminary Assessment.

Dr. Christian F. Anrig

Article publié dans *Air & Space Power Journal*

ANRIG Christian F Dr;

Allied Air Power over Libya: A Preliminary Assessment;

Air & Space Power Journal, Volume XXV, No 4: Winter 2011, pp. 89-109.

Internet:

Version en anglais: http://www.airpower.au.af.mil/airchronicles/apj/2011/2011-4/2011_4_09_anrig.pdf

Version en espagnol: http://www.airpower.au.af.mil/apjinternational/apj-s/2012/2012-1/2012_1_02_anrig_s.pdf



Bien qu'il ne soit pas dans les habitudes de la *Military Power Review* d'effectuer le compte rendu d'un article publié dans une autre revue militaire, l'article de Christian Anrig mérite une mention particulière pour différentes raisons. D'une part, il n'est pas courant qu'un auteur suisse soit publié tout d'abord en anglais dans l'*Air and Space Power Journal* de l'*US Air Force* et qu'ensuite son article soit traduit et également publié dans son édition espagnole. D'autre part, publier un article sur les opérations aériennes qui se sont déroulées six mois auparavant dans le ciel libyen ne manque pas d'audace. En effet, ce type d'analyse à chaud rappelle dans une moindre mesure le concept défendu par *Samuel Eliot Morison* qui peu de temps après que les Etats-Unis soient entrés dans la deuxième guerre mondiale a proposé au Président Roosevelt d'écrire l'histoire opérationnelle de la marine américaine vue de l'intérieur en faisant relater les événements par des historiens qui suivaient directement les opérations.^[1] Faisant appel à de nombreuses sources non classifiées, Christian Anrig relate le déroulement des opérations aériennes conduites en conformité avec la résolution 1973 du Conseil de Sécurité des Nations Unies et en développe certains aspects qui y sont liés.

Sans dévoiler toute la teneur de l'article, il est intéressant de relever, outre une description précise du déroulement de la campagne aérienne, quelques-uns des aspects analysés dans l'article. L'auteur mentionne, par exemple, qu'à la lumière des opérations aériennes dans le ciel libyen, il est possible de distinguer trois catégories de pays au sein de l'OTAN: ceux qui mènent des opérations aériennes offensives; ceux qui limitent leurs actions à la police de l'air et, en fait, à un rôle non-combattant, et finalement ceux qui n'apparaissent ou ne s'engagent pas du tout.

Dans le domaine de l'armement air-sol, quelques considérations relatives à la gestion des stocks, et en particulier à celle des armements air-sol de précision, permettent d'éclaircir quelque peu l'évolution qui a eu lieu au sein des armées européennes et en particulier de la France depuis 1999 et la campagne aérienne qui s'est déroulée au Kosovo.

Outre l'absence remarquée du chasseur américain F-22 *Raptor*, l'auteur évoque également que l'utilisation du chasseur bombardier AV-8B de l'US Marine Corps à partir d'une plateforme stationnée au large des côtes libyennes a permis de revaloriser quelque peu les opérations aéronavales. Finalement, l'analogie effectuée avec les dimensions sociale, opérationnelle, logistique et technologique de la stratégie décrites par l'auteur britannique Sir Michael Howard ne manque pas d'intérêt.

En conclusion, la contribution de Christian Anrig sur les opérations aériennes dans le ciel libyen est pertinente et ne manque pas d'intérêt. Cet article mérite une attention particulière non-seulement pour les aviateurs mais également plus généralement pour tout officier intéressé par les conflits contemporains. Par ailleurs, les historiens parmi vous ne manqueront pas dans quelques années de faire appel à cet article écrit peu de temps après les opérations pour étayer leurs sources et confirmer ou infirmer leurs propos.

Col EMG Meier, Claude

Etat-Major des Forces Aériennes

Chef A 3/5 opérations/planification

[1] MORISON Samuel Eliot; History of United States Naval Operations in World War II in 15 Volumes.

Die französische Fremdenlegion

Douglas Boyd

Verlag E.S. Mittler & Sohn GmbH, Hamburg 2011.
ISBN 978-3-8132-0873-3



Es handelt sich um die deutsche Übersetzung des 2006 erschienen Buches *The French Foreign Legion*.

Auf spannende Art und leicht lesbar beschreibt der Autor die fast zweihundertjährige Geschichte der französischen Fremdenlegion, die eng mit der weltweiten Aussenpolitik Frankreichs verbunden ist.

In einer nicht ganz nachvollziehbaren Umkehrung der Chronologie beginnt der Autor im ersten Teil des Buches mit dem Einsatz der Fremdenlegion in den beiden letzten Kolonialkriegen Frankreichs in Indochina und Algerien.

Erst im zweiten Teil wird die Rolle der Fremdenlegion beim Aufbau des Kolonialreiches, beginnend mit der Eroberung Algeriens (die mit der Gründung der Fremdenlegion zusammenfällt) durchleuchtet. In diesem Teil wird auch der Einsatz der Legion während den militärischen Expeditionen Napoleons III. (Krim, Italien und Mexiko, mit der für die Legion zentralen Episode von Camerone) beschrieben, ebenso wie der Beitrag der Fremdenlegion im französischen Heer während des Ersten und Zweiten Weltkrieges. Der dritte Teil des Werkes ist den Einsätzen der Legion in der post-kolonialen Ära gewidmet.

Der wertvolle Beitrag des Buches liegt in der sehr guten Beschreibung der gesamtpolitischen Lage, die jeweils zum Einsatz der Fremdenlegion geführt hat. Wer sich für Kleintaktik – Einzelkämpferschicksale sowie Zugs- und Kompaniegefechte – interessiert, wird ebenfalls auf seine Rechnung kommen. Wer hingegen gerne den strategisch-operativen Rahmen, in dem die Fremdenlegion zusammen mit den anderen Verbän-

den der französischen Streitkräfte eingesetzt worden ist, verstehen möchte, wird hier eine Lücke entdecken.

Wer sich durch das ganze Buch durchliest, hat am Ende auch einen guten Überblick über die einzigartigen Eigenschaften dieser Elitetruppe, seien es die Traditionen, der Ehrenkodex, die verinnerlichte Disziplin und die kompromisslose Auftrags-erfüllung unter allen Umständen. Einfacher für den Leser wäre eine Zusammenfassung aller Spezifitäten der Fremdenlegion in einem Kapitel.

Zu bedauern ist auch die Tatsache, dass das Buch mit der Luftlandeoperation in Kolwezi 1978 endet. Interessant wäre nämlich etwas über die letzten Einsätze der Fremdenlegion (z. B. die Division Daguet im 1. Irakkrieg, Einsätze in Ex-Jugoslawien, Afghanistan) zu lesen.

Ebenso wäre ein Kapitel über die Legion heute und ihre Einbettung in der Armée de Terre von 2005 sehr willkommen. Die historischen Photos sind aufschlussreich, einige aktuelle Bilder der Legion (z. B. in Afghanistan) wären aber eine willkommene Bereicherung.

Wegen diesen Mängeln ist der gewählte Titel («Die Französische Fremdenlegion») etwas irreführend: Die «Geschichte der französischen Fremdenlegion von ihrer Gründung 1832 bis 1978» wäre zutreffender.

Dominique Juillard
Divisionnaire (cr)

Carl von Clausewitz Strategie im 21. Jahrhundert.

Lennart Souchon

Verlag E.S. Mittler & Sohn GmbH, Hamburg, Bonn, Berlin 2012.
ISBN 978-3-8132-0939-6.



Der ehemalige Marineoffizier zählt heute zu den kompetentesten Kennern und Autoren sicherheitspolitischer Fragen, insbesondere im Lichte Clausewitz'. Als Mitglied des IISS und der Clausewitz-Gesellschaft ist er noch immer sehr aktiv, unter anderem an der Führungsakademie in Hamburg. Seit 2003 ist er zudem Professor an der Universität Potsdam.

Fehlende Strategiekonzepte in den Iran- und Afghanistan-Konflikten, in der anhaltenden EU-Finanzkrise sowie ein mangelnder öffentlicher Diskurs über Ziele und Mittel der Bundeswehr kennzeichnen die gegenwärtige politische Entscheidungslage in Deutschland. Zudem beklagt der Autor die signifikant verloren gegangenen Fähigkeiten in Politik-, Wirtschafts- und Streitkräfte-Kreisen, strategisch zu denken. Tagespolitisches Handeln dominiere jegliche ganzheitliche Entscheidungsfindung. Dabei würde die Kombination von Terrorismus, Atomwaffen und Staatenzerfall mit Migrationsströmen, Ressourcenknappheit und Naturkatastrophen solche langfristigen, strategischen Lösungsansätze erfordern.

Die in diesem Buch dargestellte Clausewitz-Theorie offeriert eine Methodik, die komplexe Ereignisse bei grosser Unsicherheit auf einfache Wesensmerkmale reduziert und dadurch Entscheidungen erleichtert. Das Buch bietet ferner einen Fundus für Führungseliten, damit diese mit ihrem Wissen, ihrer Erfahrung und ihrem Können – wie von Clausewitz dargestellt – übergeordnete Ziele mit begrenzten Mitteln erfolgreich durchsetzen. Souchon bezieht sich dabei auf einige exemplarische Anwendungen (z. B. Irakkrieg 2003, Libanonkrieg 2006 und Operation Anaconda 2002). Erneut legt Souchon ein anspruchsvolles und anregendes Buch vor.

JKL

Handbuch der Bundeswehr und der Verteidigungsindustrie 2011/2012.

Manfred Sadlowski (Herausgeber)

Bernard & Graefe in der Mönch Verlagsgesellschaft mbH, Bonn 2012.
ISBN 978-3-7637-6289-7.



Auf 984 Seiten wird – wie jedes Jahr – über die organisatorische und personelle Zusammensetzung der Führungsstruktur der Bundeswehr mit Namen, Fotos und Adressen berichtet. Die reiche Datenfülle beginnt mit Angaben zur Bundesregierung (Kanzleramt, Bundessicherheitsrat, Auswärtiges Amt, usw.), wird fortgesetzt mit Angaben zu Institutionen und Personen im Parlament, es folgen Angaben und Lebensdaten leitender Personen der Verteidigung (politische Leitung, Generale, Admirale, Beamte, Angestellte), weiter geht es mit der Gliederung der Bundeswehr nach Teilstreitkräften mit Adressen der wichtigsten Kommandi (bis Stufe Regiment) und gegenwärtiger Stellenbesetzung. Des Weiteren werden die Presseoffiziere und -verantwortlichen der Institutionen und Kommandi (inkl. den Kommandostellen in internationalen Organisationen) genannt. Es werden dann in Tabellen, Übersichten und mit Fotos die Waffensysteme der Bundeswehr vorgestellt, gefolgt von Angaben zu den Schulen, Ämtern und Ausbildungseinrichtungen der Bundeswehr. Schliesslich folgt ein Kapitel über den Militärattachédienst, über die eigenen und in Deutschland akkreditierten ausländischen Militärattachés. Die nächsten Abschnitte stellen diverse Garnisonsstädte und das Bundesland Hessen vor, geben Angaben zu den Verbänden mit Interessen an der Verteidigung. Eine DVD mit dem gesamten Inhalt liegt ebenfalls bei.

Das Buch liefert nicht nur eine hervorragende Übersicht über die Geschichte und Gegenwart der Bundeswehr, mit ihrer nationalen Verwurzelung und internationalen Verflechtung. Es dient vor allem jenen Personen, Ämtern und Industrievertretern, die auf politischer, militärischer und rüstungswirtschaftlicher Ebene mit Deutschland und der Bundeswehr zu tun haben. Insofern liegt erneut ein wertvolles Nachschlagewerk vor.

JKL

Sterben für Kabul

Aufzeichnungen über einen verdrängten Krieg.

Marco Seliger

Verlag E.S. Mittler & Sohn GmbH, Hamburg, Berlin, Bonn 2011.
ISBN 978-3-8132-0935-8.



Der 40-jährige Journalist aus dem Harz berichtet seit neun Jahren über den Bundeswehreininsatz in Afghanistan. Er versucht, ein realistisches Bild von dem aufzuzeigen, was die Mitbürger und Mitbürgerinnen in Deutschland über ihre eigenen Angehörigen der Bundeswehr nicht wissen oder in der Hetze ihres ganz gewöhnlichen Alltages verdrängen.

Das Buch beschreibt, wie und warum junge Männer und Frauen fernab der Heimat töten und sterben müssen. Immerhin hat die Bundeswehr bisher mehr als 50 Tote und mehrere hundert Verletzte zu verzeichnen. Das sind nackte Zahlen, die letztlich nicht viel aussagen. Seliger will mit teils harten, provokativen und auch kontroversen Schilderungen über Anschläge und Gefechte bewusst aufrütteln und auf Einzelschicksale von Soldaten, Verwundeten, Gefallenen, Angehörigen und Hinterbliebenen aufmerksam machen.

Der Autor steht kritisch zur Rolle Deutschlands und dem Einsatz der Bundeswehr in Afghanistan. Er weist auf Widersprüche, gar auf eine Verlogenheit in der Vorgehensweise hin. Er ist skeptisch, ob die Einsätze der Alliierten zu einer nachhaltigen Wende in Afghanistan hin auf dem Weg zu einer besseren Welt führen.

JKL

Somalia

Optionen – Chancen – Stolpersteine.

Walter Feichtinger/Gerald Hainzl (Herausgeber)

Schriftenreihe des Instituts für Friedenssicherung und Konfliktmanagement (IFK), Landesverteidigungsakademie. Band 6.
Böhlau Verlag, Wien 2011.
ISBN 978-3-205-78582-8.



Der Leiter des IFK, Brigadier Feichtinger, und ein wissenschaftlicher Mitarbeiter des IFK, Hainzl, wenden sich als Herausgeber zusammen mit weiteren Autoren und einer Autorin in dem neuesten Band einem Land zu, welches seit vielen Jahren als unregierbar gilt, unsäglich arm ist und wesentlich zur Entstehung der Piraterie in der Region beigetragen hat.

Nach einer Einführung beleuchten die Autoren im Teil 2 die eigentlichen Herausforderungen. Dazu zählen die somalische Diaspora, die Piraterie, die externen Akteure sowie die Terrorzelle Al Shabaab, die zu einem regierungsähnlichen Akteur mutiert. In Teil 3 werden unter anderem Ansätze des internationalen Konfliktmanagements diskutiert. Die maritime Operation der EU «Atalanta» gegen die Piraterie, Herausforderungen der militärischen Operationsführung in Somalia wie auch Einflussfaktoren für militärische Einsätze in Afrika schlechthin werden untersucht. Ein Anhang mit Karten, die Kurzbiografien der Herausgeber und Autoren, ein Abkürzungs- und ein Literaturverzeichnis gehören dazu.

Das Buch liefert eine reiche Anzahl von Informationen zu einem Land und zu einer Region, die zweifellos eine Urteilsbildung über die Lage und die komplizierten Hintergründe des gescheiterten Staates Somalia erleichtern. Der Leser verfügt über ein hochaktuelles Dokument, das wichtige Einblicke in eine der wichtigsten Krisenregionen der Welt gewährt.

JKL

Wörterbuch zur Sicherheitspolitik

Deutschland in einem veränderten internationalen Umfeld.

8. vollständig überarbeitete Auflage.

Ernst-Christoph Meier/Andreas Hannemann/
Rainer Meyer zur Felde

Verlag E.S. Mittler & Sohn GmbH, Hamburg, Berlin, Bonn 2012.
ISBN 978-3-8132-0933-4.



Das internationale sicherheitspolitische Umfeld verändert sich rasch und laufend. Entsprechend entstehen neue Zusammenhänge und neue Begriffe. Auch bisherige Wertungen sind gegebenenfalls überholt. Das «Wörterbuch zur Sicherheitspolitik» bietet fundierte und umfassende Informationen und Hintergrundwissen in deutsch für die zahlreichen sicherheitspolitisch Interessierten.

In alphabetischer Reihenfolge werden die wichtigsten Begriffe kurz und prägnant beschrieben, beginnend von «ABC-Abwehr» bis «Zweitschlagsfähigkeit». Besonders wichtige und komplizierte Fragen und Begriffe werden, grau unterlegt, umfassender beschrieben, so z. B. «Abrüstung und Rüstungskontrolle», «Europäische Union» oder «Iranische Nuklearfrage». Hin und wieder greifen die Autoren auf eine Bebilderung zurück, wo angebracht fügen sie auch eine graphische Gestaltung ein, so z. B. ein Organigramm über die Bundeswehr oder eine Karte mit den gegenwärtigen Friedensmissionen der UNO.

Es ist unübersehbar, dass die Erläuterungen aus deutscher Optik erfolgen. Nichtsdestotrotz tragen Informationsgehalt und Aktualität dazu bei, dass das «Wörterbuch zur Sicherheitspolitik» ein unentbehrliches Nachschlagewerk ist und den schnellen Zugang zu sicherheitspolitischem Wissen für Führungskräfte, Experten und Involvierte erleichtert – im gesamten deutschsprachigen Raum.

JKL



Die MILITARY POWER REVUE ist ein offenes Forum. Sie fördert das Studium und die Diskussion aktueller sicherheitsrelevanter Themen, insbesondere in Bezug auf die Anwendung militärischer Macht.

Die MILITARY POWER REVUE unterstützt die Armee

- mit Beiträgen zur sicherheitspolitischen Debatte
- in der Förderung des nationalen und internationalen Dialoges sowie
- bei der Entwicklung von Doktrin und Konzepten

La MILITARY POWER REVUE constitue un forum ouvert. Elle est destinée à encourager l'étude et la discussion sur des thèmes actuels de politique de sécurité, en particulier ceux liés à la mise en oeuvre de la puissance militaire.

La MILITARY POWER REVUE apporte une contribution

- au débat en matière de politique de sécurité,
- à la promotion du dialogue national et international,
- aux réflexions doctrinales